



Commis dans un véhicule blindé des Nations unies

L'assassinat d'un dirigeant bosniaque à Sarajevo hypothèque les négociations de Genève

L'ONU discréditée

L'ASSASSINAT par un milicien serbe, vendredi 8 janvier, d'un dirigeant bosniaque placé sous la protection des Nations unies illustre l'impulsion donnée au conflit qu'elle a laissé se développer mois après mois. Les « casques bleus » français qui escortaient le vice-premier ministre Hakiya Turajlic n'ont pu empêcher ce meurtre, dont l'impact a été simple : à bousculer un officier supérieur, ouvrir la porte d'un blindé et vider son chargeur.

En quelques secondes, l'autorité - déjà très faible - de l'ONU en Bosnie-Herzégovine a été ruinée, au moment où le Conseil de sécurité s'enlise dans des débats sans fin sur l'opportunité de faire respecter ou non ses propres décisions.

Ce n'est pas la première fois que les belligérants montrent le mépris qu'ils éprouvent pour des « casques bleus » quasi désarmés. Plusieurs de ces derniers ont été tués, et l'un ne compte plus les impacts de balles sur les véhicules blindés armés d'énormes « UN » (pour United Nations) peints en noir. Mais, après la véritable exécution de vendredi sur la route reliant l'aéroport de Sarajevo à la capitale bosniaque, personne ne pourra masquer la gravité de l'acte derrière de pseudo-« tirs croisés », comme cela a été fait à de nombreuses reprises pour éluder l'essentiel, à savoir le discrédit de l'ONU.

Désormais, la communauté internationale se retrouve, nue, devant un constat désastreux : elle ne dispose d'aucun poids et ne peut qu'assister au déroulement du conflit. Ce constat entraîne un choix, que les dirigeants européens ont toujours eu jusqu'à présent : soit agir en se dotant des moyens nécessaires, soit démissionner. Car on ne peut prétendre maintenir ou restaurer le paix entre des populations entières si l'on est incapable d'empêcher l'assassinat d'un seul homme placé sous protection internationale.

COMMENT, après cela, convaincre les Bosniaques de désarmer, comme le leur demandent les Européens - le France en tête - et de confier leur sort à des Nations unies aussi impuissantes ? Il y a déjà longtemps que les habitants de Sarajevo reprochent à l'ONU de se contenter de les regarder se faire tuer, quitte à les nourrir pour que, selon leur expression, ils ne meurent pas le ventre vide.

Dans ces conditions, on ne peut que rester perplexe devant les déclarations, samedi matin, de M. Roland Dumas, exprimant l'espoir « que la mort de cet homme [le vice-premier ministre bosniaque] serve au moins à rétablir la paix ». Le commandant en chef des « casques bleus » en Bosnie-Herzégovine, le général Philippe Morillon, est certainement plus près de la réalité lorsqu'il manifeste sa crainte de voir cet assassinat compromettre définitivement les marges de manœuvre de paix et entraîner les plus extrémistes dans l'action et la rétorsion et dans un processus de retour à la guerre.

Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, a condamné énergiquement, samedi 9 janvier à Paris, l'assassinat, la veille à Sarajevo, du vice-premier ministre bosniaque, Hakiya Turajlic, meurtre « d'autant plus odieux qu'il a été commis alors que M. Turajlic se trouvait dans un véhicule de l'ONU et sous la

protection de l'organisation ». Cet acte, « qui mérite l'opprobre du monde entier » selon Washington, est d'une « rare lâcheté », a déclaré le chef de la diplomatie française, M. Dumas. Ce drame risque de compliquer la tâche des médiateurs internationaux qui cherchent, à Genève, une solution politique au conflit.

« Il a tiré soudainement, sans prévenir. Nous avons été stupéfaits, car nous pensions que la situation se calmait », raconte le colonel Sartre, chef du bataillon français à Sarajevo. Il était un peu plus de 18 heures, vendredi 8 janvier. Un milicien serbe ouvre la porte arrière du blindé de la FORPRONU, écarte un officier, et tire sur l'un des vice-premiers ministres bosniaques, Hakiya Turajlic. Atteint à sept balles, à la poitrine et à la tête, il mourra sur le coup.

Lire la suite, ainsi que l'article de JACQUES ISNARD page 4

L'Irak a déplacé ses missiles

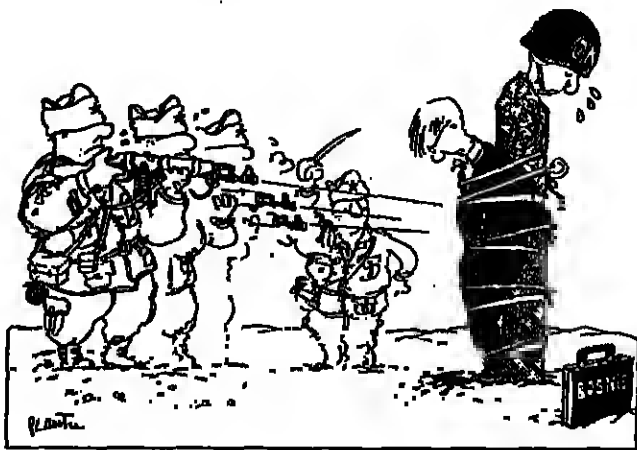
Après l'expiration de l'ultimatum allié, les batteries irakiennes « se sont plus en position de tir », selon le Pentagone.

Lire page 18

Le GATT sous pression

Le nouveau commissaire européen responsable des négociations, Sir Leon Brittan, veut aboutir à un accord à la mi-janvier.

Lire page 15



La Haute Cour saisie par le doute

Les magistrats examineront, le 22 janvier, l'éventuelle irrégularité des poursuites dans l'affaire du sang contaminé

par Laurent Greilsamer

C'est le premier et peut-être l'ultime rebondissement de l'instruction conduite par la Haute Cour de justice : avant même de se plonger dans l'énorme affaire dite du sang contaminé, les cinq magistrats de la Cour de cassation qui composent la commission d'instruction s'interrogent sur la solidité juridique des poursuites engagées par le Parlement contre M. Laurent Fabius, M^{me} Germaine Dufoux et M. Edmond Hervé. Si ce n'est un fracassant coup de cymbales, c'est au moins une surprise de taille.

A l'occasion de sa première séance de travail, voilà quelques jours, la commission d'instruction s'est en effet demandé si les faits sur lesquels elle doit enquêter ne sont pas prescrits.

C'est ainsi que les avocats des trois anciens ministres socialistes et le parquet général de la Haute Cour viennent de recevoir une lettre les invitant à examiner en « chambre du conseil », le 22 janvier, la régularité de cette saisine.

A ce stade, deux hypothèses coexistent. Ou la commission veut traiter cette question contradictoirement, en prélude à une instruction proprement dite, afin de ne pas risquer d'enquêter

durant de longs mois pour finir par constater que la prescription des faits visés joue en faveur des inculpés. Ou bien l'éventualité d'une prescription, qui relevait jusqu'à présent en grande partie du non-dit, serait pendante sinistrement.

Dans un cas, la question soulevée peut être qualifiée de préalable.

Lire la suite page 7

Togo : le « monstre à deux têtes »

Pour obtenir le départ du général Eyadéma, la population paralyse le pays par une grève générale

LOMÉ

de notre envoyée spéciale

Les rideaux des magasins sont baissés, les banques et les écoles fermées, les ministères désertés, les opposants dans la semi-clandestinité et, autant que faire se peut, les familles à l'écart, au village ou à l'étranger. Qui dit cru que la grève générale, lancée à la mi-novembre, durerait si longtemps ? Et qui sait comment se terminera l'épreuve de force ?

« Le Togo est un monstre à deux têtes », dit un ministre. Ce sont en effet deux logiques inconciliables qui s'affrontent : d'un côté, la « tendance présidentielle », composée du général Eyadéma et de ses proches ; de l'autre, tous ceux qui souhaitent le départ du président. Les premiers disposent de la force. Les seconds

- patronat y compris - finit la grève. « On sait bien que la grève ne peut pas le faire partir, admet un opposant, mais au moins elle prouve qu'il ne tient pas le pays, qu'il est lâché par la population. »

En deux ans, le face-à-face a fait des centaines de morts. On ne sort plus, le soir, à Lomé. Par peur des militaires, qui tuent impunément. La plupart des opposants sont à Paris, au Bénin ou au Ghana ; ceux qui sont restés ne dorment plus chez eux. L'un des leurs, Tavin Amorin, a été tué en juillet dernier dans la rue. Quant à M. Ghislain Olympin - un leader de l'opposition - il n'a pas remis les pieds au pays depuis que des militaires (dont le fils du général Eyadéma) ont tenté de le tuer, en mai dernier.

MARIE-PIERRE SUBTIL
Lire la suite et nos informations page 3

HEURES LOCALES

Dossier : le retour en ville des marchands

Après l'exil à la périphérie, les centres commerciaux réintègrent le cœur des agglomérations.

Aurillac : la campagne à la ville

Avec les pages « Régions » et « Ile-de-France », les informations pratiques, les livres, le débat.

pages 19 à 26

Alain Peyrefitte

La France en désarroi

« Ce méticuleux bilan est accablant. Fidèle à une méthode qui le distingue fort heureusement de nombreux essayistes à la mode, Peyrefitte ne se borne pas à dénoncer ou à théoriser. Il illustre chacune de ses affirmations d'exemples concrets et précis. Ses propositions découlent naturellement d'un exposé lucide ».

Thierry Pfister, *Le Figaro*

éditions de l'Atlas
PARIS

POINT

Les sans-abri

La vague de froid qui vient de frapper la France a mis en évidence l'insuffisance des structures d'accueil d'urgence prévues pour venir en aide aux « sans domicile fixe ».

Lire page 11

DATES

Il y a quinze ans, l'assassinat de Pedro-Joaquin Chamorro au Nicaragua.

Lire l'article de BERTRAND DE LA GRANGE page 2

M. Roland Dumas invité du Grand jury RTL-le Monde

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche à 18 h 30.

CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or. ■ Marché monétaire et obligataire. ■ Marché international des capitaux. ■ matières premières.

page 17

Le sommaire complet se trouve page 18

M0146 - 0110 0 - 7.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 780 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 9 F ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,211 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 171 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,81 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléfax : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléfax : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guille, Philippe Dupuis,
Isabelle Talidi

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télécopieur : 634 128 F
Téléfax : 46-62-94-71. Société membre
de la S.I.P. (Société Interprofessionnelle de la Presse)

Imprimerie
« Le Monde »
12, r. M. Gumbourg
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et
Index du Monde au (1) 40-65-25-33

Reproduction interdite du tout article,
sauf accord avec l'administration

TELEMATIQUE
Composée 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF FRANCE
3 mois 536 F
6 mois 1 038 F
1 an 1 990 F

SWISS BELGIQUE
LUXEMBOURG
PAYS-BAS
CEE

Autres pays
non membres
CEE

3 mois 572 F
6 mois 1 123 F
1 an 2 086 F

3 mois 790 F
6 mois 1 560 F
1 an 2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN
D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.

PP Paris RP 221 MQ 02

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne : gérant
directeur de la publication
Bruno Frappart
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amélie
Thomas Fereczi
Philippe Herremann
Jacques-François Simon

Daniel Vermet
(directeur
des relations avec les abonnés)

Autres directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauver (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

DATES

Il y a quinze ans

L'assassinat de Pedro-Joaquin Chamorro au Nicaragua

par Bertrand de La Grange

SA silhouette massive domine le bureau de la présidente de la République, sa veuve, Violeta Chamorro. Sur la photo en noir et blanc, un homme dans la cinquantaine, grandeur nature, lunettes noires, marche dans la rue. Quinze ans après son assassinat, qui précipita la chute de la dictature de la famille Somoza, Pedro-Joaquin Chamorro continue de hanter la vie politique du Nicaragua.

« Mon oncle gardien, mon inspirateur. C'est lui qui dit que moi, journaliste, n'hésite pas à dire ce que tout le monde appelle simplement « dona (donia) Violeta ». M^{me} Chamorro - elle est la première à le dire - a battu largement les sandinistes aux élections du 25 février 1990 grâce au nom qu'elle porte depuis son mariage, en 1950, avec celui qui allait devenir le directeur du journal *la Prensa* - une affaire de famille - et un des plus farouches adversaires de la dynastie des Somoza, au pouvoir depuis les années 30 (les Somoza s'appuyaient sur les libéraux, et les Chamorro, qui ont fourni plusieurs présidents de la République, étaient conservateurs).

C'est pourquoi personne ne doute un instant, ce 10 janvier 1978, que le meurtre de Pedro-Joaquin Chamorro est l'œuvre d'Anastasio Somoza. Depuis le violent séisme qui, en décembre 1972, a détruit la capitale, Managua, et a permis aux amis du régime de s'enrichir grâce à l'aide internationale, le dictateur est en butte à une opposition de plus en plus remuante. Un petit mouvement de guérilla, formé en 1961, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), commence à faire parler de lui et monte, de temps à autre, des opérations spectaculaires.

La *Prensa* ne manque pas une occasion d'aggraver le dictateur. Un éditorial publié le 5 janvier 1978, quelques jours avant l'assassinat de son directeur, dénonce la « kleptomanie des somozistes qui ont confisqué le pays ». Le 9 janvier, le quotidien du soir accorde la « une » à un communiqué du FSLN qui rejette le dialogue avec Somoza, estimant que « la dictature est moralement blessée ».

Le lendemain, c'est le drame. Il est un peu plus de 8 heures quand Pedro-Joaquin Chamorro quitte, seul, sa résidence dans le quartier de Las Palmas, dans l'ouest de la ville. Pour se rendre au journal, il lui faut traverser ce qui fut autrefois le centre-ville de Managua avant le séisme de 1972 : un immense champ de ruines, sur les bords du lac Xolotlan, dominé au loin par le triangle parfait du volcan Momotombo, que justement selon *la Prensa*, Haroun Tazieff, fasciné par la « coïncidence de feu » de l'Amérique centrale, s'apprête à ausculter dans les prochains jours.

L'embuscade est prête : trois hommes attendent leur victime à bord d'une camionnette Toyota. Ils l'obligent à s'arrêter. L'un d'eux descend de son véhicule et, à très courte distance, décharge son arme sur le directeur de *la Prensa*, qui meurt quelques minutes plus tard au cours de son transport en ambulance.

De graves incidents
violamment réprimés

Les assassins abandonnent leur voiture, espérant la voler, et s'enfuient à bord d'un deuxième véhicule qui les attendait un peu plus loin. On retrouvera trois douilles près de la victime : du calibre 12... fabriqué en France par la maison Gevelet.

Quelques heures plus tard, un grand titre barre la « une » de *la Prensa*, annonçant sur huit colonnes la mort de Pedro-Joaquin Chamorro, qualifié de « martyr du Nicaragua et des libertés » : « Ils l'ont fait assassiner ! » Sur la photo, torse nu, on voit éblouement les trente impacts de balle, sur le visage, les bras, le buste. Un travail de professionnel : la victime n'avait aucune chance de survivre.

La réaction populaire est immédiate. Et violente. Des milliers de Nicaraguayens descendent dans la rue pour exprimer leur solidarité avec les Chamorro et surtout leur rage contre Somoza. La famille Chamorro - dona Violeta est rentrée précipitamment de Miami, où, comme la plupart des Latino-Américains fortunés, elle va régulièrement « faire ses courses » est déçue par les événements et cherche à calmer le jeu.

Elle s'oppose à l'utilisation du cercueil dans les manifestations organisées dans plusieurs villes du pays. Les obsèques vont pourtant donner lieu à de graves incidents,

qui a fait fortune dans le commerce du plasma sanguin au Nicaragua.

« C'était une affaire prospère et détestable, rappelle Virgilio Godoy, qui est aujourd'hui vice-président de la République. La société de Ramos, *Plasmaféresis*, achetait à bas prix le sang des pauvres et des alcooliques, qu'elle revendait au prix fort. Cela lui rapportait plus de 1 million de dollars par an. Or, Pedro-Joaquin Chamorro n'avait cessé de dénoncer ce scandale dans les colonnes de son journal et avait même affirmé que Somoza avait des intérêts dans cette société. C'est pourquoi, le jour des obsèques du « martyr des libertés », la foule incendia les laboratoires *Plasmaféresis*.

L'affaire des
laboratoires *Plasmaféresis*

Sans le nommer directement, la *Prensa* continue, jour après jour, de lui attribuer la responsabilité du crime. « La main des assassins a été ornée par ceux qui veulent maintenir un régime féodal au Nicaragua », affirme le quotidien, qui s'engage à poursuivre la lutte « pour la libération et la justice ».

Sous le titre « Bas les masques », un commentateur paraphrase Talleyrand à propos de l'assassinat du duc d'Enghien sur ordre de Napoléon : « Plus qu'un crime, c'est une faute, une stupidité. Il ne peut plus y avoir de dialogue sur le cadavre de Pedro-Joaquin ».

Pourtant, quatre jours à peine après le meurtre, les autorités arrêtent les coupables, qui reconnaissent avoir reçu 15 000 dollars (80 000 francs) pour éliminer le directeur de *la Prensa*. Le commanditaire serait un exilé cubain installé à Miami, Pedro Ramos,

qui a fait fortune dans le commerce du plasma sanguin au Nicaragua.

Coincidence aggravante : Pedro Ramos avait quitté Managua, où il se rendait régulièrement, la veille du crime. Malgré tous les indices et malgré les aveux des auteurs matériels du meurtre, le suspect numéro un ne sera jamais inquiété aux États-Unis. Pedro Ramos a toujours nié sa participation dans cette affaire, mais il s'est bien gardé de retourner au Nicaragua.

Le procès n'eut lieu qu'après la chute de Somoza, mais, curieusement, le gouvernement sandiniste ne demanda jamais l'extradition de Pedro Ramos, qui fut reconnu coupable lors du jugement prononcé en juin 1981. Huit Nicaraguayens ayant participé à divers titres au complot furent condamnés à de lourdes peines de prison. Tous ont été libérés au cours des dernières années ou sont sur le point de l'être, y compris le tueur à gages, qui affirma, lors de son arrestation, qu'il ne connaissait même pas le nom de sa victime.

On sait depuis longtemps que

Somoza n'eut probablement rien à voir avec ce crime, qui lui fit un tort considérable sur le plan politique et aggrava son isolement sur la scène internationale. Ses adversaires le savaient beaucoup trop habile pour avoir trempé dans cette affaire, mais ils ne se privèrent pas, bien sûr, de l'exploiter pour accélérer sa chute. La mort de Pedro-Joaquin Chamorro ayant produit l'effet escompté, plus personne ne se préoccupa par la suite de connaître la vérité.

« C'est la mafia des affaires louches, liée au fils de Somoza, qui osons doute embauché les assassins, pensent que Somoza père serait satisfait », basarde aujourd'hui un ancien ministre sandiniste, Carlos Tunerama. « Violeta m'a dit qu'elle était convaincue depuis longtemps que Somoza n'y était pour rien, affirme Virgilio Godoy, le vice-président de la République. Et puis, il faut se rappeler que Somoza ne considérait pas Chamorro comme un dangereux concurrent politique : il était autoritaire et pas charismatique du tout. »

La « dynastie truculente et omnivore » des Somoza

Il y a aussi la thèse de la responsabilité sandiniste : à qui pouvait profiter le crime, si ce n'est au FSLN, comme le prouveront les événements postérieurs ? Cette thèse a des adeptes au sein même de la famille Chamorro. « Violeta en convaincra que les sandinistes ont joué un rôle dans le meurtre de son mari », soutient un proche de la famille qui a assisté à une conversation privée, en 1984, entre la future présidente et le chef de l'État vénézuélien, Carlos Andrés Pérez (celui-ci fut compagnon

d'exil des Chamorro au Costa Rica dans les années 50).

Virgilio Godoy, qui ne porte pas les sandinistes dans son cœur, ne croit pourtant pas à cette théorie. « S'ils y avaient été pour tout ce qu'ils ont fait, ils auraient dû leur arriver au pouvoir en faisant assassiner, le 21 février 1934, celui qui avait combattu l'invasion américaine, Augusto César Sandino, le général des hommes libres », selon la célèbre formule de Henri Barbusse. C'est un autre crime qui abattra l'hydre Somoza, dynastie truculente et omnivore qui « transforme le Nicaragua en propriété familiale », comme l'écrit Alain Rouquié (*Guerres et paix en Amérique centrale*, Seuil, 1992).

Le moment de stupeur passé, les milieux d'affaires réagissent très vite au meurtre de Pedro-Joaquin Chamorro, qu'ils considèrent comme un de leurs membres. Pendant près de trois semaines, ils vont fermer les entreprises, paralysant le pays. Ils exigent le départ de Somoza avant la fin de son mandat (1981) et des élections. Le dictateur fait la sourde oreille et utilise ses appuis aux États-Unis pour désamorcer la politique des droits de l'homme menée par le président démocrate Jimmy Carter, qui souhaite avoir des alliés plus présentables en Amérique latine.

Pendant que Washington tergiverse, espérant convaincre Somoza de démocratiser son régime, le FSLN s'allie avec le patronat et l'Eglise pour faire tomber la dictature (les rebelles étaient moins de trois cents en 1978, selon leurs propres dires). Quelques mois avant sa mort, Pedro-Joaquin Chamorro avait rencontré brièvement, à Mexico, des représentants du FSLN. Son fils cadet, Carlos-Fernando, collaborait déjà avec la guérilla, comme beaucoup d'autres enfants de la bourgeoisie.

La brutalité de la répression menée contre la population civile par la garde nationale, qui n'hésite plus à bombarder les villes, isole définitivement le régime. Le 19 juillet 1979, les rebelles entrent dans Managua, eux-mêmes surpris de la rapidité des événements. Somoza s'est enfui deux jours plus tôt vers Miami. Les sandinistes iront le chercher jusqu'au Paraguay pour l'assassiner, l'année suivante.

Dix ans plus tard, préfacant le *Journal politique* de son père, Carlos-Fernando avait l'audace d'écrire : « Pedro-Joaquin ne pourrait pas être aujourd'hui avec l'UNO [Union nationale d'opposition] qui représente les intérêts des États-Unis. » Or sa mère, Violeta Chamorro, était précisément la candidate de l'UNO et allait convaincre les électeurs de lui accorder la majorité absolue en menant une campagne sur la « trahison » des promesses démocratiques après une décennie de révolution sandiniste.



Une foule imposante assiste aux obsèques du directeur du journal « la Prensa ».

"GRAND JURY"
RTL - Le Monde

ROLAND
DUMAS

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

ANNÉE PAR
HENRI MARCHE

18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR
RTL

هكزام الاصل

SOMALIE : réunies à Addis-Abeba sous l'égide de l'ONU

Quatorze factions ont signé un accord de principe pour un cessez-le-feu

Au terme de cinq jours de pourparlers à huis clos, les quatorze factions somaliennes, réunies à Addis-Abeba (Éthiopie) à l'initiative de l'ONU, ont signé, vendredi 8 janvier, un accord de principe sur la tenue d'une Conférence de réconciliation nationale, le 15 mars, dans la capitale éthiopienne. Cet accord prévoit la proclamation « immédiate » d'un cessez-le-feu sur tout le territoire contrôlé par les diverses factions, et la fin de la « propagande hostile » entre elles. Ceux-ci s'engagent, en outre, à ne plus entraver les efforts des organisations humanitaires.

L'accord ne précise cependant pas les modalités de la trêve - ce point devait être discuté samedi - ni la liste des participants à la Conférence de réconciliation. Le « président par intérim » Ali Mahdi Mohamed a néanmoins estimé, vendredi soir, qu'« un grand pas avait été accompli », tandis que son principal rival, le général Mohamed Farah Aidid, sous la pression

véritablement des États-Unis et de l'Éthiopie, s'est finalement joint au consensus, considérant que l'accord « était adapté à la population somalienne ».

En marge de la réunion, les observateurs du Somaliland (ex-province du Nord, qui a fait sécession en mai 1991) ont fait savoir qu'un référendum sur l'indépendance de leur territoire serait organisé, et demandé qu'une aide juridique et financière leur soit apportée par la communauté internationale.

Vingt et un morts somaliens

A Mogadiscio, la tension restait vive, vendredi, au lendemain des affrontements entre « marines » américains et bandes armées somaliennes, dans le nord-ouest de la capitale. Selon deux « rescapés » somaliens, interrogés par l'AFP, au moins vingt et un partisans du général Aidid auraient été tués,

après qu'un hélicoptère américain eût ouvert le feu sur eux. Ces affirmations ont été ébranlées par le porte-parole en chef de l'armée américaine, le colonel Fred Peck. « Nous ne savons pas combien de personnes ont été tuées et nous ne sommes pas intéressés à le savoir », a-t-il seulement commenté.

Ces incidents n'ont pas calmé l'« iniquité » des organisations humanitaires, l'UNICEF soulignant, dans un communiqué publié vendredi, l'« impuissance » des forces d'intervention internationales, qui « semblent incapables de maintenir un niveau acceptable de sécurité » dans la capitale. « Dans certains cas et dans certaines zones, le niveau d'insécurité » est même devenu « beaucoup plus grand qu'avant l'arrivée des forces » étrangères, constate l'UNICEF, tout en reconnaissant que la présence de ces troupes a facilité l'acheminement de l'aide alimentaire à l'intérieur du pays. - (AFP, Reuters)

ANGOLA : violents affrontements dans le centre du pays

Le gouvernement de Luanda menace de décréter l'état d'urgence

Les combats faisaient rage, vendredi 8 janvier, à Cuito, dans le centre du pays, cette fois, semble-t-il, à l'avantage des troupes de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Après avoir lancé depuis plusieurs jours une véritable offensive militaire contre le mouvement de M. Jonas Savimbi, le gouvernement de Luanda envisage de décréter l'état d'urgence.

JOHANNESBURG

de notre correspondant en Afrique australe

« Le pays est en guerre, pas une guerre déclarée, mais une guerre tout de même », affirmait-il y a quelques jours, le premier ministre angolais, M. Marcelino Moco. Moins d'une semaine plus tard, la préparation d'une mobilisation

générale est si intense qu'elle paraît préfigurer à une guerre généralisée. C'est ce que des sources proches du gouvernement de Luanda ont clairement laissé entendre, vendredi, alors que la radio annonçait que les combats faisaient rage dans les régions du Centre et du Nord, et que les rues de Cuito, au sud-est de la capitale, étaient jonchées de cadavres. Il y aurait des centaines de morts et blessés.

Une extension et une prolongation des combats risquent de réduire à néant les accords de mai 1991, signés après seize ans d'une guerre sans merci, qui a causé la mort de quelque 350 000 personnes. Pour tenter de reprendre les villes contrôlées depuis plusieurs mois par l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) de M. Savimbi, le gouvernement du président Eduardo Dos Santos a d'abord lancé dans la bataille les forces de police. Ces unités, grâce à l'Espagne qui a pourvu à leur entraînement et à leur équipement, ont supporté, jusqu'à présent, l'essentiel des combats.

Jeddi, l'armée est venue à la rescousse, avec ce qui lui reste de chars et d'avions. Mais ces renforts ne paraissent pas suffisants pour emporter une victoire décisive : on parle maintenant d'apporter des volontaires civils, encadrés par des responsables du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), ex-parti unique, au pouvoir à Luanda.

Sous l'œil impuissant des Nations unies

Le gouvernement, réuni vendredi, pourrait, la semaine prochaine, à l'occasion de la réunion du Parlement, déclarer l'état d'urgence. Voir, comme l'a suggéré le ministre de l'Intérieur, le général André Pina e Pina, de passage à Lisbonne, déclarer l'UNITA hors-la-loi, si le mouvement de M. Savimbi refusait de déposer les armes. Il n'en devait pas moins concéder que Luanda avait perdu tout contact avec sa garnison de Cuito.

La ville, où de violents combats ont opposés deux cent vingt policiers et un nombre indéterminé de soldats à quelques sept mille hommes de l'UNITA, est vraisemblablement tombée entre les mains des combattants de M. Savimbi. Cette prise de contrôle, si elle se confirme, constituerait une victoire majeure pour l'UNITA, depuis la reprise des combats, il y a dix semaines.

L'UNITA, qui contrôle les deux tiers des villes et villages du pays, tiendrait toujours les villes de Caxito et de Ndalatando - que le gouvernement de Luanda avait tenté de reprendre, la semaine dernière. Les villes de Lobito, Benguela et Namibe, où de sanglants combats auraient fait des centaines de milliers de morts, sont, en revanche, passées aux mains des troupes gouvernementales. Selon le chef d'état-major de l'armée, ces

derniers auraient fait des milliers de prisonniers.

Même si le MPLA, qui paraît vouloir régler définitivement le sort d'une UNITA meurtrie dans son refus des résultats électoraux du 29 et 30 septembre, semble garder l'initiative militaire, il n'est pas certain qu'il puisse soutenir longtemps ce rythme. Le gouvernement dispose d'armes légères en quantité, mais le matériel lourd, décisif dans une offensive de grande ampleur, fait défaut. Les Russes y ont pourvu, jusqu'aux accords de paix, mais se montrent aujourd'hui soucieux de récupérer le montant d'une aide militaire - estimée à cinq ou six milliards de dollars - que l'Angola, exsangue, est bien incapable de rembourser.

Le problème est analogue pour l'UNITA. Tout en disposant encore de quelques réserves, M. Savimbi, politiquement isolé, ne paraît plus pouvoir compter sur ses fournisseurs traditionnels qu'étaient les États-Unis et l'Afrique du Sud.

Dans ces conditions, une victoire définitive de l'un ou l'autre camp demeure, pour beaucoup d'observateurs, incertaine. Soit les belligérères retrouvent la voie du dialogue - ce qui, dans l'immédiat, paraît bien improbable -, soit ils s'épuisent mutuellement dans un combat suicidaire, sous l'œil impuissant des Nations unies, qui ont vu s'effondrer, en quelques semaines, le délicat équilibre qu'elles avaient imaginé pour ramener le pays vers la paix.

GEORGES MARION

■ CAMEROUN : prêt français de 110 millions de dollars. - La France a octroyé au Cameroun un prêt de 110 millions de dollars (30 milliards de francs CFA). Les deux tiers de cette somme devant être versés directement à la Banque mondiale, afin d'éviter que cette dernière n'applique des sanctions économiques. En réglant ainsi les arriérés de la dette camerounaise, Paris permettra au Cameroun de ne pas figurer sur la liste des pays insolubles, tels que le Libéria, l'Irak et l'ex-Yougoslavie. Un geste analogue avait été fait en faveur de la Côte d'Ivoire. - (Reuters)

■ NIGER : vague d'arrestations à Niamey. - Quinze personnes, soupçonnées d'avoir organisé une manifestation d'étèves, jeudi 7 janvier, à Niamey, ont été arrêtées vendredi, a annoncé le ministre de l'Intérieur, M. Rabou Danoua. Le puissant syndicat national des travailleurs du Niger (USTN) a déploré « les insuffisances qui ont marqué l'encadrement de la manifestation », tout en exigeant « la libération immédiate et sans condition » des personnes arrêtées. - (AFP)

Togo : le « monstre à deux têtes »

Suite de la première page

« Agbami ! », crient les jeunes au cours des rassemblements régulièrement organisés par l'opposition. La traduction littérale - « petit bol » - recouvre un nom de code : ce sont des armes que les jeunes gens réclament. En août 1991, à la fin de la conférence nationale, ils croyaient déjà leurs problèmes résolus. La période de transition qui s'ouvrait pour un an ne devait-elle pas leur mener à des élections pluralistes ? « Ils y ont cru, il y avait une joie, un enthousiasme, ils voulaient refaire le Togo », se souvient un des participants. Inevitablement, les tensions

Un an et demi plus tard, la « transition » est terminée, mais la vitalité du secteur informel, le pays est totalement paralysé. Des institutions provisoires, il reste bien peu de choses. Le premier ministre, M. Joseph Kokou Koffigoh, vient de se faire désavouer par l'opposition pour avoir appelé, avec le président Eyadéma, à l'arrêt de la grève. Quant à l'Assemblée provisoire - le Haut Conseil de la République - elle ne s'est pas réunie depuis que ses membres ont été pris en otages (et pour certains battus) par des militaires, en octobre.

Le président Eyadéma n'a en réalité jamais admis avoir été déposé de ses prérogatives par la conférence nationale. La rumeur veut que pendant ces assises, retranquées par la télévision, il causait les téléviseurs de la chaîne. « Ils ont déclaré la confé-

rence nationale souveraine, alors que la souveraineté appartient au peuple, que le souverain c'est moi, et que je suis élu jusqu'au 31 décembre 1993 », nous a-t-il déclaré dans sa résidence de Lomé II, où il vit retranché.

Bâti sur trois piliers - l'armée, l'ancien parti unique, l'ethnie kabyle (celle du président) - le « système Eyadéma » est encore solide. Ne serait-ce que parce que chacun de ses membres joue sa survie. « Quel sera notre sort en cas d'échec aux élections ? C'est ça la vraie question », affirme un opposant. Cette question, on se la pose dans l'un et l'autre camp. Avec le sentiment d'avoir tout à gagner, ou tout à perdre.

Une armée fidèle

L'issue serait-elle dans une « solution à la malienne » ? En mars 1991, au prix de trois cents morts, la population de Bamako avait obtenu le départ du président Moussa Traoré en défilant l'armée dans la rue. Le cas fait des émules. « Tous les jours, il y a des jeunes qui nous disent : « Alors à Lomé II, ils sont prêts à se sacrifier, assure Bassirou Ayebe, le coordinateur du MO5 (le mouvement du 5 octobre, en référence au 5 octobre 1990, date de la première insurrection populaire), nous, nous devons attentionner, pas de carnage, ça ne servirait à rien ».

L'armée togolaise n'est effectivement pas l'armée malienne, qui

s'était « retournée » en participant avec les manifestants. Ici, même si les militaires sont de plus en plus nombreux à contester l'ancien « Timonier », l'armée reste « verrouillée » par des fidèles du général Eyadéma. Composée de 12 000 hommes (un soldat pour 300 habitants, contre un pour 1 300 au Zaïre), elle repose, qui plus est, sur une double ethnique : 70 % des soldats et 90 % des grades sont d'origine kabyle, comme le président.

Le général invoké aujourd'hui le spectre d'une guerre civile. Cette menace, il l'a brandie lors du dernier conseil des ministres. C'était en octobre, avant le dernier coup de force, la prise en otages des membres de l'Assemblée législative provisoire par des militaires. Depuis, on a vu apparaître des armes dans les meetings de l'opposition. Bien que, aucun ne l'avoue, certains leaders se sentent épiés pour leur propre protection.

« On ne peut plus dire que l'opposition togolaise n'est pas armée », admet M. Edem Kodjo, l'ancien secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, devenu un des dirigeants de la branche modérée de l'opposition. « On fait courir le bruit que l'opposition est armée ; absolument pas ! s'insurge un responsable syndical, c'est fait pour accréditer l'idée d'une guerre civile. Or la population n'est pas armée, si l'armée intervenait, ce serait un génocide ! »

Une insécurité permanente

Il existe bien un point sur lequel tous les Togolais sont d'accord : seules des élections sont à même de mettre un terme à cet inextricable conflit. Mais comment organiser un scrutin dans de telles conditions ? Les opposants - du Sud pour la

gauche, on a cru que les choses allaient évoluer ; or Eyadéma s'est trouvé aussi à l'aise avec la gauche qu'avec la droite », résume l'un des leaders de l'opposition, M. Agboyibor. La non-intervention de la France, en décembre 1991, lorsque des militaires ont éliminé le primat (le siège du chef du gouvernement, symbole de la démocratie naissante), a provoqué une cassure.

Les Togolais, traditionnellement enclins à beaucoup attendre de Paris, ont alors été d'autant plus déçus que la Communauté européenne, (particulièrement l'Allemagne) et les États-Unis ont, eux, fait preuve de fermeté à l'égard du général Eyadéma, en suspendant l'essentiel de leur aide. La France n'a pour sa part ajourné sa coopération militaire qu'après la dernière élection des militaires, la prise en otages des membres du Haut Conseil de la République (HCR), l'Assemblée provisoire, par des militaires, en octobre dernier.

Certains ne l'oublieront pas. Comme dit Mgr Philippe Kpodzo, président du HCR, à propos des visites de MM. Pasqua et Lescage : « Ils ne sont heureusement pas les seuls à venir au Togo ; d'innombrables personnalités allemandes, américaines et canadiennes sont aussi venues ; dans tous les cas, notre processus de démocratisation est irréversible et le peuple, à la fin, saura reconnaître ses vrais amis. »

MARIE-PIERRE SUBTIL

« Le peuple saura reconnaître ses vrais amis »

LOMÉ

de notre envoyée spéciale

Ce fut un accueil de chef d'État comme on n'en avait pas vu depuis deux ans, depuis l'ébranlement de la dictature. Avec majesté, dans une charrette et toute en liesse. Cinq jours de suite, le journal télévisé en fit l'essentiel de son menu, en annonçant, en ouvrant, que « l'illustré hôte » avait été « élevé à la dignité de grand officier de l'Ordre du Mono », la plus haute distinction togolaise.

« L'illustré hôte » sut payer de retour la puissance invitante. Le 21 décembre, avant son départ de Pye - le village du président, où la dictature avait pris l'habitude d'installer ses fastes -, M. Charles Pasqua, en tournée africaine, en tant que président du conseil général des Hauts-de-Seine, fit part de sa « considération » et de son « intérêt » pour le chef de l'État. « C'est une chance pour le Togo d'avoir eu à sa tête le général Eyadéma, dit-il. Si la situation ne s'est pas dégradée jusqu'à ce point, c'est en grande partie dû à ses qualités d'homme d'État et à sa sagesse ».

Le lendemain, l'ancien ministre aurait pu prendre la mesure de son audience, à Lomé, à l'occasion d'une manifestation de soutien à la grève générale. « Charles Pasqua, agent des basses besognes », « Charles Pasqua, apprenti-dictateur du général Eyadéma », faisaient sur les banderoles. La presse n'était pas en reste. « Il est venu, qu'il prenne ses kilos de sous et qu'il

MOI, JE GAGNE TOUJOURS LES ÉLECTIONS... EN FRANCE



s'en aller ; inutile de nous lire une motion de soutien, la France n'aurait-elle que des mendiants à envoyer chez nous ? », écrivait Kpaka (le canard) désenchanté.

Début novembre, la visite du général (CR) Jeannou Lecaze à Lomé n'était pas non plus passée inaperçue. L'ancien chef d'état-major des armées, devenu parlementaire européen, avait lui aussi fait l'éloge de son hôte, en affirmant, selon Togo-Presse, que « le président Eyadéma possède des qualités d'homme d'État qui lui permet-

tent de surmonter la crise ». Pour l'opposition, l'affaire est entendue : « Eyadéma joue la montre ; il attend, pour organiser des élections, que la droite soit revenue au pouvoir en France ».

Dans les coulisses, le président togolais est toujours prompt à dénoncer le régime socialiste. Un rejet sans doute renforcé par la récente suspension de la coopération militaire française. Pour autant, la population togolaise ne gardera pas un bon souvenir de l'ère socialiste. « A l'arrivée de la

Mac Douglas
Le spécialiste du cuir
20, rue Pierre Lescot, 75001 PARIS Tél. 42 36 15 48
9, rue de Sévres, 75006 PARIS Tél. 45 48 14 09
LIQUIDATION TOTALE
DE TOUT LE STOCK
DE VETEMENTS DE CUIR
ET PEaux LAINÉES
pour hommes, femmes, enfants.
A DES PRIX SACRIFIÉS
Par arrêté Préfectoral (Selon la loi du 30 décembre 1906)

Mac Douglas
Vêtements de cuir et peaux laines.
Peaux laines à partir de 2990 F
Veste 3/4 femme agneau noir 1690 F
27, rue de Passy 75016 PARIS Tél. : 42 88 96 02
11, rue Auber 75009 PARIS Tél. : 47 42 01 95
155, rue du Fg St-Honoré 75008 PARIS Tél. : 45 61 19 71.
OUVERT LES DIMANCHES 10/17 JANVIER 1993

EUROPE

L'assassinat du vice-premier ministre bosniaque

Les négociations de Genève hypothéquées

Suite de la première page

Cet assassinat, perpétré sur la route, extrêmement dangereuse, qui relie l'aéroport à la capitale de la Bosnie-Herzégovine, a été immédiatement condamné, entre autres par le Conseil de sécurité, qui a réclamé l'ouverture d'une enquête, et par les États-Unis.

Vers 16 h 30, le véhicule blindé, coadjuvité par des soldats français, devait ramener à la ville le responsable bosniaque (musulman) qui venait de rencontrer une délégation turque. Quatre cents mètres environ après la sortie de l'aéroport, il est bloqué par une bonne trentaine de miliciens serbes appuyés par deux chars de transport de personnel. « Dès que nous avons été prévenus de cet incident, nous avons envoyé sur place l'officier de liaison serbe et l'officier de liaison bosniaque avec le chef de corps du bataillon français, le colonel Sartre », explique le général Philippe Morillon, commandant des forces de l'ONU en Bosnie. Des négociations s'engagent alors pour obtenir le libre passage. Elles durent près de deux heures. Tout à coup, selon les militaires, les miliciens serbes ouvrent la porte arrière du blindé et demandent à voir les papiers d'identité des passagers et « le colonel Sartre, qui s'était interposé pour protéger le vice-premier ministre bosniaque, a été poignardé par un jeune soldat serbe furieux qui a tiré et assassiné le vice-premier ministre ». Immédiatement après cet incident, les Serbes se sont retirés et nous avons transporté le vice-premier ministre à l'hôpital [de Sarajevo], mais malheureusement il était mort en arrivant », raconte le général Morillon. Les « casques bleus » français n'ont pas répliqué.

Hakija Turajlic, ingénieur de formation, était une personnalité respectée et appréciée récemment sur la scène politique bosniaque, où il était chargé principalement des affaires économiques. Il est le premier homme politique de haut rang depuis le début de la guerre, en avril 1992. Quelques heures après l'assassinat, le gouvernement bosniaque et la présidence collégiale multinationale ont tenu une session commune pour entendre le rapport du commandant de la force des Nations unies. Plusieurs ministres, dont certains étaient en pleurs, ont demandé la démission du général Morillon, qui a répondu que « sa position n'était pas importante » et déclaré : « Je comprends et je par-

tage la peine et la révolte du gouvernement bosniaque ». Il n'admet pas que les « casques bleus » n'aient pas dû « en principe » permettre aux Serbes d'ouvrir le porte du blindé. Les miliciens affirmaient que l'urbanisme avait amené à Sarajevo cent cinquante soldats turcs pour renforcer les forces musulmanes et qu'ils voulaient fouiller le véhicule de l'ONU pour vérifier « qu'il ne contenait pas d'armes ou de munitions ». Selon lui, l'assassin a été arrêté par les autorités serbes.

« Bien entendu, Hakija Turajlic était sous ma protection. Naturellement, c'est une fausse », a reconnu le général Morillon, lorsqu'on lui a demandé si la FORPRONU ne portait pas une certaine responsabilité dans l'affaire, en n'assurant pas la

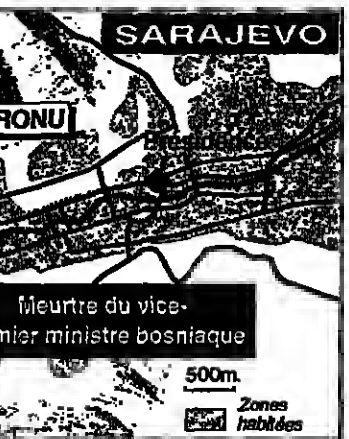


sécurité personnelle du vice-premier ministre bosniaque.

Vendredi soir, le Conseil de sécurité de l'ONU a qualifié le meurtre d'« acte de terrorisme scandaleux ». Pour l'ambassadeur de France auprès des Nations unies, M. Jean-Bernard Mérimée, c'est un événement « très grave », « très bouleversant », qui affectera « certainement » le processus de paix. Le président de la Bosnie-Herzégovine, M. Alija Izetbegovic, qui était attendu à Paris, dans la journée de samedi, a déclaré à New-York que son gouvernement n'excluait pas de se retirer des pourparlers de Genève, qui devaient reprendre, dimanche 10 janvier. Plusieurs responsables bosniaques ont, d'autre part, réclamé, comme leur représentant à l'ONU, une action « immédiate et déterminée » de la communauté internationale, incluant le recours à la force « contre l'agresseur ». A

Alger, où il se trouve en visite officielle, le ministre français des Affaires étrangères a déclaré, samedi matin, que l'assassinat de Hakija Turajlic était « un acte d'une rare lâcheté ». « Je regrette que les circonstances n'aient pas permis de punir le criminel (...). Il méritait d'être puni sur le coup. » Cela « mérite l'approbation du monde entier » a également déclaré le porte-parole de la Maison Blanche à Washington.

En Turquie, les réactions sont également indignées. « Le vice-premier ministre bosniaque a été assassiné à l'aéroport [de Sarajevo] le ministre d'Etat turc Orhan Kiliçoglu. Nous condamnons fermement cet acte », a dit à la presse le porte-parole à l'issue d'une réunion du Conseil des ministres, dans la nuit de vendredi à samedi. M. Kiliçoglu s'était rendu en Bosnie à bord d'un avion militaire transportant du matériel médical, des vivres et des



vétements destinés à cette ex-république yougoslave. Il s'était entretenu avec Hakija Turajlic avant de partir pour Sarajevo. Le premier ministre, M. Süleyman Demirel, a pour sa part qualifié l'assassinat de « sanglant ».

Les négociations de Genève sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine, dimanche 10 janvier, qui s'annonçaient déjà délicates, se voient bien entendu compliquées par ce meurtre. Les deux coprésidents de la Conférence de paix, MM. Cyrus Vance et Lord Owen, se sont réunis d'urgence, samedi matin, au Palais des Nations, pour examiner la situation. A Paris, M. François Mitterrand a reçu, en fin de matinée, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, et devait, dans l'après-midi, s'entretenir avec M. Izetbegovic.

A. D.

La visite à Paris de M. Guy Spitaels

Le chef de l'exécutif wallon plaide pour le renforcement des relations de sa région avec la France

Personnalité politique belge de premier plan, M. Guy Spitaels, ministre-président de l'exécutif régional wallon depuis janvier 1992 après avoir été président du PS francophone pendant dix ans, vient de passer deux jours à Paris, jeudi 7 et vendredi 8 janvier, pour une visite qui n'avait rien de protocolaire. En dehors des entretiens avec plusieurs dirigeants d'entreprises, l'agenda politique de M. Spitaels était bien rempli puisqu'il a rencontré, notamment, MM. François Mitterrand, Michel Rocard, Raymond Barre et M. Elisabeth Guigou.

A tous ses interlocuteurs, M. Spitaels, à l'en croire, a répété le même message : tout en soulignant sa « loyauté fédérale », il a « posé la question des relations privilégiées » avec la France, tant sur le plan économique que sur le plan culturel, dans la perspective de la réforme constitutionnelle qui, d'ici quelques mois, pourrait déboucher sur un renforcement de l'autonomie de la Flandre et de la Wallonie, dites chacune d'un exécutif propre et d'un Parlement élu au suffrage universel (1). La visite de M. Spitaels reflète ainsi, très directement, la volonté de mettre l'accent sur l'identité wallonne et, plus précisément, de renforcer le poids de la Wallonie dans le futur face-à-face avec la Flandre, au sein des structures fédérales belges.

C'est ce qui explique le souhait de M. Spitaels de rencontrer tous ceux qui, y compris après les élections législatives, devraient jouer un rôle éminent dans la politique française. Si M. Rocard - qui s'est montré très positif, explique M. Spitaels, sur le principe d'une collaboration avec la région - figu-

rait sur la liste, c'est bien en tant que « candidat virtuel » du PS et donc président de la République potentielle. Du côté de M. Barre, M. Spitaels s'est félicité de « l'excellence » du contact avec un homme « très intelligent et très responsable ». Le visiteur a été très ému d'entendre l'ancien premier ministre assurer de sa compréhension et d'évoquer l'idée de relations franco-wallonnes comparables à celles que Paris entretient avec le Québec. Enfin, M. Mitterrand, lui aussi d'accord pour établir des relations privilégiées, a néanmoins souligné qu'il ne fallait rien faire qui puisse mettre en cause l'existence de la Belgique, a rapporté M. Spitaels, qui s'est affirmé d'accord en cela avec le président de la République.

Longtemps « désespéré » par le manque de compréhension de ses « amis français » face aux questions belges, M. Spitaels constate aujourd'hui, nu terme de sa visite, que ses interlocuteurs parisiens ont « compris la profondeur des changements » intervenus en Belgique. Ainsi, à l'en croire, aucun d'entre eux n'a marqué d'étonnement, lorsque, pour résumer l'importance croissante du fait régional wallon, il leur a expliqué : « Nous sommes une sorte de Land allemand ».

JEAN LOUIS ANDRÉANI

(1) Le 29 septembre 1992, le premier ministre belge, M. Jean-Luc Dehaene, a présenté un projet renforçant le caractère fédéral de la Belgique, afin de tenter d'arrêter le « virus séparatiste » qui gagne du terrain dans le pays, en particulier chez les Flamands. Le Parlement est ainsi de ce projet, qui, pour être adopté, nécessite une majorité des deux tiers des députés et des sénateurs (le Monde du 2 octobre 1992).

ALLEMAGNE

M. Günter Rexrodt devrait remplacer M. Jürgen Möllemann au ministère de l'économie

Le comité directeur du parti libéral FDP a désigné, vendredi 7 janvier, M. Günter Rexrodt, cinquante et un ans, pour succéder à M. Jürgen Möllemann comme ministre de l'économie dans le gouvernement dirigé par le chancelier Helmut Kohl. Les accords de coalition stipulent, en effet, que ce poste ministériel est réservé au FDP. Cette nomination - bien accueillie dans les milieux économiques - devrait être confirmée lors d'annonces prévues pour la fin du mois de janvier, d'un rattachement ministériel.

M. Rexrodt, qui l'emporte largement sur deux autres candidats, a une formation de banquier. Né dans l'ex-RDA, passé à l'Ouest au début des années 60, il n'est entré en politique qu'assez tard, en 1980, date de son adhésion au FDP. Il fut responsable des finances dans le gouvernement de Berlin-Ouest de 1983 à 1985. L'échec de son parti aux élections régionales l'amena à retourner dans le privé, à la direction de la filiale allemande de la Citibank. En 1991, il fut appelé au conseil d'administration de la Treuhänderanstalt, l'organisme chargé des privatisations dans l'ex-RDA. Ce partisan intrinsèque de l'économie libérale s'est attaché, dans les secteurs dont il avait la charge - le bâtiment, le textile et l'agriculture, - à démanteler rapidement les combinats mis en place par l'ancien régime. Cette attitude lui a valu l'hostilité des partisans du maintien à l'est d'un « noyau industriel » géré par des holdings d'Etat.

Les syndicats et le Parti social-démocrate ont, en revanche, vivement critiqué le choix de ce nouveau ministre qui est, selon eux, le représentant de la « ligne dure néolibérale ».

L. R.

Des « casques bleus » en situation d'infériorité

Le meurtre, à Sarajevo, du vice-premier ministre bosniaque met en cause la crédibilité même de la force des Nations unies. C'est la première fois que M. Hakija Turajlic est sous sa protection et que la notion même de légitime défense - si elle implique que les « casques bleus » ne prennent jamais l'initiative d'un affrontement - n'interdit pas pour autant de riposter à une agression dans le cas, par exemple, d'une attaque surprise à leur égard de circulation. Ce qui a été le cas, en la circonstance présente, avec l'interception par un barrage serbe du véhicule « onal » dans lequel M. Turajlic avait pris place. Il est vrai, aussi, que le rapport des forces à Sarajevo même, entre des factions locales puissamment armées et des « casques bleus » disposant de mitrailleuses de 12,7 ou de canons de 20 pour l'auto-défense de leurs véhicules blindés, ne plaide pas en faveur d'une suprématie de l'ONU.

Telle qu'elle est, de tradition, la notion de légitime défense, qui s'applique à la force de maintien de la paix ou d'interposition, demeure relativement extensive. Certes, il s'agit, pour chacun des « casques bleus » impliqués, de pouvoir riposter par les armes - à proportion de l'attaque - lorsqu'il est directement l'objet d'une menace physique. Mais il s'agit aussi d'être capable de protéger éventuellement par la force - sur le

modèle des actions de la gendarmerie française - les fonctionnaires et les locaux de l'ONU, les positions tenues sur le terrain par les « casques bleus » et de faire respecter les prérogatives ou les droits attachés à la force internationale, à savoir sa propre liberté de communication et de circulation en missions.

Dans la mesure où, comme à Sarajevo, elles ne bénéficient d'aucune supériorité, qu'elles soient en fait ou en apparence, par rapport aux camps qui leur font face ou qu'elles se doivent de contrôler, les forces de l'ONU sont davantage occupées par un autre aspect de leurs missions qui consiste, grâce à une incessante et parfois vaine recherche de la négociation et en dépit des événements, à entretenir des relations aussi saines que possible avec les diverses factions présentes sur place.

La crainte du « dérapage »

C'est ce qui pourrait expliquer le « dérapage » de certains « casques bleus », à savoir qu'ils ont beaucoup de mal - de sang-froid - à pas à pas dans le temps - dans le feu de l'action - pour appréhender à leur juste mesure les conséquences d'une riposte éventuelle de leur part et, en particulier, le « dérapage » ou la « bavure » qui suivraient, voire la risque d'un incident punitif qui pourrait dégénérer en bataille rangée.

Dans le cas présent, il apparaît que le véhicule français, dans lequel M. Turajlic avait pris place, a été contrôlé, avec des véhicules britanniques et ukrainiens, par des Serbes à un barrage composé de deux blindés chenillés M.80 (armés d'un canon de 25) et d'une cinquantaine de miliciens équipés de lance-roquettes et de fusils d'assaut. Une série d'incidents a alors eu lieu. Les Serbes ont voulu contrôler l'identité de certains passagers - il s'agit de civils musulmans, ouvriers et chauffeurs au service de l'ONU - en prétendant que leurs « papiers » n'étaient pas en règle. Au terme d'une discussion qui a duré une heure à quarante-cinq minutes, trois miliciens plus accablés et agresseurs que les autres ont échappé à la vigilance du reste de la troupe, mis au jeu deux « casques bleus » de la Légion étrangère, ouvert, sous la menace de leurs armes, la porte arrière du véhicule français et, par-dessus l'épaule du colonel Petrice Sartre, tiré à l'intérieur, alors que leurs chars ont essayé - mais en vain - de s'interposer.

Selon le témoignage d'un « casque bleu », les chefs serbes en question ont pris immédiatement des dispositions pour que le véhicule français - qui était le dernier du convoi - puisse gagner l'hôpital pour y évacuer les blessés, dont M. Turajlic.

JACQUES ISNARD

ALBANIE : à l'ouverture de son procès

La veuve d'Enver Hodja plaide non coupable

Mme Nexhotije Hodja, soixante-deux ans, veuve d'Enver Hodja, fondateur de l'Albanie communiste, qu'il a dirigée de 1946 à sa mort en 1985, a plaidé, vendredi 8 janvier, non coupable de vol de fonds publics et d'abus de pouvoir, lors de la première journée de son procès, à Tirana. Mme Hodja et M. Kiro Buxhelli, trente-neuf ans, ancien responsable des services chargés des besoins personnels des dirigeants du Parti communiste, qui comparait à ses côtés dans ce procès et rejette également les accusations portées contre lui, risquent de huit ans de prison à la peine de mort.

Après six heures d'audience, le tribunal de Tirana a renvoyé la suite du procès à samedi. C'est le premier grand procès intenté à un ancien dirigeant depuis la chute du régime communiste en Albanie, à la suite des élections de mars 1992.

En prison préventive depuis décembre 1991, M. Hodja, qui est

appareillé vieillit mais très maître d'elle-même, n'a pris la parole que pour déclarer d'un ton ferme qu'elle rejetait l'acte d'accusation. Selon celui-ci, huit cents personnes, encadrées par autant de membres de la Sigurimi (police secrète), ont travaillé sous les ordres de M. Kiro Buxhelli pour servir les vingt-six familles des plus hauts dirigeants communistes. Créé en 1957 et supprimé en juin 1990, ce service a dépensé, de 1986 à 1990, alors qu'il était dirigé par M. Buxhelli, 326 000 dollars, dont 76 400 dollars pour la seule famille Hodja, ce qui représente une véritable fortune dans ce pays, le plus pauvre d'Europe.

Quelque soixante-quinze personnes, dont les deux fils d'Enver Hodja, Sokol et Ilir, ainsi que plusieurs journalistes albanais et étrangers, ont pu prendre place dans la salle, tandis que des centaines de curieux attendaient M. Hodja devant le tribunal. - (AFP)

EN BREF

ARABIE SAOUDITE : deux nouvelles décapitations. Un Saoudien, condamné pour avoir « abusé sexuellement » d'un enfant, et un Pakistanais, condamné pour trafic de drogue, ont été décapités, vendredi 8 janvier, en Arabie saoudite, a annoncé la télévision nationale. Ryad, qui avait annoncé, le vendredi précédent, l'exécution de quatre condamnés à mort, dont deux « trafiquants de drogue » pakistanais, s'est récemment inquiété auprès d'Islamabad de la recrudescence du trafic de drogue en provenance du Pakistan. - (AFP)

ARMÉNIE : démarches françaises. M. François Mitterrand a écrit au président Ter Petrossian que la France était prête à assurer une aide humanitaire à l'Arménie, à la demande du ministre des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, en recevant, jeudi 7 janvier, les délégués d'un forum de dizaines d'associations laïques arméniennes de France. Selon ses délégués, M. Dumas a précisé que M. Mitterrand avait aussi insisté auprès du président turc Turgut Özal pour que de l'électricité, fournie par la Bulgarie, puisse être acheminée vers l'Arménie, via la Turquie. Concernant la demande d'une condamnation du blocus opéré par l'Azerbaïdjan, M. Dumas a estimé que toute action devrait être envisagée dans le cadre de la CEE.

ITALIE : assassinat d'un journaliste en Sicile. Un journaliste italien spécialiste de la Mafia, Giuseppe Alfano, quarante-six ans, collaborateur du quotidien la Sicilia,

a été assassiné, dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 janvier, à Barcellona, sur la côte nord de la Sicile, a indiqué la police. Le journaliste, qui connaissait à fond les luttes de clans et les règlements de comptes à l'intérieur de la Mafia, qui ont ensanguiné la région depuis plusieurs années, se trouvait chez lui en voiture lorsqu'il a été arrêté par un ou plusieurs assassins. Son corps a été retrouvé à l'intérieur de l'autobus, une balle dans la tête. Il s'agit du deuxième assassinat de journaliste dans la région, après celui du journaliste-écrivain antimafia Pippo Fava à Catane, en janvier 1984. - (AFP)

NICARAGUA : des combats font onze morts dans le nord du pays. Des combats entre forces gouvernementales et membres de l'ancien mouvement rebelle de la Contra ont fait onze morts et vingt blessés dans le nord du Nicaragua, a déclaré, vendredi 8 janvier, un porte-parole de l'armée. Les affrontements, qui sont les plus graves depuis plusieurs mois, ont eu lieu dans les provinces d'Esteli, de Jinotega, de Nueva Segovia et de Matagalpa. - (Reuters)

ONU : le conseil de sécurité approuve les candidatures tchèque et albanaise. Le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé, vendredi 8 janvier, les candidatures à l'ONU de la République tchèque et de la Slovaquie, ouvrant la voie à l'admission formelle des deux nouveaux États par l'Assemblée générale. - (AFP, Reuters)

Le Monde L'ÉCONOMIE

مركز الأبحاث

ASIE

CORÉE DU SUD : l'affaire du Boeing de la KAL

La Russie a remis le contenu des « boîtes noires » à l'organisation de l'aviation civile

M. Youri Petrov, chef de cabinet du président russe M. Boris Eltsine, a remis, vendredi 8 janvier à Paris, les enregistrements des « boîtes noires » du Boeing 747 de la compagnie sud-coréenne KAL détruit en vol en 1983 par la chasse soviétique, au secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), M. Philippe Rochat.

Il s'agit des bandes originales de l'enregistrement de conversations de poste de pilotage et de l'enregistrement numérique de données de vol, et précisé le représentant de la Fédération de Russie devant les délégations américaine, coréenne et japonaise. Ces documents seront analysés au bureau « Enquête-accident » de la

direction générale de l'aviation civile, à Paris, pour le compte de l'OACI, en présence d'observateurs russes, américains, coréens et japonais.

L'OACI, institution spécialisée des Nations unies pour l'aviation civile, a décidé le 18 décembre, à la demande de ces quatre pays, de reprendre les investigations commencées en 1983.

Peu de temps en arrière, la Corée du Sud avait envisagé de geler son aide à Moscou après que le président russe eut remis à Séoul, lors de sa récente visite officielle, des boîtes noires vides. Les premiers résultats de l'enquête devraient être connus vers la fin mars.

AFGHANISTAN : trois enfants tués à Kaboul par des roquettes. - Pour la troisième journée consécutive, des roquettes sont tombées sur Kaboul vendredi 8 janvier, tuant trois enfants, a annoncé la radio pakistanaise. Les bombardements indiscriminés des jours précédents avaient fait un mort et dix-huit blessés. Des responsables afghans imputent ces tirs aux intégristes du Hezb-islam. Le parti de M. Gulbuddin Hekmatyar. - (Reuters.)

BANGLADESH : fusillade entre extrémistes. - Une fusillade entre groupes extrémistes rivaux a fait six morts et une dizaine de blessés le jeudi 7 janvier à Dacca. L'affrontement a eu lieu entre activistes du Sarbajit (Parti des déshérités) et sympathisants communistes du Purba Bangla, deux formations interdites. Selon la police, le Sarbajit

hera et tué au moins trois cents personnes ces trois dernières années. - (Reuters.)

JAPON : assommolement d'une loi sur les étrangers. - Le Parlement japonais a décidé qu'une loi très controversée, imposant le relevé des empreintes digitales des étrangers, ne s'appliquera plus, à partir du vendredi 8 janvier, aux 640 000 résidents permanents concernés - pour la plupart des descendants de travailleurs amenés de force au Japon durant la seconde guerre mondiale.

Désormais, seule une photographie et des papiers d'identité sont exigés d'eux. Les empreintes des étrangers vivent au Japon depuis plus d'un an sans être résidents permanents en attendant d'être relevées. - (APF)

LOIN DES CAPITALES

Le petit docteur de Battambang

BATTAMANG

de notre envoyé spécial

HOTELS chinois, restaurants thaïlandais, boutiques en tous genres autour du marché central. On a même débarrassé le parking de l'aéroport des carcasses de DC-3 et d'avions de chasse qui y gisaient encore voilà un an. Avec 150 000 habitants, Battambang, la métropole de l'ouest cambodgien, a retrouvé sa population d'avant. Avant que le docteur, le baï, le monsieur thaïlandais, y est devenu le moyen de toute transaction importante. Après tout, la frontière thaïlandaise n'est qu'à trois heures de route et les hommes d'affaires sino-thaïs sont légion dans cette ville qui aspire à retrouver sa prospérité de naguère.

Sous la tutelle fragile des Nations unies, très présente en ville, Battambang reprend via. L'ODA, dernier né de l'hotellerie, qui affiche une enseigne chinoise, a été aménagé dans les locaux de l'ancienne direction provinciale de l'Instruction publique. Le propriétaire aurait, dit-on, signé un bail de quinze ans. Les Français de l'APRONUC, l'Autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge, ont installé leur cantine, baptisée « La douce France », à l'hôtel Pafin, du nom des fameuses mines de pierres précieuses, situées dans une zone tenue par les Khmers rouges à trente kilomètres de vol d'oiseau et exploitées par des milliers de prospecteurs venus de Thaïlande. Sur la route de l'aéroport, au restaurant Reak Shey, le chef thaïlandais vient du Royal Cliff, l'un des palaces de Pattaya.

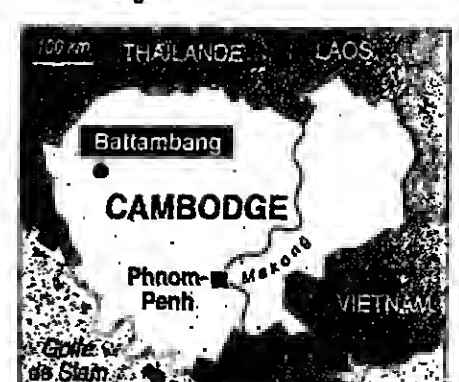
Le sida dans les maisons closes

Tout cela, en soi, n'est pas de nature à inquiéter le Dr Kuy Soc, chef du département d'épidémiologie à l'hôpital provincial, à se réjouir plutôt de voir sa ville reprendre vie. Mais son sujet de préoccupation est l'un des phénomènes qui accompagnent ce genre de renouveau, le développement de la prostitution et, avec lui, celui des maladies sexuellement transmissibles, à commencer par le sida.

« La prostitution, dit-il, progresse à grande vitesse », le petit docteur a déjà recensé soixante-deux cas de prostitution dans six des dix quartiers de la ville. « Au moins 400 prostituées », estime-t-il, cambodgiennes dans leur

immense majorité. Ignorantes, ces filles se font faire par des rebouteux des injections homéopathiques pour se protéger des maladies vénériennes, en utilisant souvent le même seringue. « Elles se nettoient à l'aide d'antiseptiques qui détruisent leurs défenses naturelles. Les risques d'infection sont énormes ».

Le Dr Kuy Soc s'est donc mis en campagne. Il a, d'abord, convoqué les patrons de maisons de passe. « La moitié d'entre eux sont venus », dit-il. Il leur a expliqué, comme dans une première année de cours élémentaire, ce qu'était le sida et comment il se transmettait. Il en fait autant avec tout ce que la province compte d'autorités. Aux fonctionnaires, policiers et officiers supérieurs, à la distribué des préservatifs. Il leur en a expliqué l'utilité et la manière de s'en servir. Le chef de la police s'est demandé si les préservatifs étaient assez grands. L'assistance a éclaté de rire. Les femmes ont refusé leurs lots, d'un sourire gêné.



L'épidémiologue se rend compte qu'il démarre à zéro. « A Phnom-Penh, on a dépisté deux cas de sida en 1991 et quarante-cinq cette année. Comme par hasard, à l'occasion de dons de sang. A Battambang, nous n'avons toujours pas les moyens de faire des tests. Aucun dépistage n'a encore eu lieu. Avec l'afflux d'étrangers, de gens de l'APRONUC et de touristes, nous devons donc lancer une campagne de prévention. Les Thaïlandais ont prêté un film au Dr Kuy Soc, à l'occasion de la Journée mondiale

de lutte contre le sida, le 1^{er} décembre. Il le fait passer dans les cafés, les danses, les restaurants, sur les places publiques, dans les écoles.

Mais sa campagne n'est pas l'affaire de tout le monde. Un jeune proxénète cambodgien, la poitrine bardée de médailles et des boucles aux oreilles - tout à fait la tête de l'emploi - n'en a cure. Il importe des Vietnamiennes de Phnom-Penh. « Je paie 150 dollars par fille », dit-il. Il accepte de montrer sa taule, une paillote en mauvais état non loin du Marché du 13 janvier, sur la route de l'aéroport. Sa jeune femme est en train d'allaiter un nourrisson dans ce qui leur sert de petite chambre.

Le reste de la paillote est divisé, par de minces cloisons, en trois alcôves juste assez grandes pour accueillir un motel. Le proxénète a d'autres chats à fouetter. Curieusement, son commerce marche mal. Il compte le transférer à Poipet, le grand marché sur la frontière thaïlandaise. « Je vais y acheter une maison et j'y installerai les filles. Là-bas, la clientèle ne manque pas ».

La plupart des maisons closes de Battambang occupent, sur deux cents mètres, un trancheau d'environ une ville. Des enfants traînent partout dans cette rue comme les autres, n'étant le fard affiché sur le visage des femmes plutôt jeunes. Le Dr Kuy Soc veut les convaincre d'avoir systématiquement recours aux préservatifs. Encore faut-il leur faire comprendre que le sida est un risque mortel. Le petit docteur souhaiterait aussi que les organisations humanitaires lui donnent les moyens de procéder à des dépistages.

Le Cambodge est devenu une voie de passage. A Phnom-Penh, la majorité des prostituées, une population très flottante, est d'origine vietnamienne. Après avoir réuni un petit magot, elles retournent se marier dans leurs villages du delta du Mékong. Leur clientèle est, avant tout, cambodgienne mais aussi thaïlandaise, malaisienne, indonésienne. Faute d'inspiration et de précautions, la propagation de l'épidémie, du Thaïlande au Vietnam comme au Cambodge, a été possible sinon probable. A Battambang, le Dr Kuy Soc ne désespère pas de limiter les risques d'épidémie. Sans moyens, il fait de son mieux.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : en rencontrant le président mexicain Salinas

M. Clinton a apporté son soutien à l'Accord de libre-échange nord-américain

Le président élu Bill Clinton, accompagné du vice-président élu Al Gore, a rencontré vendredi 8 janvier, le président mexicain Carlos Salinas. Il s'agissait de la première entrevue formelle avec un chef d'Etat étranger de M. Clinton, qui prendra officiellement ses fonctions le 20 janvier. MM. Clinton et Salinas se sont retrouvés à Austin, capitale du Texas.

AUSTIN (Texas)

de notre envoyé spécial

Pour ses débuts en politique étrangère M. Bill Clinton a fait la connaissance d'un chef d'Etat avec lequel il a quelques points communs. Comme lui, M. Salinas est jeune (quarante-quatre ans) et charmeur. Tous deux sont d'anciens élèves de grandes universités de la côte est des Etats-Unis. Les problèmes à l'ordre du jour étaient surtout de nature juridique, un domaine où M. Clinton - qui, comme l'écrit le magazine Newsweek « doit encore faire ses preuves en politique étrangère » - est plus à l'aise que dans son futur rôle de commandant en chef des armées.

Après un tour d'horizon, les deux hommes ont pu s'entretenir des questions des droits de l'homme, de l'immigration, de la lutte contre le trafic de drogue et surtout de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique que MM. Bush, Mulroney et Salinas ont signé le 17 décembre dernier. Soucieux de ne pas perdre de vue les problèmes économiques du pays, M. Clinton a accordé la priorité à ce « grand marché » qui devrait être bénéfique pour l'économie des Etats-Unis. Le Mexique, dont l'économie est en voie d'assainissement reste un pays à équiper. Les industriels améri-

cains ont d'ailleurs bien accueilli l'annonce, dès le mois d'août, de la signature prochaine de l'ALENA. M. Clinton s'était gardé, en pleine campagne électorale, de soutenir sans réserve un accord dont le président Bush était le promoteur. Le candidat démocrate critiquait notamment un texte qui ignorait les conséquences humaines et écologiques du libre-échange entre des pays aussi différents.

Après l'élection de M. Clinton, M. Salinas avait donc de bonnes raisons de craindre que les deux mille pages d'un traité qui devait, et doit toujours, être ratifié par les Parlements des trois pays contrac-

tants, ne fussent caduques. Dans ce cas l'ALENA n'aurait pu entrer en vigueur avant 1994, date de la fin du mandat de six ans, non renouvelable, du président Salinas. Or ce dernier compte bien apparaître, grâce, entre autres, à l'ALENA, comme l'artisan du nouveau « miracle » économique mexicain. La rencontre d'Austin l'a rassuré : le texte de l'ALENA sera seulement complété par des dispositions contre les importations trop massives et des garanties pour la formation des hommes et la sauvegarde de l'environnement.

RÉGIS NAVARRE

ARGENTINE : la visite de M. Douglas Hurd

Un éventuel voyage du président Menem en Grande-Bretagne n'a pas été évoqué

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Contrairement à l'attente du gouvernement argentin, le voyage en Argentine, du 6 au 10 janvier, du secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, n'a pas débouché sur des résultats spectaculaires. Certes, la visite est historique puisque cela fait vingt-sept ans qu'un ministre britannique des affaires étrangères n'a pas foulé le sol argentin et que, onze ans après la guerre des Malouines, elle marque une étape importante dans la normalisation des relations entre Buenos-Aires et Londres, rétablies en 1990. Mais aucun accord n'a été signé et la date d'un éventuel voyage en Grande-Bretagne du président Carlos Menem n'a même pas été évoquée.

Après avoir félicité M. Menem pour le « courage » avec lequel il a redressé l'économie de son pays, c'est surtout sur les bonnes relations commerciales entre la Grande-Bretagne et l'Argentine qu'a mis l'accent M. Hurd, au cours d'une conférence

de presse, vendredi 8 janvier, à Buenos-Aires. Le commerce bilatéral a atteint 220 millions de dollars en 1992, ce qui constitue un chiffre record depuis le conflit armé de 1982. M. Hurd a, également, souligné la participation d'entreprises britanniques dans la récente privatisation des services de distribution du gaz à Buenos-Aires et « le retour en force des hommes d'affaires anglais », avec des investissements de 500 millions de dollars au total.

En ce qui concerne les Malouines, le secrétaire au Foreign Office a pris soin de réaffirmer que la souveraineté britannique sur les Malouines n'était pas négociable. « Nous n'excluons pas la possibilité d'une coopération avec l'Argentine pour l'exploitation du pétrole », a-t-il ajouté, part, indiquant M. Hurd, qui a rappelé que, depuis un an, Londres avait entrepris des travaux de prospection sismique dans l'archipel. Cette décision unilatérale avait entraîné une vive protestation du gouvernement argentin.

CHRISTINE LEGRAND

A TRAVERS LE MONDE

ALGERIE

M. Dumas souhaite qu'une « ère nouvelle » s'ouvre entre Paris et Alger

Lors de ses premiers entretiens, vendredi 8 janvier, à Alger - où il était arrivé en fin d'après-midi pour une visite de deux jours -, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a souhaité que s'ouvre « une ère nouvelle » dans les relations franco-algériennes. La France entend placer ses relations avec l'Algérie dans « un cadre de partenariat », a souligné M. Dumas.

La miniature a eu un tête-à-tête avec son homologue algérien, M. Lakhdar Brahimi, élargi ensuite à plusieurs autres collègues de ce dernier. La question clé des relations bilatérales devait être abordée samedi avec le premier ministre, M. Belaid Abdasslam, mais M. Dumas a été d'ores et déjà décidé à écouter les Algériens et à leur répondre, cette réponse se faisant dans la limite des moyens de la France. Il devait également transmettre au président Ali Kafi un message du président François Mitterrand et à M. Abdasslam une invitation à se rendre « le plus vite possible » en visite en France. - (AFP)

CONGO

L'emploi de 10 000 fonctionnaires est menacé

Le premier ministre, M. Claude Antoine de Costa, a annoncé, vendredi 8 janvier, à Brazzaville, que le plan d'« assainissement » de la fonction publique allait toucher dix mille personnes, dont beaucoup ont été recrutées dans des conditions irrégulières. Nombre de fonctionnaires, déclassés ou admis à la retraite, sont toujours payés, grâce à la complexité d'autres agents de l'Etat, a précisé M. de Costa. Depuis novembre, le salaire de deux mille de ces agents, plus ou moins « fantômes », a déjà été suspendu. La fonction publique, « forte » de quatre-vingt mille employés, représente une masse salariale mensuelle de 13,5 milliards de francs CFA (270 millions de francs). Mais la situation financière du Congo est si désastreuse que la

gouvernement ne peut rémunérer les fonctionnaires que sept mois sur douze. Le reste, a indiqué M. de Costa, « doit être considéré comme une dette de l'Etat envers ses agents ». - (AFP)

INDE

Les affrontements communautaires s'étendent

Au moins onze personnes ont été brûlées vives vendredi 8 janvier à Bombay lors de nouveaux affrontements entre hindous et musulmans. Selon la police, les trois jours de violences communautaires ont déjà fait 66 morts et plus de cent blessés dans la seule capitale du Maharashtra. Cependant, les troubles s'étendent à l'Etat voisin du Gujarat : 17 personnes ont été assassinées dans les villes d'Ahmedabad et de Baroda. Des couvre-feux ont été imposés dans les quartiers où les émeutes se développent, notamment pour y limiter les pillages. Le plus grave incident est survenu dans le bidonville de Jogeshwar, au centre-sud de Bombay. Une foule de musulmans y a mis le feu à des maisons habitées par des hindous, faisant périr au moins 11 d'entre eux. De nombreuses personnes ont par ailleurs été tuées à l'arme blanche. Des affrontements entre policiers et émeutiers ont eu lieu vendredi dans quatre secteurs de la capitale économique de l'Inde.

Mais les forces de l'ordre de l'Etat semblent combattre les désordres avec une pugnacité réduite ; elles avaient été critiquées, en décembre, pour être responsables, par leurs tirs, de la plupart des 202 décès enregistrés lors des émeutes qui ont suivi, à Bombay comme ailleurs, la destruction de la mosquée d'Ayodhya par des fanatiques hindous. Les violences avaient alors gagné la plupart des Etats du pays, faisant au total, officiellement, 1 119 morts. - (AFP, AP, Reuters, UPI)

MOZAMBIQUE

Les premiers bataillons de l'ONU attendus pour la fin janvier

Les premiers éléments de la force de maintien de la paix des Nations unies au Mozambique (UNOMOZ) sont attendus pour la fin janvier à

Maputo, a annoncé, vendredi 8 janvier, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU au Mozambique, M. Aldo Ajallo. Jusqu'à présent, seuls trois pays - l'Italie, l'Uruguay et le Bangladesh - se sont engagés à fournir, chacun, un bataillon d'infanterie à l'UNOMOZ. La mission des soldats de l'ONU sera de contrôler l'application de l'accord de paix du 4 octobre, conclu entre le gouvernement de Maputo et les ex-rebelles de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO). Les troupes italiennes arriveront en premier et devraient être postées le long du couloir routier et ferroviaire qui relie le port de Beira au Zimbabwe. - (AFP)

PAKISTAN

Décès du chef d'état-major de l'armée

Le chef d'état-major de l'armée pakistanaise, le général Asif Nawaz Janjua, cinquante-six ans, l'un des hommes clés du pays, est mort vendredi 8 janvier d'une crise cardiaque. L'officier avait pris ses fonctions en août 1991. Il était considéré comme un élément stabilisateur, garant du lien entre le chef de l'armée dans un pays où celle-ci a gouverné un quart de siècle au quarante-cinq ans d'indépendance. Le chef d'état-major est traditionnellement considéré comme l'un des piliers de la « trinité » au pouvoir au Pakistan, avec le premier ministre et le président.

La mort du général Asif Nawaz survient alors que les relations avec l'Inde sont entrées dans une phase renouvelée de tension, après la destruction de la mosquée d'Ayodhya, et alors que le jeu politique interne est loin d'être stabilisé, après l'échec de la « longue marche » lancée en novembre par le leader de l'opposition, M. Benazir Bhutto, pour obtenir, par la pression de la rue, le départ du premier ministre M. Nawaz Sharif. « Sa mort survient au plus mauvais moment pour le Pakistan », a noté un diplomate occidental qui souligne que, des piliers de la « trinité », « il était le plus capable et le plus raisonnable », notamment pour ce qui est des relations avec l'Inde.

POLITIQUE

La préparation des élections

Cher : le maire communiste de Bourges en danger

BOURGES

de notre correspondant

Dans ce département, qui a voté non à Maastricht à près de 57 %, les difficultés de la vie dans les campagnes autant que l'émiettement aux portes des usines victimes d'une épidémie de licenciements ne portent guère à l'optimisme.

Les trois députés sortants, réélus en 1988, partent à la bataille dans des conditions très différentes. Dans la première circonscription (Bourges-Sancerre), M. Jean-François Deniau connaît la situation *a priori* la plus confortable. L'événement de l'ancien ministre récemment élu à l'Académie française ne paraît pas laisser beaucoup d'outils à ses adversaires. Ni M. Jean-Pierre Saulnier (PS), conseiller municipal de Bourges, qui l'avait talonné en 1988, ni M. Maxime Camuzat (PC), maire de Saint-Ger-

main-du-Puy, ni M. Joël Crotté (Verts), ne paraissent en mesure de lui contester sérieusement son siège parlementaire.

Il en va différemment dans les deux autres circonscriptions. La seconde (Bourges-Vierzon), tenue depuis 1981 par le maire de Bourges, M. Jacques Rimbeult (PC), est particulièrement convoitée. Les enjeux de santé du député sortant et surtout l'effritement du PC - qui résiste cependant ici mieux qu'ailleurs - ont éveillé bien des ambitions, en particulier celle de M. Jean Rousseau, qui a pris aux communistes la mairie de Vierzon et qui, sous la bannière de Génération Ecologie, aspire à revenir à l'Assemblée nationale, où il a siégé, sous les couleurs du PS, de 1981 à 1986. Il va toutefois rencontrer sur sa route son premier adjoint, M. Maxime Albizzati (Arc-en-ciel), qui a demandé l'investi-

ture de l'UDF. Le PS propose, sans trop d'illusions après son échec cuisant aux dernières cantonales (5 % à Vierzon), un nouveau candidat, M. André Gagneux, conseiller municipal de Bourges.

A droite, le candidat de l'UDF est M. Franck Thomas-Richard, pour qui ce sera également le baptême du feu, tandis que le RPR a mis sur orbite M. François des Georges, en attendant la décision nationale sur d'éventuelles primaires.

La troisième circonscription (Bourges-Saint-Amand), elle, paraît la plus ouverte. Le député sortant, M. Alain Celnat (app. PS), part avec le handicap d'une contre-performance aux élections régionales, où sa liste n'a obtenu que 13 % des voix. Certains lui reprochent de s'être mal implanté localement depuis 1986 dans un secteur quadrillé par le dynamisme sénateur

RPR et maire de Saint-Amand-Montrond, M. Serge Vinçon, qui soutient la candidature de M. Serge Lepeltier, secrétaire départemental du RPR et conseiller municipal de Bourges. Candidat à la candidature avant l'été 1992, M. Alain Tanton, conseiller régional CDS, n'a pas confirmé ses intentions. Génération Ecologie présente dans cette circonscription M. Yves Barrière, maire de Farges-Allichamps.

Toutefois, la surprise pourrait venir de M. François Deschamps, ancien secrétaire départemental du RPR, écarté sans ménagement de la liste UDF aux régionales. La lettre ouverte qu'il a récemment distribuée sous le titre « Si j'étais candidat aux prochaines législatives » porte à croire que ce pavé dans le merle pourrait faire quelques vagues.

PATRICK MARTINAT

Vendée : le royaliste contre le vicomte

Le vicomte Philippe Le Jolis de Villiers de Saintignon est le deuxième député le mieux élu de France. Dans la quatrième circonscription de Vendée, l'ancien secrétaire d'Etat à la culture était passé au premier tour des élections législatives de 1988 avec 74,56 % des suffrages exprimés. Un score royal. C'est sans doute pour cette raison, et certainement pour quelques autres, que M. Luc de Goussin, ancien membre du comité directeur de la Nouvelle action royaliste (NAR) de M. Bertrand Renouvin, s'est mis en tête de relever un défi qui ne manque pas d'allure aristocratique.

Avec un certain panache, cet ancien des éditions du Seuil et des barricades de 68 qui a versé

dans la monarchie sans jamais conquies le « Gueuse » s'efforçait, aux élections législatives, le président du conseil général de Vendée, enclen sous-préfet de Vendôme qui, un beau jour de 1981, décide de ne plus servir la République, laquelle, démocratiquement, avait penché à gauche. Il conduisit désormais un autre « Combat pour la France ». Grâce à cette jouée symbolique pour une certaine idée de la France, M. de Goussin sera l'unique représentant de ceux que l'on baptise les royalistes de gauche. Eux étaient pour la ratification du traité de Maastricht, M. de Villiers était contre. Dans son fief des Herbiers, en septembre dernier, la « ouï » l'a emporté. Largement.

OLIVIER BIFFAUD

POINT DE VUE

Le roi est nu

par Charles Fiterman

Après MM. Mex Gello, Yves Cochet, Bernard Stasi, M^{me} Janine Mossuz-Lauve, M. Laurent Cohen-Tanugi (*le Monde* des 16, 24, 27-28, 29 décembre et 1^{er} janvier), M. Charles Fiterman, ancien ministre, membre du bureau politique du PCF et chef de file des communistes « refondateurs », répond à notre enquête sur « la crise morale de la politique » publiée dans *le Monde* du 12 décembre.

La crise morale que traverse la politique en France ne doit pas être prise à la légère. C'est une crise grave. Au-delà du sort réservé à tel ou tel par la justice ou la vindicte publique, c'est de l'avenir de la démocratie qu'il est question. Lorsque la République, par les hommes qui la symbolisent, n'est plus respectable, la voie est ouverte à l'adversaire.

Cette crise doit être d'autant plus prise au sérieux qu'elle n'est pas le fruit d'un hasard. Elle est le résultat de la dégradation des mœurs politiques, dans ce pays, se sont dégradées à ce point. Vers quel « âge d'or » supposé de la moralité politique passerions-nous chercher nos exemples ? Mais il y a eu dans le passé, et il y en a eu dans le présent, des hommes, des manœuvres, les combaines sont plus visibles et plus insupportables. La montée de la méfiance des Français vis-à-vis des hommes politiques ne date pas de ces derniers mois, mais déjà de quelques années. Il serait trop simple d'en chercher l'explication dans l'effet mécanique de quelques affaires.

Déboulonner le veau d'or

Lorsque les institutions et la vie politique d'un pays se déconnectent des espoirs et des souffrances de ces derniers, lorsqu'une société et le sentiment de ne être plus entendus par ceux qui sont censés la représenter, lorsque la tempête fait perdre repères et valeurs, alors, comme dit l'enfant dans le conte, « le roi est nu ». On ne voit plus de la politique que les lambeaux repoussants de la raison d'Etat, des luttes de pouvoir et du carriérisme.

Voilà bien l'appel qu'il convient d'entendre : il monte de la société une exigence sans précédent de moralité, de sens, de repères. Cette exigence est un appel au secours dans la tourmente de la crise, du chômage, de la misère, de la mise à mal de tous les anciens systèmes de valeurs. Mais c'est aussi un formidable appel à faire franchir un pas décisif à l'histoire de l'humanité, vers une universalisation de valeurs communes de solidarité, de respect et de promotion de la personne humaine. Cet appel s'adresse notamment au monde politique.

Ille-de-France: M. Girard hostile au schéma directeur. - M. Michel Girard, président (RPR) du conseil régional d'Ille-de-France, indique, dans une lettre adressée le 7 janvier aux présidents de groupes, qu'il proposera à l'assemblée régionale « d'émouvoir un avis défavorable » sur le projet de schéma directeur de la région pour les vingt-cinq prochaines années, proposé par le gouvernement, qui viendra en discussion le 28 janvier.

Dans quelle direction s'engage-t-elle, et ce, dès aujourd'hui ?

1. - Il me semble urgent de déboulonner le veau d'or. Une « morale » est bien aujourd'hui dominante : celle de l'argent. Les tenants d'un libéralisme forcené, quel qu'il soit, ont largement contribué à en renforcer le rôle. Dans la désorientation ambiante, la rentabilité des hommes et des actes semble devenir la mesure commune de toute chose. Lorsque la logique financière s'allie à la raison d'Etat, le pire n'est jamais impossible. Il faut refuser cette religion de l'argent-roi, faire grandir dans l'économie comme dans la politique les exigences et les critères de la rentabilité sociale, du développement humain, des urgences de salubrité.

2. - Il faut à l'évidence réformer profondément les institutions et la vie politique. Mais dangereuse serait dans ce domaine la tentation de renforcer les pouvoirs, voire la centralisation, dangereuse la tentation d'instaurer un « Etat moral » par une sorte de retour aux sources sans rapport avec les besoins modernes. Ce n'est pas d'un excès de décentralisation que souffre la politique en général, et la gauche en particulier, mais des conséquences obligées de ce système de « monarchie élective » dans lequel nous sommes installés. Plus de responsabilité des élus, plus de diffusion des pouvoirs, plus de transparence des choix, un débat public revivifié, voilà ce dont nous avons besoin. C'est dans le débat et la démocratie, dans un nouveau rapport entre l'individu et l'action collective qu'un nombre grandissant de citoyens se forgeront des valeurs communes et de nouvelles références, non dans l'argument d'autorité, qu'il soit « républicain » ou technocratique.

3. - Il faut déprofessionnaliser la politique, seule façon concrète de rapprocher réellement la politique des citoyens. Il faudrait notamment réduire le nombre et la durée des mandats, instaurer une limite d'âge, et créer les conditions d'une bonne réinsertion dans l'activité professionnelle de ceux qui ont exercé pendant un temps une responsabilité politique. Et pourquoi ne pas envisager un statut de responsable politique ou associatif qui s'oppose à celui des élus syndicaux ? Il permettrait à beaucoup d'hommes et de femmes de concilier le dévouement militant et le maintien à temps partiel d'une activité professionnelle, sans avoir à choisir entre l'horrible vie du bénévolat responsable et la professionnalisation pure et simple.

4. - Il faut s'engager franchement dans une conception moderne de la politique et du débat public où les hommes politiques, les élus, les responsables sont en mesure d'engager leur responsabilité personnelle au regard des valeurs communes de l'humanité, sans se croire obligés trop souvent de respecter une raison d'Etat ou un esprit de parti. C'est à cette condition que les décisions qu'ils seront amenés à prendre seront légitimes aux yeux d'hommes et de femmes aujourd'hui épris de liberté et de responsabilité. Le sociologue Max Weber (1), au début du siècle, opposait « l'éthique de la conviction » à « l'éthique de la responsabilité ». Le temps vient d'en rapprocher les exigences.

(1) *Le Savant et la Politique*, édition française 1950.

M. Bérégovoy : l'alternance est « une nécessité démocratique »

ROUEN

de notre correspondant

M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, qui inaugurerait, vendredi 8 janvier, en Seine-Maritime, deux ouvrages du plan tripartite transmanche (la rocade nord-est de Rouen et une section de l'autoroute A 28 qui reliera, en 1993, Rouen à Abbeville), s'évoque quelques règles de bonne conduite pour une future cohabitation. « Je souhaite que nous puissions travailler ensemble dans le respect », a-t-il dit. L'alternance n'est pas une malice mais une nécessité démocratique dont le principe doit être accepté par tous.

Selon le premier ministre, qui a souhaité que « les Français ne mettent pas leurs yeux dans le même panier », il faut « des équilibres » et « il ne faut pas que le rapport des forces au sein d'une Assemblée soit tel que ceux qui exercent le pouvoir soient dans un état d'esprit qui les conduirait à oublier ceux qui ne pensent pas comme eux ». « L'inauguration des travaux et non pas la campagne électorale, a-t-il toutefois précisé. D'ailleurs, si les cadeaux étaient susceptibles d'influer sur les scores électoraux, le serait venu avec une pleine honte ».

Le premier ministre s'indiquait qu'il ne fallait pas « vendre la peau de l'ours » au rendant hommage au dynamisme du doyen du Sénat,

M. Geoffroy de Montalembert (RPR), âgé de quatre-vingt-trois ans. Il a reconnu en lui « un jeune sénateur prouvant qu'on peut être élu, réélu ou ne pas l'être, et durer quand même ».

Autre élu du département, M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, a souligné, en réponse aux questions des journalistes, qu'il « mènerait la campagne du PS en tant que premier secrétaire aux côtés de Pierre Bérégovoy qui sera le coordonnateur de l'Alliance des Français pour le progrès ».

E. B.

M. Pasqua : « La Constitution devra être appliquée à la lettre »

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, a estimé, vendredi 8 janvier sur France Inter, que le débat sur la cohabitation n'a pas de sens. « Comment être candidat aux élections, avoir un projet pour redresser le pays, recevoir mandat du corps électoral pour le faire, c'est-à-dire constituer une majorité, et ensuite refuser d'aller au gouvernement au prétexte que cela serait dangereux ? », a-t-il ajouté. « La Constitution devra être appliquée à la lettre », a souligné M. Pasqua. Et si le président de la République décide de rester à son poste, ce n'est pas une question politique, une conscience politique, vous devez assumer vos responsabilités.

Tout le monde souhaiterait que M. Mitterrand s'en aille, sauf lui. Si lui ne le souhaite pas, il reste ».

Toutefois, selon l'ancien ministre, « si son intention est de jouer le rôle de chef de l'opposition tout en étant à l'Élysée, nous débouquons rapidement sur une crise ». « Un gouvernement de cohabitation, et un gouvernement tout court, n'aura pas le temps en deux ans de redresser la situation, à encore affirmer le dirigeant RPR. Moins à partir du moment où vous avez un engagement politique, une conscience politique, vous devez assumer vos responsabilités ».

M. Juppé : « le mieux serait que M. Mitterrand s'en aille »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a déclaré, vendredi 8 janvier, sur RTL, que le débat sur la cohabitation était « le type même du débat stérile, d'autant plus stérile qu'il est nourri d'arrière-pensées personnelles ». « Un tel se voit à Mitterrand et prône donc la cohabitation, tel autre veut se faire réélire président de la République et donc est hostile à la cohabitation », a-t-il précisé, avant d'ajouter : « Le mieux

serait que M. Mitterrand s'en aille. Est-ce qu'il rendra ce service à la France, je ne crois pas. Dès lors, nous devons gouverner et il faudra faire sans concession. Si M. Mitterrand y voit obstacle, il faudra prendre les Français à témoin afin qu'ils tranchent le conflit ».

Interrogé sur les investitures de l'opposition, M. Juppé a indiqué qu'il y avait « environ une centaine de primaires ». « Dans 80 % des cir-

conscriptions, il y aura des candidatures uniques », a-t-il assuré.

Évoquant le débat sur la monnaie, M. Juppé a affirmé que « renoncer à la stabilité de la monnaie serait une aberration ». « Je n'arrive pas à imaginer comment un responsable digne de ce nom peut faire campagne politique en prônant la dévaluation de la monnaie », a-t-il dit.

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

DEUX ouvrages à vocation pédagogique sur l'histoire de la pensée politique s'interrogent sur la crise des idéologies et la pérennité de leur sujet d'étude : les idées politiques ont-elles un avenir ?

On peut, en effet, en douter quand on voit ce qu'il en reste dans le débat actuel. Le tableau qui en est brossé, au terme de la onzième édition de *l'Histoire des idées politiques* de Marcel Prédot et Georges Lescuyer, est celui d'un grand appauvrissement. Le multipartisme de la droite y est décrit comme une juxtaposition sans véritable support idéologique : les rivalités de personnes remplacent les divergences doctrinales. La gaullisme n'est plus qu'une référence symbolique car il s'est « insensiblement transformé en caution lointaine, dont la traduction a pâli sur le sol de la politique quotidienne ».

L'état des lieux n'est guère plus excitant à gauche. Le Parti communiste gère tant bien que mal « une autocritique posthume » et « une technique d'exercice de pouvoir qui s'est substituée à la doctrine ». Il tente de conserver ses électeurs, à défaut de ses militants, en regroupant tous les mécontents. Le Parti socialiste, constate-on dans le même ouvrage, a souffert de deux maux liés l'un à l'autre : il a confirmé « la règle non écrite selon laquelle la démission prolongée du pouvoir conduit inévitablement à privilégier la pragmatisme par rapport à la doctrine » ; il a subi la dérive qu'il impliquait le choix d'un parti attrape-tout au sein duquel le tactique se l'emporte sur le stratégique, la lutte pour la direction de l'appa-

Idéologies et idées

reil se confondent avec celle pour la conquête des postes de pouvoir. De ce côté-là aussi, le processus de la défection présidentielle a multiplié le nombre des écuries et a servi des candidats potentiels.

Dans son *Histoire de la pensée politique* en France de 1789 à nos jours, Loïc Philip s'efforce à une appréciation nuancée de la gestion socialiste « dans la durée », car cette dernière avait été jusqu'alors mesurée à la gauche. « Au total, écrit-il, le bilan est plutôt positif, si on le compare aux expériences françaises précédentes ou à la plupart des expériences étrangères. Mais ce retour des socialistes à la responsabilité du pouvoir n'a pas suscité un renouvellement de la pensée socialiste. François Mitterrand s'est présenté comme un modernisateur du capitalisme et non comme l'initiateur d'un nouveau socialisme ». D'une manière plus générale, le même auteur relève : « le socialisme démocratique n'a pas réussi à forger, face à la doctrine marxiste, une doctrine suffisamment cohérente et attractive. Sur le plan pratique, les principaux modèles, le socialisme suédois, le travaillisme britannique, le social-démocratie allemande, le socialisme français, se sont avérés décevants dans la mesure où ils se sont surtout traduits par le maintien ou l'accroissement d'avantages purement sociaux. Comme on l'a souvent reproché à la social-démocratie, son objectif

se limite, en définitive, à une gestion plus juste du système capitaliste mais sans remettre en cause celui-ci ». Fait-il conclure de ces constats doux-amers à l'effacement inéluctable de l'idéologie, si foisonnante, si conflictuelle, de la pensée politique ?

Si différents qu'ils soient dans la définition de leur champ d'étude et dans leur approche du sujet, aucun des deux ouvrages cités n'aboutit à cette conclusion. Qu'il recouvre, depuis leurs origines, toute l'histoire des idées politiques en Occident, comme le fait la préface de Marcel Prédot et Georges Lescuyer, ou qu'il s'en tienne à l'histoire de la pensée politique en France depuis la Révolution, en portant un intérêt particulier aux divers socialismes, comme s'y emploie Loïc Philip, les deux chemins ne débouchent pas sur une fin, ou sur une impasse. Au contraire, le simple rappel de la vitalité et de la diversité de la production des hommes dans ce domaine laisse plutôt prévoir qu'elle n'est pas prête de se tarir.

« S'il existe un message », observe Georges Lescuyer, ce n'est pas que *Clio* va prendre une sorte de retraits anticipés ». Certes, la victoire de la démocratie sur le « socialisme scientifique » apparaît comme un fait indéniable, mais, seul à s'en tenir à la méthode Coué, cela n'implique pas qu'elle ait triomphé de tous les totalitarismes. Aussi, cet auteur met-il beaucoup de prudence dans ses analyses. Ne

serait-ce que parce que les idées survivent aux idéologies, que parce que ce sont les hommes qui font l'histoire, avec leurs rêves et leurs espérances : sursaut de sources qui restent vivies.

Loïc Philip se demande si l'on va assister au développement de nouvelles idéologies fondées notamment sur l'écologie et le nationalisme ? Ses espoirs dans l'avenir de la pensée politique se situent dans « une renaissance de la pensée socialiste sur de nouvelles bases », car toutes les potentialités n'ont pas été explorées. Justement, l'histoire des idées politiques, en même temps qu'elle enregistre des essors et des déclin, des succès et des échecs, renvoie à une plus fine appréciation des choix qu'elle a opérés. L'auteur rappelle que l'assimilation entre socialisme et étatisme n'a pas toujours été la règle, que l'interventionnisme et la dirigisme sont bien antérieurs au socialisme et que celui-ci ne précède pas que de Marx. Bref, il y a encore matière à cogiter.

De ces deux survols de la pensée politique, il ressort que ce n'est point parce qu'il n'y a pas eu de réponse universelle et définitive à son mode d'organisation sociale que l'homme va cesser de mettre le monde en question. Bien au contraire, il lui faudra continuer de le faire, si désorienté et méfiant qu'il paraît à cet égard dans une conjoncture de désillusion.

► *Histoire des idées politiques*, de Marcel Prédot et Georges Lescuyer. Préface Deloiz, 802 pages, 210 F.

► *Histoire de la pensée politique en France de 1789 à nos jours*, de Loïc Philip. Economica, 320 pages, 145 F.

مكتبة الأمل

POLITIQUE

législatives

M. de Villiers : « La future majorité se suicide en allant au pouvoir »

Dans un entretien à l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* du 11 janvier, MM. Philippe de Villiers, député (app. UDF) de Vendée, et Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire, expliquent pourquoi le mouvement Combat pour la France, qu'ils viennent de fonder, même campagne contre une éventuelle cantonalisation. « S'il est un sentiment qui progresse dans l'opposition, c'est bien l'hostilité à une nouvelle codirection de la France », déclare M. Debré. De Jacques Chirac à Valéry Giscard d'Estaing en passant par Pierre Méhaignerie, tout le monde admet aujourd'hui le caractère suicidaire de l'expérience. Répondant à ceux qui, tel M. Lang, dénoncent un « putsch constitutionnel », le maire d'Amboise affirme : « Les textes permettent à un président élu de rester en fonction, sur la base de sa légitimité propre. Soit. Mais où est-il écrit que ce président aurait le droit d'en user pour contrecarrer la légitimité toute neuve du gouvernement sorti des urnes ? C'est là, et pas ailleurs, que résiderait le putsch constitutionnel. »

Pour sa part, M. de Villiers rappelle que, comme secrétaire d'Etat du gouvernement Chirac, il a pu « constater combien la cohabitation était une machine à tout pérorer ». Estimant que la nomination du futur garde des sceaux au terme d'un « marchandage serré entre l'Elysée et Matignon » serait « un déni de justice » et « une complicité objective avec la corruption socialiste », M. de Villiers précise : « Notre but n'est pas, à priori, de créer une crise politique, mais de convaincre la future majorité

qu'elle se suicide en allant au pouvoir. S'il n'y a pas de candidat à Matignon (...) ou si, cas de figure plus plausible, ces candidats savent d'avance qu'ils n'ont aucune chance d'être investis par la future majorité, que peut faire M. Mitterrand ? Il n'a, en fait,

que deux solutions : ou se retirer, faute d'être en mesure de former un gouvernement ; ou organiser un référendum destiné, à l'exemple de ceux du général de Gaulle, à vérifier sa légitimité démocratique. »

« Contre le racisme et les exclusions »

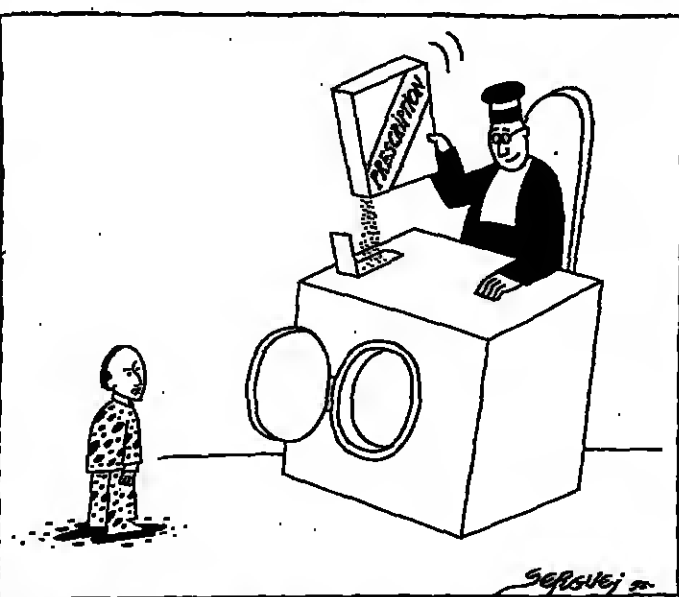
Soixante organisations appellent à une manifestation le 6 février à Paris

Une soixantaine d'organisations — dont le PS, le PCF, la Ligue communiste révolutionnaire et les Verts — ont souscrit à l'appel à une manifestation nationale « contre le racisme, les exclusions et pour l'égalité des droits », samedi 6 février à Paris, lancé par les associations antiracistes et de travailleurs immigrés (*le Monde* du 13 décembre 1992). Devant la montée du racisme et de la xénophobie en Europe, « il y a urgence d'un sursaut », ont affirmé, jeudi 7 janvier, les organisateurs du défilé, SOS-Racisme, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), le Conseil des associations d'immigrés de France (CAIF) et la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI).

Dénonçant « les renoncements et concessions du gouvernement aux partisans de l'exclusion », notamment sur le droit de vote des étrangers, les organisateurs ont exprimé le souhait que la campagne électorale

ne soit pas l'occasion « de prendre une fois de plus les immigrés comme boucs émissaires ». Le défilé, qui aura lieu entre la place de la République et celle de la Nation à quelques semaines des élections législatives, veut aussi mettre en garde « les hommes politiques qui essaieraient de toucher au code de la nationalité et au droit de vivre en famille ». Outre les partis de gauche et les Verts, l'initiative est soutenue par des syndicats (CGT, SGEN-CFDT, SNES, UNEF), et des associations (Ligue des droits de l'Homme, Organisation des banlieues unies, CIMADE, Droit au logement, FCPE). Le PS, qui avait lancé un mot d'ordre séparé le 25 janvier 1992 lors d'une manifestation similaire et avait dû renoncer à défilé, s'est joint cette fois-ci à la plate-forme des organisateurs, qui comprend le droit de vote des immigrés, la défense du droit d'asile ainsi que l'égalité dans la liberté de circulation, une justice égale pour tous, le refus de la double peine.

premier ministre, l'ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité et l'ancien secrétaire d'Etat à la santé réagissent différemment. Ce dernier, M. Hervé, aurait l'intention de s'en rapporter à la sagesse de la commission d'instruction. « Nous n'avons pas soulevé ce moyen et nous ne le souleverons pas », a précisé l'un de ses avocats, M. Patrick Maisonneuve. M. Dufoux pourrait à l'inverse argumenter en faveur de la prescription. « Notre rôle ne consiste pas à faire plaisir à l'opinion publique mais à faire du droit », indique son défenseur M. Bernard Caban. M. Laurent Fabius, désireux pour sa part d'être lavé des accusations portées contre lui, pourrait être



général près la Cour de cassation, lors de l'audience solennelle de rentrée, évoquant le rôle délicat du ministère public : « La Haute Cour, ce n'est pas notre univers habituel, ce ne sont ni nos principes ni nos pratiques ! Et pourtant on nous demande à nous, parquets, aux chefs de nos collèges du siège chargés de l'instruction, d'apporter à une juridiction qu'il faut bien qualifier « d'exception » les garanties « de droit commun » dont nous sommes porteurs, celles qui tiennent à nos statuts, à nos outils de travail, à notre professionnalisme... »

« Un sauf-conduit judiciaire »

En l'occurrence, la loi ne fait pas défaut mais bien plutôt la jurisprudence, comme nous l'ont indiqué les avocats des trois anciens ministres. « La question de la prescription se pose, mais il n'y a pas de réponses certaines », souligne M. Arnaud Lyon-Caen, l'un des défenseurs de M. Fabius. Confrontés à cette situation inédite, il semble du reste que l'ancien

tenté de soutenir que les faits qu'on lui impute ne sont pas prescrits. Au nom de la politique. Au nom de ce bon sens retrouvé, après tant d'hésitations et de volte-face, lorsqu'il avait lancé fin décembre aux députés : « Je viens vous demander de m'accuser de fautes que je n'ai pas commises. » Mais d'ores et déjà, nul ne peut exclure que la commission d'instruction de la Haute Cour, après avoir entendu la défense des anciens ministres et les réquisitions du parquet général le 22 janvier, prononce l'irrecevabilité des poursuites votées par le Parlement. Dans ce cas, trois ans après que M. Christian Nucci, ancien ministre de la coopération, accusé de détournement de fonds publics, eut profité d'un non-lieu à la faveur d'une loi d'amnistie, trois de ses amis politiques bénéficieraient — sans que le pouvoir législatif ou l'exécutif l'aient cette fois demandé — d'une autre forme de sauf-conduit judiciaire.

LAURENT GRELSAMER

La Haute Cour saisie par le doute

Suite de la première page. Par sagesse et esprit de méthode, les juges de la Haute Cour suprême garantissent les fondations de leur instruction avant d'entamer leurs recherches et de commencer leurs auditions. Dans l'autre cas, la commission d'instruction pose, non sans courage, un problème jusqu'ici ignoré des parlementaires ou examiné trop succinctement par eux. La résolution de mise en accusation votée les 19 et 20 décembre 1992 par l'Assemblée nationale et le Sénat vise en effet les trois anciens ministres « à propos des arrêtés interministériels du 23 juillet 1985 (...) rendant obligatoire le dépistage du virus du sida dans les dons du sang à compter du 1^{er} août 1985 et le non-remboursement des produits non chauffés (pour les hémophiles) à compter du 1^{er} octobre 1985 ». Voilà pour les personnes, voilà pour les faits. Reste la qualification qui pourrait juridiquement ruiner l'accusation : les parlementaires ont retenu la non-assistance à personnes en danger, soit l'article 63 du code pénal.

« Une juridiction d'exception »

A priori, ce délit ne présente pourtant guère de chausse-trappes. Le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, et le docteur Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la santé, avaient été inculpés de ce chef-là à l'occasion du procès des responsables de la transfusion sanguine. La chronologie judiciaire ne souffrait pas de contestation. Les faits jugés remontaient à 1985. Le réquisitoire introductif avait été signé en 1988. Le délai de prescription, qui est de trois ans en matière délictuelle, avait donc été respecté.

Il n'en irait pas forcément de même aujourd'hui devant la commission d'instruction de la Haute Cour. Ainsi certains juristes font-ils valoir que les principaux actes de procédure ayant jalonné le premier procès de l'affaire dite du sang contaminé, qui pour le commun des justiciables rouvrent à chaque fois le délai de trois années durant lequel la prescription ne peut jouer, seraient inopérants à l'encontre des anciens ministres. La stricte application de la Constitution de 1958 voudrait que seule puisse être prise en compte la mise en mouvement de l'action publique déclenchée par les deux Assemblées en décembre 1992. Soit sept ans après les faits visés.

Tout à la fois requis par le Parlement d'instruire à charge et à décharge les dossiers de M. Fabius,

LA REPUBLIQUE LIBANAISE

Réhabilitation, Extension et Généralisation du Secteur des Télécommunications

PREQUALIFICATION DES ENTREPRENEURS

Afin de réaliser la politique du Gouvernement visant à satisfaire les besoins du Liban dans tous les domaines des services publics, dont la réhabilitation, l'extension et le développement du secteur des télécommunications,

Et désirant prendre les mesures nécessaires pour assurer des services téléphoniques avec une densité minimale de 35% conformément aux normes du XXI^{ème} siècle,

Les données émanant du Ministère des Postes et Télécommunications (MPT), et prises en compte dans le "National Emergency Reconstruction Program" (NERP), indiquent la nécessité d'assurer un minimum d'un million et demi de lignes téléphoniques;

Le MPT et le Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR) comptent satisfaire ces besoins par la réalisation de :

- 500.000 lignes par réhabilitation et modernisation du réseau actuel.
- 500.000 nouvelles lignes par extension du réseau.
- 500.000 lignes par réalisation d'un réseau cellulaire.

Le Gouvernement a entrepris les démarches nécessaires à la réalisation du réseau cellulaire et en conséquence le MPT et le CDR annoncent leur intention de réaliser un million de lignes téléphoniques par l'amélioration, le développement et l'extension du réseau actuel selon le programme suivant :

- a- Construction de lignes pour le réseau local d'une capacité de 650.000 lignes et équipement de centraux électroniques nouveaux pour 500.000 lignes afin de couvrir tout le Liban.
- b- Remplacement des 16 anciens centraux électro-mécaniques par des équipements électroniques modernes pour une capacité de 178.000 lignes, comprenant la réalisation d'un réseau numérique à intégration de services (RNIS).
- c- Construction d'un réseau de transmission par câbles de fibres optiques et par faisceaux hertziens, numérique, de diverses capacités de manière à assurer les liaisons entre les différents centraux.
- d- Renforcement des liaisons internationales entre le Liban et le monde par la construction de deux stations libanaises modernes (IDR).
- e- Equipement de stations d'énergie, y compris les batteries, les groupes électrogènes et les systèmes de protection.
- f- Remplacement de l'ancien central telex par des équipements électroniques modernes (4000 lignes).
- g- Réhabilitation des centraux électroniques actuels (MT25 et E10B), ainsi que leurs satellites, et mise à jour de leur logiciels y compris la mise en oeuvre du système de signalisation CCITT no. 7 et les facilités RNIS.
- h- Réhabilitation des faisceaux hertziens et remplacement des systèmes obsolètes.
- i- Réhabilitation du réseau téléphonique local (400.000 lignes) sur l'ensemble du territoire libanais.
- j- Réhabilitation des stations d'énergie, y compris le remplacement des batteries, si nécessaire, et la réhabilitation des groupes électrogènes.

Tous les projets sus-mentionnés seront exécutés sous la supervision des experts et des consultants désignés par le MPT et le CDR.

Des firmes internationales spécialisées seront désignées pour améliorer les performances des services rendus par le MPT en particulier au niveau de la direction des projets, de l'exploitation et de la maintenance.

Par conséquent, les entreprises capables d'exécuter ces projets de réhabilitation, de modernisation et d'extension sont invitées à soumissionner pour la préqualification.

Les justificatifs de non-qualification d'une firme ou d'un consortium ne seront pas donnés, et les coûts encourus pour la préqualification ne seront pas remboursés. Les invitations à soumissionner seront limitées aux firmes, ou consortiums préqualifiés.

Le MPT et le CDR invitent les firmes ou consortiums intéressés à se procurer les documents de préqualification à partir du 11 Janvier 1993 au :

Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR)
Tallet El Serail
Beyrouth - Liban

La date limite pour soumettre les dossiers de préqualification avec tous les documents exigés, est fixée au 26 Février 1993 à midi.

CATASTROPHES

Après le naufrage du pétrolier « Braer »

La marée noire menace l'économie de l'archipel des Shetland

La tempête qui redouble, samedi 9 janvier, sur les îles Shetland, au nord de l'Ecosse, empêche toujours de procéder aux opérations de pompage des soutes du pétrolier libérien *Braer*, échoué le 5 janvier à la pointe sud de l'archipel. Les spécialistes néerlandais de la société de ramorquage Smit Tak sont arrivés sur place vendredi. Ils estiment qu'il leur faudra trois jours d'accalmie (un vent de

force 6 au maximum) pour installer leur matériel lourd, soit une plate-forme et un ponton.

Une fois à bord, ils pourront évaluer la quantité de pétrole encore présente dans les cuves du tanker, qui en transportait 84 000 tonnes lorsqu'il s'est échoué. Cinquante hommes seront mobilisés pour pomper le pétrole puis ramorquer l'épave. Selon M. Dan Kaasbeek, porte-parole de

le Smit Tak, le coût de cette opération « très délicate en raison des conditions météorologiques », devrait s'élever à « plusieurs millions de dollars ».

En marge de ces préparatifs, la pollution continue de gagner du terrain le long des côtes ouest. Les autorités assurent qu'elle ne présente aucun danger pour la population, mais reconnaissent que les vapeurs de pétrole peuvent occasionner

des troubles mineurs (picotements dans les yeux, irritations dans la gorge...).

Actuellement, cette marée noire touche surtout les animaux - oiseaux, poissons, bétail - et risque de mettre en péril l'économie, jusque-là plutôt prospère, de cet archipel de 23 000 habitants. Les élevages de saumons et les troupeaux de moutons sont particulièrement menacés.

Les Britanniques attendent l'accalmie pour passer à l'offensive

LONDRES

de notre correspondant

La lente agonie du pétrolier *Braer* semble avoir atteint le stade terminal. Le ministère britannique des transports a confirmé, vendredi soir 8 janvier, que le navire commençait à se briser, probablement en deux parties, au niveau de la poupe. Mais, contrairement aux craintes émises ici et là, cette séparation ne signifie pas forcément une aggravation de la pollution marine, au contraire. Selon le capitaine Geert Koffman, l'expert de la compagnie néerlandaise Smit Tak spécialisée dans les opérations de sauvetage de navires, la cassure du bateau pourrait avoir pour effet de stabiliser la partie de la coque contenant les réservoirs d'hydrocarbures, rendant ainsi plus aisée une opération ultérieure de pompage.

Celle-ci est déjà prévue pour le début de la semaine prochaine. D'ici là, les conditions météorologiques, qui se sont nettement dégradées depuis samedi matin - le vent aurait atteint la force 12 (1) - devraient s'être améliorées. Si tel est le cas, une double action sera engagée. Une barge de pompage d'une capacité de 8 000 tonnes, en provenance de Rotterdam, sera ancrée à proximité du *Braer*, afin de transvaser le pétrole restant dans les soutes (probablement un peu plus de la moitié des 84 000 tonnes de la cargaison initiale); d'autre part, des canions-cisternes procéderont à la même opération à partir du rivage. Le pétrole collecté sera ensuite acheminé par route jusqu'au terminal pétrolier de Sullom Voe.

Enfin les opérations aériennes d'épandage de « dispersants » chimiques - lesquelles sont menées par une flotte de six avions Dakota DC3 (2) - pourront alors reprendre. Les conséquences économiques de la marée noire du *Braer* prennent, d'autre part, une ampleur critique pour les habitants des îles Shetland. Les loquitudes des éleveurs de saumon (*lire ci-contre*) se sont confirmées vendredi avec la décision prise par le ministère chargé de l'Ecosse d'interdire totalement la pêche dans une zone allant jusqu'à 18 milles le long de

la côte est, et 21 milles sur la côte ouest. Cette interdiction vise le pêche du poisson mais aussi les fermes d'élevage de saumon.

L'association regroupant les éleveurs de saumon avait elle-même déposé cette mesure en introduisant volontairement un embargo sur la pêche couvrant une très large zone. Pratiquement, ces décisions reviennent à interrompre la production dans une quinzaine de fermes de saumon, ce qui représente un tiers de la production des Shetland (celle-ci atteint 10 000 tonnes, la production totale de la Grande-Bretagne s'élevant à 40 000 tonnes). Il semble cependant que le souci des Shetlanders de protéger la réputation du saumon écossais se heurte déjà aux retombées médiatiques du naufrage du *Braer*.

Le groupe de magasins à grande

surface Marks & Spencer a en effet annoncé vendredi sa décision de cesser ses achats de saumon en provenance des Shetland, à titre de « mesure temporaire de précaution ». Il est probable que cet exemple sera imité par d'autres chaînes de magasins : les groupes Tesco, Sainsbury et Safeway indiquent qu'ils sont en train d'évaluer la situation.

LAURENT ZECCHINI

(1) Des vents de force 12 (échelle de Beaufort) signifient un ouragan. La vitesse moyenne des vents est de 118 à 133 km/h et la hauteur des vagues peut atteindre et dépasser 14 mètres.

(2) Cet appareil bénéficie d'une longévité et d'une réputation exemplaires : le premier prototype a été construit en 1935, et sa production a été interrompue en 1947. Un millier d'exemplaires volent encore.

Ultramar Canada obtient des garanties d'indemnisation

MONTRÉAL

correspondance

« La perte d'une cargaison occasionne des inconvénients mais ne peut causer une pénurie » de carburant au Canada. M. Louis Forget, porte-parole d'Ultramar Canada, ne se fait pas de souci pour l'approvisionnement de la raffinerie de Saint-Romuald, au sud de Québec, où le pétrolier *Braer* devait livrer à la mi-janvier ses 84 000 tonnes de brut léger.

Cette raffinerie alimente les quatre 1 400 stations-service Ultramar des provinces de l'est du Canada, dont 850 au Québec. Troisième pétrolier de l'est du Canada et de la province québécoise, la filiale de l'América Ultramar Corporation, s'est surtout inquiétée du remboursement des 20 millions de dollars canadiens (environ 68 millions de francs) qu'elle avait payés d'avance pour la cargaison. Par mesure de précaution, elle avait aussi bloqué,

mardi 5 janvier, à son terminal de Saint-Romuald, le départ du pétrolier *Celtic*, « jumeau » du *Braer*, pour obtenir des garanties de remboursement de leur propriétaire américain, Bervill and Hudson Shipping.

« Le chargement perdu sera compensé intégralement », a indiqué M. Forget en annonçant le lendemain une entente avec l'armateur et la levée de la saisie du *Celtic*. Celui-ci a pu quitter le quai d'Ultramar après avoir subi une inspection complète. A l'aller, en effet, le pétrolier avait eu des problèmes de moteur, son système de pompage censé empêcher la surchauffe des machines semblant mal fonctionner dans les eaux glacées du fleuve Saint-Laurent.

Le *Braer* n'en était pas à son premier voyage en direction du Canada. Il était même venu décharger une cargaison en juin dernier à la raffinerie de Saint-Romuald. « Le pétrolier était fiable », assure M. Forget. (Antony)

Saumons et moutons en péril

ILES SHETLAND

de notre envoyé spécial

Trois kilomètres, 2 kilomètres, un kilomètre... Samedi 9 janvier, au quatrième jour de l'agonie du pétrolier *Braer*, à l'extrémité sud des îles Shetland, l'angoissant compte à rebours touchait à sa fin. La nappe de pétrole commençait à pénétrer dans l'un des secteurs où sont élevés des centaines de milliers de saumons. Les systèmes de protection mis en place par les éleveurs - essentiellement des barrières flottantes mais aussi un barrage de rochers jetés à la mer - paraissaient bien dérisoires. La tempête, sans se soucier de ces gestations, continuait de pousser l'eau polluée vers les côtes, en direction du nord. Dès lors, prisonniers des vastes enclos où ils barbotent nageoires contre nageoires depuis leur naissance, le plupart des poissons semblaient condamnés à mourir dans une mer huileuse et poisseuse.

Ce probable massacre, redouté depuis que la première goutte de pétrole s'est échappée des cuves du tanker, ôte tout espoir de sauvegarde des défenseurs de l'environnement. Il met aussi en péril l'économie de l'archipel. L'industrie du saumon, deuxième activité économique locale après le pétrole, emploie un millier de personnes. Pour certains éleveurs, cette marée noire pourrait donc avoir des conséquences désastreuses. L'un d'entre eux, M. Dany Watt, risque ainsi de perdre 60 000 poissons. Ses quatre enclos, renfermant chacun 15 000 poissons, sont directement menacés puisqu'ils sont enclavés au large de Barra, une presqu'île escarpée où sont implantées de nombreuses exploitations.

La valeur marchande d'un saumon s'échelonne entre 20 et 100 F, le coût de la pollution sera, pour sa société, de plusieurs cen-

taines de milliers de francs. « Je suis assailli par ce type de catastrophes », précise M. Watt, qui s'élève contre la dégradation des répercussions sur le cours du saumon des Shetland (un quart de la production britannique) : « Que les parcs soient pollués au nan, le résultat sera le même : les gens ne voudront plus acheter du poisson de chez nous ». En attendant que les vagues brunes qui ne sont plus qu'à 3 kilomètres de son premier parc, il en est réduit à partir seul, à la barre de son chalutier bleu. Sans grande illusion, il installe des barrages flottants et n'oublie pas de couvrir des saumons qui, loli ou tard, devront suffoquer dans l'eau polluée.

Avez d'impuissance

Mais le pétrole du *Braer*, particulièrement fluide, ne se contente pas de se faufiler dans le dédale des rivières et des lacs. Malheureusement, il se ventouse dans les rochers et les rochers, pas un légume qui ne soit déjà souillé. Le pétrole est partout, jusque sur les visages trop longtemps exposés aux embruns pollués. Les premières victimes de cette pluie d'hydrocarbures sont les moutons qui persistent à brouter l'herbe comme si de rien n'était, risquant ainsi de s'intoxiquer.

« Je crains surtout les effets à long terme, impossibles à déterminer aujourd'hui. Dans trois ou quatre ans, qui sait si nous ne verrons pas naître des mutants handicapés, des bêtes difformes et malades ? » Dans sa maison du village de Sandwick, où une bouteille de

whisky attend toujours le visiteur de passage, M. Jacky Henderson, propriétaire d'un élevage de moutons, s'élève avec une force au-dessus de la mesure. Avec 900 « têtes », il est le plus important propriétaire du sud des Shetland. 300 de ses moutons vivent en permanence à Moussa, une petite île qui lui appartient, sur la côte est. Et si le vent décide de pousser la nappe de pétrole jusqu'aux rives de ce gros rocher coiffé d'herbe, M. Henderson et son fils ne pourront aller les secourir : « Comment récupérer un tel troupeau et lui faire traverser la mer en pleine tempête ? »

Faute d'un contrat d'assurance prévoyant ce type de catastrophe, il restera alors aux Henderson à exiger des dédommagements. Un mouton adulte se vend 400 F mais le cours du Shetland risque de chuter très rapidement. Le conseil des îles Shetland, sorte de « gouvernement » local, a déjà promis des aides d'urgence aux agriculteurs touchés par la pollution (l'agriculture emploie 1 100 personnes sur l'ensemble de l'archipel).

Le pire est peut-être à venir

L'évacuation des bêtes des zones les plus exposées a également été envisagée. Elle reste néanmoins difficile à mettre en œuvre. Certaines exploitations étant très vastes, il faudra du temps aux éleveurs pour attraper leurs moutons et les emmener vers des pâturages plus sûrs. Si 500 bœufs ont déjà été mis à l'abri, d'autres bêtes pourraient quitter l'archipel pour aller trouver refuge à Aberdeen, le port écossais le plus proche.

Mais les éleveurs craignent que ce séjour loin de leur terre natale ne favorise, à leur retour, l'importation aux Shetland de virus dont ils ont toujours cherché à se protéger. Des moutons, des

saumons par milliers, des centaines d'oiseaux migrateurs... Vague après vague, à mesure que la nappe sans fin déploie ses tentacules, les habitants font l'inventaire des victimes du *Braer*. Ils savent que le pire est peut-être à venir.

Déroutants de sang-froid, ils ne cèdent pas pour autant à l'affolement. Rares sont les pêcheurs ou les agriculteurs vraiment désespérés. De même, les curieux n'affloient pas aux abords de l'épave. Tout se passe comme si les Shetlanders, cloîtrés dans leurs maisons grises, attendaient le fin de la tempête pour retrouver leurs manches et ébaucher leurs bottes, aux côtés des ornithologues qui ramassent les oiseaux morts ou agonisants.

Alors seulement, ils pourront déterminer le coût de cette catastrophe et s'interroger sur leur avenir. « Comment convaincre-t-on les touristes de revenir ici ? », s'interroge d'ores et déjà un hôtelier. Ils étaient 50 000 chaque année à s'évacuer sur ces collines que le vent a modelées à sa guise. Combien seront-ils si l'archipel des cornues et des tourterelles devient celui des moutons à trois pattes et des saumons noirs ?

PHILIPPE BROUSSARD

Une « marée humaine »

Le naufrage du *Braer* ne provoque pas seulement un bouleversement de l'écosystème des îles Shetland. Près de deux mille « continentaux » (soit 10 % de la population de l'archipel) ont en effet débarqué à proximité des rivages pollués : écologistes, journalistes, défenseurs des oiseaux et des phoques, fonctionnaires, ministres et secrétaires d'Etat, et même membres de la famille royale - le duc d'Edimbourg et le prince de Galles sont attendus.

Une chasse frénétique s'est engagée pour dénicher l'ultime chambre d'hôtel, et la moindre guimbarde se loue à prix d'or. Les hélicoptères privés se multiplient au-dessus de l'épave, les ferries bravent la tempête pour écheminer le ravitaillement indispensable en nourriture et boisement, et le *Times* note : « Dans les hôtels, on met à frir suffisamment de haddock et de chips pour couler le Titanic... »

L. Z.

EN BREF

Six blessés dans le « crash » d'un Tupolev sur l'aéroport de Delhi. - Un Tupolev-154 ayant 153 personnes à son bord s'est écrasé à l'atterrissage, samedi 9 janvier, sur l'aéroport de Delhi. L'avion, qui arrivait de Hyderabad, était l'un des six appareils récemment affectés par Indian Airlines à la Uzbek Airlines pour contourner une grève de ses pilotes, lancée le 10 décembre 1992. Aucun mort n'est à déplorer, bien que le Tupolev se soit brisé et ait pris feu. Il y a six blessés graves, dont un des deux pilotes russes, et plusieurs blessés légers. En raison, apparemment, du brouillard, l'avion a heurté un pylône de signalisation lumineuse et a touché terre hors de la piste. - (AFP, AP, Reuters, UPI)

Une conférence-débat du Forum ENSE et du Monde sur « les enjeux économiques de l'environnement ». - Le Forum ENSE et le Monde organisent, lundi 11 janvier à 19 heures, au grand amphithéâtre de la Sorbonne (47, rue des Ecoles), une conférence-débat sur « les enjeux économiques de l'environnement », avec la participation de M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie, M. Michel Barnier, président du conseil général de la Savoie, M. Claude Desvall, directeur de la prospective d'EDF, M. Jean-Bertrand Drummé, directeur général de Sandoz-France, M. Philippe Germa, délégué général de Génération Ecologie, M. Jacques Mistral,

directeur scientifique d'AXA, et M. Joël de Rosnay, directeur du développement à la Cité des sciences. Le débat sera animé par Roger Cans, journaliste au Monde. Entrée libre.

Rectificatif. - Dans l'article récapitulant les précédents accidents de pétroliers (page « Point », le Monde du 7 janvier), nous avons écrit qu'en janvier 1976 l'*Olympic-Braer*, super pétrolier tout neuf transportant 250 000 tonnes de brut, s'échouait à Ouessant. Sa capacité était bien de 250 000 tonnes mais le tanker, sortant des chantiers, était vide, et la marée noire a été provoquée par les centaines de tonnes de carburant servant à sa propulsion.

Après l'accident des Eparges (Sère)

Polémique autour de la circulation des poids lourds dans les agglomérations et sur les grands axes

L'accident de poids lourds qui, jeudi 7 janvier, a provoqué la mort de dix personnes et blessé six autres, dont trois gravement, dans la commune d'Eparges (Sère) (*le Monde* du 9 janvier), a conduit le maire, M. Jean Martinet, à prendre, vendredi 8 janvier, un arrêté interdisant provisoirement la traversée de sa commune aux poids lourds de plus de 3,5 tonnes. Ce texte prévoit que ces dispositions resteront en vigueur jusqu'à ce que la commission d'enquête administrative désignée par le secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, M. Georges Sarre, rende ses conclusions. Normalement, la préfecture doit dépendre la commune dispose de deux mois pour juger de la validité légale d'un tel arrêté. Mais, au vu des délais fixés par le maire des Eparges, la préfecture a jugé qu'il était immédiatement applicable.

Favoriser les liaisons rail-route

Les deux enquêtes, judiciaire et administrative, ouvertes sur cet accident s'annoncent longues et difficiles. Les experts estiment qu'ils auront du mal à « faire parler » les épaves calcinées des quatre voitures et des deux poids lourds impliqués dans cette collision. Seuls commencent de preuve, des témoignages affirmant que, dans la longue descente précédant le village, de la fumée s'échappait des roues du camion citierne responsable de la collision, signe vraisemblable d'un problème de frein. Pourquoi, à ce moment, le chauffeur n'a-t-il pas utilisé le terre-plein d'arrêt d'urgence situé avant les premières maisons des Eparges ? A l'enquête de le dire.

Mais ce nouvel accident, dû à la rupture des freins d'un transport routier, chargé en plus de matières dangereuses, pose à nouveau le problème de la traversée des agglomérations par ces poids lourds et celui aussi de leur circulation sur de longs trajets. La réglementation, bien que déjà très stricte en France dans ce domaine, suffit-elle ? Certainement pas si l'on en juge par la polémique lancée sur le sujet par les politiciens.

L'ancien ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, s'est étonné d'entendre M. Georges Sarre affirmer qu'il faudrait moins de camions sur nos routes. Depuis cinq ans qu'il est au ministère des transports, il n'a fait ni loi, ni décret pour favoriser l'accroissement de la circulation des poids lourds malgré ses alertes répétées. « Ce qu'il faut, c'est, dit-il, « impérativement », rendre public un plan d'endiguement de la marée des poids lourds, « construire une autoroute ferroviaire et obliger les poids lourds à l'emprunter ».

Une opinion que partage l'actuel ministre de l'environnement, M. Sébastien Royat, mais que le vice-président de la Fédération nationale des transporteurs routiers conteste en affirmant que, « sur la route, il n'y a qu'une unité de matière dangereuse qui circule, alors que par voie ferrée, ces unités sont regroupées pour former des trains qui traversent les agglomérations ».

DÉFENSE

Pour remplir ses missions extérieures

La France a loué trois avions ravitailleurs aux Etats-Unis

Depuis quelques jours, la France a loué, pour une durée de dix-huit mois, à l'armée de l'air américaine, trois avions ravitailleurs KC 135, qui volent sous les cocardes tricolores et qui sont servis par des équipages français. Ces appareils - des quadriacteurs Boeing 707 modifiés et dotés de moteurs CFM-56 franco-américains - sont basés à Istres (Bouches-du-Rhône), où l'armée de l'air française entretient une flotte de onze avions du même type qui lui appartiennent.

Cette location témoigne des difficultés, d'une manière générale, des armées françaises - et notamment de l'armée de l'air, tant pour ses ravitailleurs en vol que pour ses avions de transport - à faire face à l'accroisse-

tion et à la multiplication des engagements extérieurs de la France avec des moyens opérationnels qui s'avèrent modestes en regard.

L'armée de l'air l'admet, qui évoque, pour justifier cette location, le fait qu'elle est confrontée à des problèmes de disponibilité. Outre ses propres KC 135 - douze exemplaires ont été achetés à l'origine à Boeing pour ravitailler les avions de la force de dissuasion, mais un s'est écrasé à l'atterrissage, il y a vingt ans, en mission pour les essais nucléaires en Polynésie - l'armée de l'air française a dû transformer des Transall en avions ravitailleurs pour des appareils de combat et pour d'autres avions de transport.

مکان الملائم

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Pour la première fois en France

Une Africaine est condamnée à un an de prison ferme pour avoir fait exciser ses filles

Pour la première fois en France, une Africaine a été condamnée à une peine de prison ferme pour avoir fait pratiquer le rite de l'excision sur ses filles. Vendredi 8 janvier, la cour d'assises de Paris, présidée par M. Bernard Ligout, a infligé cinq ans de prison dont quatre avec sursis à M^{me} Teneng Jahate, trente-quatre ans, Gambienne, reconnue coupable du crime de « coups et blessures volontaires sur enfants de moins de quinze ans ayant entraîné une mutilation ».

L'interprète vient à peine de traduire le verdict en dialecte sarakolé que M^{me} Teneng Jahate éclate en sanglots. Elle n'imaginait pas que le fait de se plier à la coutume puisse la conduire en prison. Elle a compris « cinq ans » et la traduction de l'application du sursis sur quatre années de la peine ne la rassure pas. « Mes enfants, mes enfants », sanglote-t-elle en se tordant les mains. Enme, la petite sœur de la rousse, mais M^{me} Jahate ne pense qu'à sa dernière fille qu'elle allaitait pendant les suspensions. L'audience civile se déroule rapidement. La cour attribue le franc symbolique demandé par l'association SOS-Femmes et, devant le chagrin de la condamnée, le président murmure à l'avocat sur le ton de l'évidence : « Elle est libre ce soir... ».

« La coutume doit céder devant l'ordre public »

Cette liberté résulte d'un mécanisme très rarement appliqué en matière criminelle. Devant la cour d'assises, les accusés comparaissent détenus, même s'ils étaient libres avant l'audience. Mais la cour peut, dans certains cas exceptionnels, ordonner une remise en liberté, ce qui évite aux accusés de coucher en prison pendant la durée des débats. M^{me} Jahate avait bénéficié de cette mesure, et la cour a considéré que sa remise en liberté restait valable même après un arrêt la condamnant à un an de prison ferme. La peine ne sera donc exécutable que lorsque l'arrêt sera définitif. En théorie, si M^{me} Jahate veut former un pourvoi en cassation, elle doit se mettre « en état », c'est-à-dire se présenter à la prison. Mais elle peut demander une dispense, et l'arrêt ne deviendrait définitif qu'après le rejet éventuel du pourvoi par la Cour de cassation, soit dans un an ou plus.

A ce moment, la peine pourrait être exécutée en comportant des aménagements prévus par la loi qui peuvent aller jusqu'à la détention... à domicile. En demandant « trois ou quatre ans de prison, dont une partie ferme », l'avocat général Jacques Mouton avait brièvement fait allusion à cette liberté accordée le soir même, afin de mieux soutenir son désir de voir prononcer une sanction sévère. « Elle sortira ce soir, mais je ne crois pas à la vertu du

sursis. Jusqu'alors les parents de fillettes excisées n'ont été condamnés qu'à des peines avec sursis. Mais la peine est un moyen de prévention. Il faut que les parents sachent que l'excision ne se pratique pas sans risque. Car c'est bien là que se trouve la finalité de ces procès contre des parents africains ayant fait exciser leurs filles : faire des exemples. Ce qui conduit à écarter « l'individualisation de la peine », un principe pourtant fondamental de notre droit qui laisse alors la place à l'exemplarité. « Je comprends que M^{me} Jahate se trouve emprisonnée dans un système. Elle est aussi une victime de cette coutume », admettait M. Mouton.

Le rite de l'excision - qui consiste en l'ablation du clitoris et des petites lèvres - concerne quatre-vingts à cent millions de femmes dans le monde. Très répandu en Afrique, il se pratique à Paris, notamment dans les communautés originaires des pays du sud du Sahara. « C'est pour que les filles soient propres », avait expliqué M^{me} Jahate pour justifier son recours à une excision répétée dans un square. « Les mères n'ont pas le choix », a plaidé M^{me} Gilles Flavigny, il y a toujours le rêve de rentrer au

pays et, là, les filles ne seront mariées que si elles sont excisées. Plusieurs associations, dont Enfance et Partage et SOS-Femmes, luttent contre cette pratique inacceptable en agissant par le biais de la prévention, et, dans certaines régions d'Afrique, des associations sont parvenues à faire réaliser une simple symbolisation du rite.

Même s'il n'est pas certain que la solution sorte d'une enceinte judiciaire, depuis 1984 l'excision est, en France, un crime qui a donné lieu à six procès dont l'un a abouti à la condamnation d'une exciseuse professionnelle à cinq ans de réclusion criminelle. Leur incidence sur la coutume est difficile à apprécier car ils peuvent avoir, par un effet pervers, conduit certaines familles à agir dans la clandestinité. M^{me} Linda Weil-Curiel, conseil de SOS-Femmes, estime que la décision de la cour d'assises va décourager les familles tentées par la coutume. Mais le défenseur de M^{me} Jahate, M^{me} Flavigny, aurait voulu que ce soit un procès normal : « Il aurait fallu juger une mère de famille, et non une victime expiatoire ».

MAURICE PEYROT

Protestant contre le nouveau code de procédure pénale

Des juges d'instruction de Strasbourg demandent à être déchargés de leur fonction

L'opposition à la réforme du code de procédure pénale récemment adoptée par le Parlement (la loi du 23 décembre 1992) est entrée dans une phase active au tribunal de Strasbourg, dont les juges d'instruction ont demandé à être déchargés de leur fonction. Cette grève devrait se développer dans les prochains jours, a estimé l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire). De son côté, le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) s'est déclaré hostile à tout boycottage des nouveaux textes.

Les sept juges d'instruction du tribunal de grande instance de Strasbourg ont demandé, dans une lettre collective adressée au garde des sceaux mercredi 6 janvier, à être déchargés de leur fonction d'instruction. Ils veulent ainsi protester contre la loi portant réforme du code de procédure pénale, adoptée le 23 décembre par le Parlement, qui entrainera, selon eux, « la multiplication des procédures pendant l'instruction » et « le ralentissement d'une justice déjà lente, au détriment des victimes ».

Les magistrats alsaciens sont les premiers à entrer en opposition active à cette réforme votée par le Parlement. Jusqu'ici, les magistrats s'opposaient au nouveau code de procédure pénale en estimant que la réforme n'entrainerait pas en vigueur avant les élections législatives de mars et pourrait alors être remise en question. Mais la loi portant réforme de la procédure pénale a été promulguée le 4 janvier et les circulaires d'application, rapidement rédigées par la chancellerie, ont prévu de mettre en œuvre ses principales dispositions dès le mois de mars.

Aussi l'Association française des magistrats chargés de l'instruction (AFMI) avait-elle dernièrement invité tous les juges d'instruction de France à se mobiliser. Dans une lettre diffusée le 4 janvier à chacun d'eux, l'AFMI avait notamment conseillé aux juges de demander systématiquement la détention des personnes dont le cas était mis en examen, ou encore d'envisager d'être déchargés de la fonction d'instruction (le Monde du 6 janvier).

Le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) a réagi en déclarant qu'il « ne s'associera pas au mouvement de boycott » apparu à Strasbourg. Bien que dénonçant « les multiples incohérences et insuffisances » de la nouvelle loi et souhaitant une réforme de plus vaste ampleur, le SM considère que la réforme « comporte d'importants acquis en matière de libertés et de renforcement des droits de la défense, dont la présence de l'avocat en garde à vue n'est pas la moindre ».

Organisme majoritaire chez les magistrats, l'Union syndicale des magistrats (USM) estime pour sa part qu'un mouvement de désapprobation va se développer contre le nouveau code de procédure pénale. L'USM juge que certaines de ses dispositions, « élaborées à la hâte dans le contexte des « affaires », auront pour effet de diminuer sensiblement l'efficacité du système pénal ». Selon cette organisation, « la multiplication des formalités de procédure aux stades de la garde à vue, de la mise en détention et de l'instruction, conduira inévitablement à des remises en liberté de délinquants chevronnés ».

Sans appeler à des postes aussi « musclés » que celles retenues en Alsace, l'USM annonce que des assemblées générales vont se multiplier dans les tribunaux, où les audiences solennelles de rentrée pourront être l'occasion de manifester la désapprobation.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LAGARDERE GROUPE

EX MMB

Madame, Monsieur, Cher actionnaire,

Il est de tradition, aux premiers jours d'une nouvelle année, d'adresser des vœux à ses amis fidèles. Par votre large approbation lors de notre Assemblée Générale du 30 décembre 1992, je sais que vous êtes de ceux-là et je vous en remercie.

Merci de votre confiance. Merci de votre fidélité. Elles nous ont permis de donner naissance à un nouvel ensemble, « Lagardère Groupe ».

Nous pouvons désormais, autour de votre société, clef de voûte de l'ensemble du dispositif, mettre en œuvre notre projet d'entreprise.

Nous sommes des entrepreneurs, soucieux de notre développement industriel, de notre internationalisation, de notre rentabilité.

Nous sommes des entrepreneurs attachés à une culture d'entreprise fondée sur la créativité, l'innovation, le dynamisme et l'indépendance.

Nous sommes des entrepreneurs respectueux des intérêts de nos partenaires, et notamment des vôtres, vous, actionnaires.

Et comme à tous ceux qui œuvrent avec nous, je vous parlerai sans détours.

Vous êtes aujourd'hui actionnaires - je devrais dire commanditaires - d'une société détenant ou contrôlant en direct deux entités, Matra-Hachette et Banque Arjel opérant dans des métiers bien distincts, et pour lesquelles nous nourrissons les plus grandes ambitions.

Pour réussir, il nous faut mettre en œuvre les stratégies industrielles et financières nécessaires.

C'est la mission impartie à Lagardère Groupe.

Dans ce but, nous avons choisi de regrouper au sein de votre société nos partenaires industriels GEC, Daimler-Benz, Norbom Telecom et nos partenaires financiers BNP, Crédit Lyonnais et GAN.

Avec eux, avec vous, Lagardère Groupe sera au cœur même de l'action pour le bénéfice de tous.

Dans cet esprit, je le réaffirme, Lagardère Groupe est et restera coté en Bourse au Règlement Mensuel.

Nous attachons une importance toute particulière à l'évolution de notre titre boursier, ce qui est la meilleure façon de remercier nos actionnaires. C'est pourquoi nous avons pris l'engagement, d'un commun accord avec nos partenaires financiers, d'assurer en permanence la liquidité nécessaire à un marché animé et régulier de nos actions.

Cet engagement, nous le tiendrons !

La modification des statuts de votre société a été adoptée à une très large majorité, vous permettant à travers un Conseil de Surveillance de vous exprimer pleinement sur la gestion confiée aux commandités.

Pour ceux qui n'auraient pas convenance à rester actionnaires d'une société en commandite par actions, nous avons toutefois souhaité leur laisser la possibilité de se retirer dans le cadre d'une offre publique (OPR) au prix de 85 F par action.

Mais après ce que je viens de vous exposer et conformément à la position exprimée par le Conseil d'Administration, je les invite à demeurer actionnaires.

Par l'ensemble des résolutions que vous avez adoptées le 30 décembre 1992, Lagardère Groupe bénéficie désormais d'une taille et d'un actionariat accrus de manière substantielle.

Vivez avec nous au cœur de la stratégie pour mener notre nouvel ensemble au rang des tout premiers groupes français internationaux.

L'assurance d'une liquidité maintenue et d'un marché boursier animé sont autant de gages qui nous permettent d'avoir foi dans le devenir de votre société.

Continuez avec nous pour un succès partagé, ce sont les vœux que je forme pour nous tous.

Bonne année 1993 !

Jean-Luc Lagardère

SPORTS

□ RUGBY : la sélection pour Angleterre-France. - La composition du XV de France qui affrontera l'Angleterre, samedi 16 janvier à Twickenham, en match d'ouverture du Tournoi des cinq nations, sera la suivante : Jean-Baptiste Lafond (Bègles), Philippe Saint-André (Montferrand), Philippe Sella (Agen), Thierry Lacroix (Dax), Pierre Hontela (Biarritz), (rs) Didier Camberabero (Béziers), Laurent Aubin Hueber (Toulon), Cécillon Cabannes (Racing), Marc Benetton (Bourgnon), Philippe Benetton (Agen), Abdelatif Benazzi (Agen), Laurent Seigne (Mérignac), Jean-François Tordo (Nice, cap.), Louis Armay (Lourdes).

• UNE GAUCHE FRANÇAISE DÉCONFITE ET SANS PROJET - Page 14

LE MONDE

diplomatique

N° 466 - 40^e année

JANVIER 1993

Médias
et
intelligence du monde

(Page 32)

32 pages - 20 F

Ausili/Abonnés : 20 F
Annonces : 60,00 F
Belgique : 140 F
Canada : 1,00 \$
Europe : 120 F
France : 120 F
Grèce : 120 F
Italie : 120 F
Japon : 1,00 ¥
Méditerranée : 120 F
Népal : 120 F
Océanie : 120 F
Pays-Bas : 120 F
Royaume-Uni : 120 F
Suisse : 120 F
Tunisie : 120 F
USA : 1,00 \$

Publication mensuelle - 5, rue Antoine-Bourdelle, 75011 Paris Cedex 15

BOSNIE, SOMALIE : NOUVELLES GUERRES EXPÉDITIONNAIRES

Intervenir

Par IGNACIO RAMONET

DEPUIS le 6 avril 1992, Sarajevo est sous les bombes. Nul long mois de destructions, de souffrances, de mort... Cette ville, où ont coexisté harmonieusement pendant des siècles d'années trois communautés - croates, musulmans et serbes - devient-elle le symbole de l'intolérance et de la folie raciste, dont la menace plane sur l'Europe en cette fin de siècle ? Les leçons du second conflit mondial et du procès de Nuremberg : la condamnation des crimes contre l'humanité et des guerres de conquête conduites au nom de théories raciales auraient-elles été oubliées ? Si Sarajevo tombe, si la communauté internationale se résigne à un « partage ethnique » de la Bosnie-Herzégovine imposé par la terreur, si elle admet une telle régression de l'esprit et de la raison politique, il s'établira un funeste précédent, dès lors invoqué dans d'autres poudrières européennes (Kosovo, Macédoine, Valodine, Slovaquie, Roumanie, Moldavie, pays baltes, Caucase...) dont l'explosion inéluctable embrasera, pour la troisième fois en ce siècle, l'ensemble du Vieux Continent.

C'est pourquoi les timbaliers des médias annoncent comme imminente l'intervention militaire des puissances occidentales en Bosnie-Serbie. Cette intervention est nécessaire. Elle était évitable.

Et l'on mesure maintenant l'impéritie de ceux (en premier lieu l'Allemagne) qui ont encouragé la dislocation hâtive de la Fédération yougoslave. En reconnaissant, dès le 23 décembre 1991, l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, Bonn et la Communauté européenne ont agi avec une crânement précipitation.

Ils ont sous-estimé le problème des minorités et celui des frontières intérieures, dont le tracé correspondait souvent aux caprices de Tito plutôt qu'aux réalités de l'histoire. Ils ont ainsi encouragé la montée de forces ultranationalistes qui, partout, réclament d'États « ethniquement homogènes ».

Nul n'ignore que

l'ancien grand-serbe à Belgrade, encore stimulé par les mesures d'embargo adoptées (mais mal appliquées) à l'encontre de la Serbie par les Nations unies. La volonté de défendre la « forteresse serbe » nourrit désormais un nationalisme guerrier comme l'ont prouvé les élections de décembre dernier, qui, malgré les fraudes, confirmèrent la (médiocre) popularité de M. Slobodan Milosevic et montrent le spectacle d'une montée du parti radical (extrême droit) à la tête d'un État qui se veut « neutre ».

La conflict dans l'ex-Yugoslavie a donné lieu à de telles injustices et de telles atrocités que le non-interventionnisme devient un crime politique comme elle le fut en 1936-1939 quand Madrid assiégée fut abandonnée par les puissances démocratiques pour sauver la République espagnole agressive par le fascisme (2). Les Donnes parvenaient à défendre une idée phéromone de la citoyenneté européenne telle qu'elle est définie par le traité de Maastricht et, en même temps, accepter que se multiplient, en Europe, les États pratiquant le « nettoyage ethnique » ?

Les forces de l'ONU, en mission humanitaire, ont échoué : c'est pourquoi la prochaine intervention en Bosnie devra être guidée par la volonté d'imposer une solution politique, préalablement définie, et non de se limiter à la création



PAUL KLEE - « La Timbalier » (1940)

aujourd'hui sous le pavillon de l'action humanitaire ? Celle-ci peut-elle être crédible poursuivie par de grandes puissances qui, en même temps, assistent impuissantes à d'autres tragédies de semblable magnitude au Soudan, au Libéria, au Mozambique, en Angola, au Zaïre... ? Alors que, en raison de la politique de ces mêmes grandes puissances à l'égard du Sud, 250 000 enfants meurent chaque semaine de faim ; que 190 millions d'enfants demeurent sous-alimentés ; et que l'Afrique noire verse au Nord, chaque année, plus de devises (indispensables à son développement) qu'elle n'en reçoit ? (3)

Humanitarisme et empires

L'humanitarisme peut-il tenir lieu de politique étrangère ? Un tel pari semble d'ores et déjà perdu en Bosnie-Herzégovine où cet échec vient s'ajouter aux maladroites diplomatiques de la Communauté européenne qui ont précipité l'explosion de l'ex-Yugoslavie, utilisant les haines ethniques et la guerre. L'intervention militaire comporte des risques politiques d'autant plus grands que les trois communautés en lutte - serbe, croate et musulmane - sont dirigées par des ultranationalistes intransigeants. Comment bâtir une nouvelle Bosnie laïque et démocratique ? Un projet de même ordre ne semble pas préoccupier les États-Unis en Somalie. Dans la corne de l'Afrique, l'ingérence humanitaire masque mal les impératifs géostratégiques d'un empire chancelant (lire nos articles, pages 4 à 9, et 32).

Par ALAIN JOXE*

La banalisation des expéditions sous mandat de l'ONU est commencée. Est-ce le « règne du droit » tant espéré depuis le discours de M. George Bush sur le Nouvel ordre mondial ? Il faut se poser la question de savoir si l'ONU est prête, comme la Société des Nations naguère, à instituer de véritables mandats permanents, supplantant durablement les souverainetés défaillantes et créant une sorte d'empire de l'ONU (1). Mais on peut distinguer à l'œil nu, par le couleur du casque et des véhicules blindés, deux types d'expéditions onusiennes qui définissent symboliquement deux types de mandats :

- l'expédition de l'ONU, soutenue par les États-Unis (Liban, Cambodge, Yougoslavie, Somalie première phase...), en casques bleus et véhicules blancs ; - l'expédition américaine soutenue par l'ONU (Golfe, Somalie seconde phase) en casques de guerre et véhicules camouflés.

En se fiant à l'allure des uniformes, il existe déjà deux « sous-empires mandataires » : un empire de l'ONU et un empire américain.

* Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, Paris ; auteur de : « Le Cycle de la dissuasion (1945-1990) », La Découverte/FEDN, Paris, 1990 ; « Voyage aux sources de la guerre », PUF, Paris, 1991 ; et « L'Afrique méconnue », Stock, Paris, 1992.

(1) Cf., par exemple, Ghassan Salamé : « L'utopie d'un empire onusien », Libération, 14 décembre 1992.

(Lire la suite page 6.)

En vente le 1^{er} février :

NATIONALISMES, LA TRAGÉDIE YOUGOSLAVE

Manière de voir n° 17

100 pages, 42 F

JANVIER 1993

LA GUERRE S'ÉTEND AU KURDISTAN

par Michel Verrier.

Quand l'armée turque intervient massivement au nord de l'Irak.

PAYSAGES DE RÉCESSION EN ANGLETERRE

par Serge Halimi. Voyage au pays du libéralisme « réellement existant »

L'ALLEMAGNE, LA VIOLENCE ET LE CHAGRIN

par René Hamm. Les démons de la xénophobie, et les regrets collectifs

RICHESSSE ET MISÈRE DU GRAND « BAZAR » RUSSE

par Michel Chossudovsky. Moscou s'interroge sur l'avenir économique

LES MARCHÉS FINANCIERS OU L'IRRESPONSABILITÉ AU POUVOIR

par Danièle Gervais. La mondialisation financière et ses conséquences

LE JAPON ET L'AVENIR DE LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

par Jacques Decornoy. Une superpuissance touchée par la crise

L'AFRIQUE DU SUD AU BORD DE LA BALKANISATION

par Hein Marais et Pierre Beaudet. Entre démocratisation et éclatement

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

مركز الأمل

POINT / LES SANS-ABRI

Au-delà du froid

En provoquant la mort de quinze personnes au cours des premiers jours de la nouvelle année, la vague de froid qui vient de frapper la France a attiré l'attention sur le sort des « sans domicile fixe ». Les initiatives - parfois plus spectaculaires qu'efficaces - ont été multipliées pour leur offrir un gîte la nuit. Le ministre de l'éducation nationale leur a ouvert des établissements d'enseignement supérieur. Le ministre des sports leur a proposé des gymnases. Le ministre de la ville a eu la

même idée. Des députés communistes réformateurs ont parlé d'ouvrir les casernes. Pour le ministre des affaires sociales, les capacités d'accueil habituelles n'étaient cependant pas saturées dans la région parisienne.

Si le redoux assure aux sans-abri des conditions immédiates moins pénibles, il n'améliore pas leur situation matérielle. Au-delà de ce que le maire (RPR) de Grenoble, M. Alain Carignon, a qualifié de « surachère médiatique », le problème

reste donc posé. Combien de personnes sont concernées ? Les chiffres varient du simple au double et sont l'objet de polémiques. Vaine querelle pour les associations caritatives qui opèrent sur le terrain : leur première préoccupation est de briser la spirale d'une marginalité qui « fixe » dans la rue les personnes en situation précaire. A cet égard, l'exemple néerlandais est intéressant : le pourcentage de la population sans abri (0,2 %) est l'un des plus faibles d'Europe.

L'accueil d'urgence est insuffisant

Selon le Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI), la France dispose de plus de 800 établissements offrant en permanence plus de 33 000 lits aux personnes en difficulté. L'Etat consacre chaque année à ces hébergements extrêmement divers environ 1,8 milliard de francs au titre des crédits d'aide sociale attribués au schéma départemental de l'accueil, de l'hébergement et de la réadaptation sociale, et 30 millions de francs pour l'hébergement d'urgence inclus dans le programme pauvreté-précarité dont le budget global s'élève à 75 millions en 1993.

Tous ces chiffres rendent très mal compte de la réalité. Il faut distinguer ces établissements selon le type de services qu'ils proposent et comparer le nombre de places aux demandes potentielles, tout en sachant que, faute de statistiques fiables, on se trouve en terrain de polémique entre les associations et les pouvoirs publics. Pour simplifier, on peut regrouper les établissements en deux types : les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) et les centres d'accueil de nuit.

Les CHRS qui sont ouverts

toute l'année et abritent pour plusieurs mois des personnes que l'on aide à se réinsérer rassemblent à eux seuls près de 28 000 places. Ces centres, avec la crise du logement social, sont saturés. Les structures fixes d'accueil de nuit, beaucoup plus modestes, ne disposent que de 5 000 lits et ne sont ouvertes, comme leur nom l'indique, que la nuit. Leur nombre limité s'explique par la préférence marquée des associations pour un système de prise en charge globale (sanitaire et sociale) afin d'éviter que les personnes et familles confrontées à des difficultés soudaines ne soient profondément desresponsabilisées. Les demandes des responsables associatifs concentrent en tout premier lieu le logement social puis des crédits pour les centres de réinsertion. L'accueil de nuit n'est qu'un pis-aller.

Trois grandes associations

Trois grandes associations gèrent presque la moitié de la totalité de ces structures d'hébergement : l'Armée du salut, Emmaüs et le Secours catholique. Les autres sont placées sous la responsabilité de bureaux d'aide

sociale locaux et de très nombreuses associations plus ou moins importantes, nationales ou locales. Exemple : à Paris, l'Œuvre de la mie de pain qui, à elle seule, offre 480 lits, le Centre d'action sociale protestante, le Centre israélite...

Le grand froid des jours récents a amené les associations à ériger dans leurs permanences, la journée, les « sans-logis » ébroués par le maitio des centres d'accueil de nuit. Beaucoup ont également organisé des structures d'urgence provisoires. Bien que sidérés per

garde-fou contre l'engluement dans la marginalisation. Pour d'autres, c'est la présentation des papiers d'identité qui pose un problème. Les responsables d'associations - qui enregistrent un nombre croissant de jeunes gens venus de l'Est en situation irrégulière dans l'espoir de trouver un travail - se défendent de se mêler sur ce point particulier. Ils comprennent bien qu'une personne secourue refuse de décliner sa véritable identité. Celle-ci est cependant indispensable pour bénéficier

Un chiffrage difficile

Recenser les sans-abri est extrêmement difficile compte tenu de la précarité des personnes concernées, la perte d'adresse entraînant immédiatement une disparition des statistiques nationales. Le chiffre communément avancé - 500 000 sans-abri en France - est une actualisation d'une estimation (400 000) avancée en 1987 par le Père Joseph Wresinski, fondateur de l'ATD Quart-Monde, dans un rapport présenté au Conseil économique et social sur le thème « Grande pauvreté et précarité sociales ». En 1990, on dénombreait 40 % de femmes dans ces centres d'urgence, et la SCIC notait que la durée de leur séjour s'allongeait [1].

L'étude du BIPE n'incluait pas les personnes vivant en meublé et en chambre d'hôtel, évaluées à 470 000. Cette population - principalement des personnes seules - est considérée comme « à risques » : les meublés ont tendance à disparaître, notamment en région parisienne, chassés par la spéculation immobilière. N'étaient pas non plus recensés les « mal-logés » : 147 000 occupants d'habitations mobiles (gens du voyage, populations nomades...), souvent des familles nombreuses (3,9 personnes par ménage), ni les 129 000 personnes vivant dans des logements « hors normes ». Une catégorie dans laquelle on retrouve soit les habitations dont l'installation sanitaire est insuffisante (814 000 logements en 1990 n'avaient ni WC ni installation sanitaire), souvent occupés par des personnes âgées, soit celles surpeuplées (300 000 logements en état de surpeuplement critique, selon le BIPE).

Les « exclus du logement » en Ile-de-France

Au total, le nombre de sans-abri et de mal-logés s'élèverait donc en France à 2 248 000, soit 4 % de la population totale. On peut y ajouter aussi les 2,8 millions de personnes hébergées par des parents ou des amis, qui ne peuvent trouver à se loger normalement. Contrairement à une idée répandue, la question des sans-abri ne se pose pas de façon radicalement différente en Ile-de-France et dans les autres agglomérations : « Les agglomérations littorales et maritimes ont en tout les éléments constitutifs : dispersion du parc social de fait, population immigrée importante, taux de chômage élevé. Cependant, les tensions sur le logement sont plus vives en Ile-de-France (de moins en moins de logements vacants) et le taux de logements « hors-normes » y est sensiblement plus élevé qu'ailleurs », note l'étude.

Les « exclus du logement » en Ile-de-France

Représentant sa typologie précédente, le BIPE chiffre à 35 100 le nombre d'« exclus du logement » en Ile-de-France (0,3 % de la population totale). Parmi eux, 16 500 SDF, 7 700 personnes vivant dans des abris de fortune et 10 900 dans des centres d'urgence. En outre, 120 800 personnes occupent des meublés ou des chambres d'hôtel, 21 700 des habitations mobiles et 247 400 des logements hors normes. Au total, ce sont donc 425 000 Français qui ont des problèmes de logement.

Les auteurs du rapport soulignent à plusieurs reprises les conséquences de la disparition du parc social de fait (par opposition aux HLM, qui sont le parc social « de droit ») en région parisienne : « La question de la disparition des meublés et des logements assimilés se pose incontestablement avec une acuité plus importante à Paris intra-muros et dans la petite couronne. La diminution du parc social de fait est naturellement corrélée avec l'ancienneté et la vétusté des petits logements urbains, et le décalage entre l'offre et la demande pour ce type d'habitations ira en s'accroissant au cours des années. »

FRANÇOISE VAYSSÉ

[1] Il ne faut pas confondre ces centres avec les foyers de jeunes travailleurs ou de type Sonacotra, qui accueillent de leur côté 176 000 personnes, à 85 % des hommes, dont la moitié à entre trente et quarante-neuf ans, et qui sont souvent des immigrés.

Estimation des sans-abri et des mal-logés (1990)

	Ile-de-France		PACA		Rhône-Alpes		France entière	
	Nombre	% (1)	Nombre	% (1)	Nombre	% (1)	Nombre	% (1)
Les exclus du logement...	35 100	0,3	15 800	0,4	15 200	0,3	202 000	0,4
1. Sans domicile fixe...	16 500	0,2	4 700	0,1	7 400	0,1	88 000	0,2
2. Abris de fortune...	7 700	0,1	7 000	0,2	2 300	—	45 000	0,1
3. Centres d'urgence...	10 900	0,1	4 100	0,1	5 500	0,1	59 000	0,1
Les occupants de logements de substitution...	120 800	1,1	47 800	1,1	49 800	0,9	470 000	0,8
4. Meublés, chambres d'hôtel...	120 800	1,1	47 800	1,1	49 800	0,9	470 000	0,8
5. Habitations mobiles...	21 700	0,2	15 900	0,4	11 800	0,2	147 000	0,3
6. Logements « hors normes »...	247 400	2,3	34 600	0,8	85 600	1,6	1 429 000	2,5
Ensemble...	425 000	4,0	114 000	2,7	182 800	3,0	2 248 000	4,0

(1) De la population.

Source : SCIC, décembre 1992.

L'exploitation politique faite ces derniers jours sur le problème de l'accueil des sans-logis, les responsables d'association ont reçu avec bienveillance toutes les propositions de mises à disposition de locaux équipés de sanitaires, de chauffage et d'eau courante, qu'elles viennent des responsables nationaux ou locaux. C'est ainsi qu'ils ont immédiatement pris possession de salles inoccupées dans des centres hospitaliers, des écoles désaffectées, etc., mises à leur disposition. Des lieux publics (stations de métro, aéroports, gares) ont également été maintenus ouverts pendant les nuits les plus froides.

Ces succès de fortune sont-ils suffisants ? Certainement pas si l'on considère le nombre de demandeurs potentiels qui varie de deux cent mille à quatre cent mille (lire ci-contre). Il reste que tous ne souhaitent pas, et pour des raisons multiples, se réfugier sur les structures existantes, parfois au péril de leur vie.

Les uns refusent les règlements (heures d'ouverture et de fermeture, doubles consommations d'alcool...). Les associations tiennent néanmoins à ces règlements qu'elles considèrent comme un

d'autre chose qu'un logement précaire. A noter que le Secours catholique, entre autres, possède un centre pour les « illégaux » : personnes confrontées à un refus de demande d'asile, personnes en fin de visa ou entrées illégalement dans le pays. Il met à leur disposition un service social qui les guide dans leurs démarches. La priorité, au cours des dernières semaines, a été de faire en sorte que les sans-logis désirant se mettre à l'abri sachent au moins où s'adresser. Deux numéros verts ont ainsi été ouverts, l'un à l'initiative du gouvernement et géré par le Secours catholique (05-02-24-24), l'autre sous l'égide de la mairie de Paris (05-08-75-75). Mais ils ne peuvent répondre que pour l'Ile-de-France. Dans les autres régions, il faut interroger la préfecture du département.

CHRISTIANE CHOMBEAU

Armée du salut, 78, rue de Rome, 75008 Paris. Tél. : (1) 43-87-41-19.
Emmaüs France, 1, passage Saint-Sébastien, 75011 Paris. Tél. : (1) 43-57-24-29.
Secours catholique, 106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 43-20-14-14.

cette estimation correspondait-elle à l'évaluation faite du nombre de personnes « sans véritable logement », à savoir les « personnes sans abri, en habitat de fortune, hébergées par d'autres, en logement déclaré insalubre ou menacées d'expulsion ». Le nombre bas avancé par le Père Wresinski était de 200 000. Cette fourchette était elle-même extrapolée d'une action menée de 1976 à 1980 par l'ATD Quart-Monde à Rennes. Le fondateur de l'association reconnaissait d'ailleurs qu'il s'agissait d'une « estimation très incertaine ». Depuis, l'abbé Pierre a repris le chiffre de 400 000 personnes « qui couchent dehors » et de 2,5 millions de familles mal logées (« le Monde l'Economie » du 24 novembre 1992).

Début décembre, la SCIC (Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts et consignations) révisait ces estimations à la baisse à la lumière d'une étude faite par le BIPE (Bureau d'Informations et de Prévisions économiques). Tout en insistant également sur « les précautions à prendre dans le traitement des chiffres présentés », la SCIC estimait à 202 000 le nombre d'« exclus du logement », soit environ 0,4 % de la population. Cette estimation comprend

Les réussites du modèle néerlandais

AMSTERDAM

de notre correspondant

Depuis plusieurs années, aucun vagabond n'est mort de froid aux Pays-Bas. Ce n'est pas tout à fait le fruit du hasard. Environ trente mille « sans-abri et sans-foyer » habitent ce pays de quinze millions d'habitants, soit un pourcentage relativement faible de 0,2 %. Et le système social multiplie les mesures préventives.

Les Pays-Bas ont une politique ambitieuse d'habitat social. 40 % des logements néerlandais sont subventionnés, gérés par des associations ou par les municipalités, et les ménages ne consacrent qu'une partie limitée de leur budget à leur logement (20 % en 1991), en dépit d'une augmentation régulière depuis quelques années. A ceux qui ont des revenus minimes, les municipalités accordent une allocation-logement qui leur permet de louer un appartement correct pour un loyer très bas. En 1991, 30 % des locataires néerlandais bénéficiaient d'une telle allocation.

Enfin, la protection du locataire est ancrée dans la législation, au point que toute expulsion est très difficile.

Une allocation liée à une adresse

Mais il existe un autre réseau d'allocation très diversifié pour les personnes sans revenu, depuis l'allocation-chômage, limitée dans le temps, jusqu'au dernier « filet », l'allocation d'assistance, dispensée à des personnes pouvant communiquer une adresse fixe.

Selon le responsable ministériel, M. Coppens, au moins 90 % de sans-abri toucheraient chaque mois cette allocation, en mentionnant, par exemple, l'adresse d'un centre d'accueil. L'allocation d'assistance s'élève à 1 150 florins (3 500 F) pour une personne seule et à 1 650 florins (5 000 F) pour un couple. Dans un pays où il est rare qu'un célibataire dépense plus de 300 florins (900 F) pour son loyer, cette somme, certes minime, assure modestement, mais sûrement,

l'existence d'une personne vivant normalement.

Dans ces conditions, M. Coppens, ainsi que le spécialiste des sans-logis aux Pays-Bas, M. Heydendael, mela aussi l'opinion publique, s'entendant pour affirmer que le phénomène des sans-logis est avant tout social, voire culturel ou psychologique. Selon M. Heydendael, chaque vagabond treuve derrière lui un problème social : 40 % d'entre eux ont un passé psychiatrique, les 60 % restants étant alcooliques et souvent toxicomanes à la fois.

Il estime aussi que seuls 40 % environ des trente mille sans-abri errent dans les rues. Il égit des cas les plus graves de personnes dont l'identité est la plus floue et dont beaucoup ne bénéficient pas d'allocation. Six mille sont abrités de façon plus ou moins permanente dans des centres d'accueil. Vingt mille arrivent, grâce à leurs allocations, à osciller entre centres d'accueil, pensions et chambres louées « au noir » par des particuliers.

Chaque année, l'Etat dépense

une somme de 140 millions de florins (420 millions de francs) pour les centres d'accueil pour personnes à problèmes, dont 40 millions de florins (120 millions de francs) spécifiquement pour les sans-logis. Cela sans compter les centres destinés à des catégories particulières (drogues, alcooliques, psychopathes, etc.). De plus en plus, le gouvernement se décharge de ses compétences sur les municipalités, au nom d'un processus de décentralisation qui devra s'achever en 1994.

De plus en plus de jeunes et de femmes

Ainsi, un réseau d'accueil complexe s'illonne le pays. Il est constitué d'une soixantaine de centres publics, offrant environ quatre mille lits, mais aussi de nombreuses pensions privées ou municipales, des chambres louées par des particuliers, des hôpitaux psychiatriques et des centres pour toxicomanes.

Aussi ingénieux et organisé soit-il, ce système a des lacunes.

Les logements sont bon marché, mais il y a pénurie et le nombre de lits de tous les centres d'accueil est insuffisant : ils sont toujours remplis et parfois surchargés. Le phénomène s'amplifie et se complique en raison de l'explosion, ces dernières années, de la nouvelle catégorie de sans-logis. La nombre des jeunes sans-abri atteint désormais environ sept mille (dont 40 % d'immigrés), alors que ce pourcentage est très faible en ce qui concerne les adultes et celui des femmes est en constante progression (de 10 % aujourd'hui, on l'évalue à 20 % pour 2001).

M. Heydendael prévoit que, dans dix ans, le nombre des sans-logis aura doublé. Deux cent mille personnes, notamment les célibataires au revenu modeste ou incertain, seraient aujourd'hui susceptibles de tomber, en cas de choc, « de l'autre côté de la rampe ». Cela représente un réel défi pour un pays dont le système de solidarité nationale est encore l'un des principaux motifs de fierté. — (Infinim)

isme
es

II VOUGOSLAVE

VOIR

CULTURE

DANSE

Femmes entre elles

Le Ballet du Rhin évoque d'une pointe légère la condition féminine à travers les âges

STRASBOURG
de notre envoyée spéciale

A voir le nombre non négligeable de fauteuils vides quand le Ballet du Rhin se produit à Mulhouse, Colmar et Strasbourg, on se demande si les habitants de ces trois villes - groupées en un syndicat intercommunal dont dépendent l'Opéra et le Ballet du Rhin - savent qu'ils possèdent l'une des meilleures compagnies régionales de France. Surtout depuis que Jean-Paul Gravier en a pris la direction : il sait créer la surprise, mitonner des menus dont la cohérence thématique ou stylistique, voilée sous une agréable variété, stimule les papilles.

La saison dernière, il offrait une merveilleuse résurrection du *Jason et Médée*, de Noverre, qui fit grand bruit jusqu'au Mexique, où la

troupe fut invitée à le donner dans un festival. Il a inauguré cette saison-ci avec un programme réunissant, sous le titre fédérateur «Histoires de femmes», quatre ballets d'époques et de caractères on ne peut plus variés. Histoires de femmes, et plus précisément de femmes aux prises avec l'oppression de la société.

Dans l'Espagne du XVII^e siècle, une petite infante étouffée dans l'atmosphère austère et pétrifiée de la cour. C'est *Pavane pour une infante défunte*, curiosité de la soirée car signée de Kurt Jooss, auteur de la célèbre *Table verte*, qui dénonçait, en 1932, l'impuissance et les menaces grandissantes face aux menaces grandissantes de la guerre. En robe à paniers vert pâle, une plume d'autruche caressant ses cheveux roux, l'infante danse avec une grâce et une spontanéité tou-

chantes, contrastant avec la rigueur de la pavane qu'exécutent trois gentilhommes et cinq dames descendus d'un tableau de Velasquez, rigides comme leurs fraises. Elle leur tend parfois des bras suppliants, ils l'ignorent ; en se écriant, leurs lignes quasi militaires vont littéralement l'engloutir. Elle ne réapparaît que pour tourner et choir : morte d'une fleur, d'un papillon. Bref comme la partition de Ravel qui l'accompagne, un petit chef-d'œuvre, remonté pour le Ballet du Rhin par la propre fille du chorégraphe.

L'élégance de leurs robe blanches, le fauteuil à bascule, le pouf et la balançoire enguirlandée qui meublent leur jardin, tout dit que les quatre personnages féminins de *Tarde en la vista*, du chorégraphe cubain Alberto Mendez (1973), appartiennent à la bour-

geoisie du début de ce siècle, ou de la fin du précédent. Leurs prénoms Consuelo, Dulce, Soledad et Esperanza - indiquent peut-être leur caractère, qui va s'exprimer dans leurs quatre variations, un peu à la manière des *Quatre tempéraments*, de Balanchine. Le souvenir des somptueuses étoffes cubaines qui ébrièrent es ballet nous rend-il injustes ? Les danseuses du Rhin montrent une personnalité moins impérieuse, mais servent joliment la chorégraphie.

Une terrasse éclairée par la lune

Jardin aux lilas, d'Antony Tudor, créé en 1936 à Londres, appartient encore au répertoire de nombreuses grandes compagnies (dont celui de l'Opéra de Paris, depuis 1985). Là aussi, c'est à la

danse de laisser deviner des sentiments que les conventions repoussent. Sur une terrasse éclairée par la lune, deux fiancés donnent un bal : mais surviennent parmi les invités l'ancienne maîtresse de l'un, le jeune homme qu'aimait l'autre. La réussite de Tudor tient à la légèreté de son trait, à la fugacité de ces couples qui se cherchent et se fuient, à la pudeur de leur désespoir. Et l'interprétation des danseurs rhénans est ici très sensible, très juste.

Les filles d'aujourd'hui, celles que met en scène Ivan Favier (danseur de la compagnie) dans *Febrik*, se sentent-elles encore victimes de l'oppression masculine ? Ce n'est pas évident, mais leur groupe défilé, fantasque, complice, semble avoir du mal à accepter l'irruption soudaine de trois garçons sur leur territoire. Tout rentrera dans l'or-

dre - si l'ordre, c'est cela - au cours d'un beau pas de deux final. Amusant décor à transformation (une palissade devenant un minimanège forain), accordéon pimant ou piano mélancolique, petits cris, chorégraphie toute en souplesse : malgré quelques longueurs, Ivan Favier nous attache à ses jeunes gens fragiles et affirme dans cette troisième pièce un ton personnel, ce qui ne court pas aujourd'hui les rues.

Prochain rendez-vous avec le Ballet du Rhin : *Carpe Noctem*, en février. Mais un *Carpe Noctem* revu et corrigé par les facétieux Pilobolus ; Petipa se retourne déjà dans sa tombe.

SYLVIE DE NUSSAC
Opéra du Rhin, le 9 janvier à 20 heures, la 10 à 15 heures et 20 heures. Tél. : 88-75-48-23.

MUSIQUES

La politesse du terrorisme britannique

GAVIN BRYARS
Amphithéâtre de la Bastille

L'homme ressemble à sa musique. De taille haute et imposante, le pas lent, avec des mouvements qui impriment à son corps un léger balancement, une sourde pulsation, et un aourine embarrassé. Gavin Bryars, compositeur anglais tout juste quinquagénaire, finit de saluer le public regroupé dans l'hémicycle de l'amphithéâtre Olivier-Messiaen : l'autre scène de l'Opéra-Bastille.

Seconde soirée d'une aérie de trois, pièces pour un hommage posthume à John Cage sous l'égide du réalisateur britannique du producteur de radio Daniel-Caux (*Je t'aime*) : les couleurs du piano et la mécanique du temps qui passe, le concert du Gavin Bryars Ensemble (contrebasse, clarinette,

percussion, claviers et violon) offrait un éventail de pièces récentes, ou du moins marquées par un souci de composition apparu au début des années 80. Cette période d'intense collaboration avec Robert Wilson a donné naissance à l'opéra *Medea* et à une contribution à *Civil Wars* : monstre multimédia destiné à l'inauguration des Jeux olympiques de Los Angeles en 1984, qui, faute de moyens, n'a jamais vu intégralement le jour.

Tandis que les œuvres d'avant cette époque s'élaboraient très nettement à partir d'un matériau musical préexistant (hymne vrai ou faux interprété par l'Orchestre du transatlantique au moment du naufrage dans *The Sinking of the Titanic* en 1974 ; accompagnement d'orchestre d'un enregistrement mis en boucles de la ritou-

nelle d'un clochard londonien, la même année, dans *Jesus' Blood Never Failed Me Yet* ; standard de jazz interprété par des musiciens totalement isolés les uns des autres dans *1, 2, 1-2-3-4* en 1977...), les plus récentes semblent au contraire dans le silence « avec une sorte de faux *enrai distingué* » leur force fascinatrice.

Si les références littéraires subsistent (Derniers jours d'Emmanuel Kant, de Thomas de Quincey dans *The Old Tower of Lobe-nicht*), si les emprunts musicaux demeurent (Épique de Busoni dans *Allegretto*), leur reconnaissance par l'auditeur importe peu. On retient surtout l'intimité de la relation établie entre le compositeur (sur scène, à la contrebasse ou aux claviers) et ses interprètes. On reste aussi frappé par une effi-

ciacité discrète - « ni trop expressif, ni trop plat » - qui doit beaucoup à l'attachement de Bryars pour les problèmes de disposition, de « balance » dans l'interprétation. Il cultivera très tôt « le poids émotionnel de la fausse note involontaire » avec le Portsmouth Symphonica, un ensemble d'exécutants non spécialistes. On dirait aujourd'hui de lui qu'il est un « terroriste poli ». Méfiance...

JEAN-JACQUES LAROCHELLE

Cette série de concerts s'achève samedi 9 janvier à 20 heures, à l'amphithéâtre Olivier-Messiaen, avec un programme d'œuvres du lituanien Arvo Part, donné par le Theater of Voices (Judith Nelson, Paul Hillier, Drew Minter et Paul Elliott). A l'orgue : Christophers Börsers-Broadbent. Tél. : 43-43-96-96.

Généreux comme Personne

Le bluesman prodigue fait sa rentrée dans le music-hall en instance de classement



PAUL PERSONNE à l'Olympia

Vendredi soir, Paul Personne n'a pas manqué de souligner gentiment l'honneur historique qui lui incombait : être le premier occupant de la scène de l'Olympia depuis la mise en œuvre de la procédure de classement de la salle par le ministère de la culture. Mais l'essentiel était ailleurs.

Le bluesman (guitariste, chanteur, auteur-compositeur) faisait sa rentrée parisienne six mois après la sortie chez Polydor de *Comme à la maison*, son meilleur album à ce jour. La salle du boulevard des Capucines était pleine à craquer, comme elle devait l'être ce samedi. En douze ans de carrière, Paul Personne a accumulé un capital de sympathie, un catalogue de chansons, une collection d'influences qui lui ont permis de rester plus de deux heures et demie sur scène.

C'est que Paul Personne ne compte pas. Cette prodigalité le livre tel quel au public. La durée l'oblige à monter tout ce qu'il sait faire et donc à laisser deviner ce qui lui fait défaut : quelques ressources vocales qui permettraient à sa voix cassée de varier ses effets, la faculté de distendre un peu les liens avec les idiomes du blues, pas tant pour s'en éloigner que pour diversifier l'inspiration. Profitant des moments creux du spectacle, ces réserves viennent à l'esprit. Mais il veut mieux parler du reste. Du guitariste, par exemple. Fidèle à la marque Gibson, Paul Personne tombe du coup du côté de Mick Taylor à l'époque où celui-ci officiait au sein des Rolling Stones. Mais cette fluidité (il n'est jamais meilleur que quand il ressemble à Taylor s'inspirant de Carlos Santana)

est contrebalancée par une force rythmique qui évoque John Fogerty. Bref, Paul Personne joue du rock, comme on le joue aux Etats-Unis aujourd'hui, en mettant en perspective l'histoire du genre.

Il y a aussi les chansons, même s'il en manque quelques-unes pour tenir tout à fait le spectacle. La collaboration avec Boris Bergman, le parolier d'Alain Bashung, entamée sur deux titres de la *Chance*, l'avant-dernier album, a porté ses fruits sur *Comme à la maison*. A la scène, *General Lee*, western cynique en cinq minutes, *Lavement*, chronique urbaine éclairée au néon blanc se portent aussi bien qu'à la maison. Et finalement, certains titres de la haute époque de Paul Personne (la première moitié des années 80) - *J'veux pas descendre*, *C'est va rouler*, *Barjo-lani* - supportent tout à fait la comparaison avec leurs cadets.

C'est aussi grâce au groupe. Avec deux batteurs, comme les Allman Brothers. Au lieu de marquer la scansion, ce dispositif l'arrange, lui donne une élasticité pneumatique tout à fait plaisante. Là-dessus, Paul Personne (le guitariste) brode avec François Bodin (l'autre guitariste), les deux musiciens se pratiquent depuis un certain temps et trouvent de temps à autre une symbiose qui renforce le jeu de l'un comme de l'autre. Avec un clavier et un saxophone pour la décoration, la texture, on obtient une formation de blues libre de sa compétence, qui oublie de temps en temps de s'amuser. Mais, dès que l'idée leur revient, ils sont irrésistibles.

THOMAS SOTINEL
Le 9 janvier à l'Olympia (complet), le 15 février à la Cigale, 120, bd de Rochechouart, Paris-18^e. Tél. : 42-23-15-15.

Le rose et le noir

Des œuvres entre grâce et chagrin

TÉLÉMAQUE
d la galerie Jacqueline Moussion

Bien qu'elles appartiennent à trois séries distinctes, le *Bleu-Vert* et rose, *Import-export* et le *Genou de Claire* - plaisant allusion cinématographique -, les œuvres récentes d'Hervé Télémaque traitent toutes d'un seul sujet, les amertumes de l'amour. Dans les unes, un genou est l'objet des attentions passablement fétichistes d'un peintre qui le dessine, le peint, le dissèque, le fait plier et se tendre à défaut de le coresser. Mais, sous la peau qu'il contemple et tinte de couleurs flatteuses, il aperçoit, il ne peut s'empêcher d'apercevoir l'articulation, les os, les nerfs, l'écorché en somme. Pour finir, le genou féminin devient celui de l'un des bergers d'Arcadie peint par Poussin, accroupi près d'un tombeau. Le charme se dissipe, la vanité perce sous le motif séduisant, comme le crâne sous la chair.

Navrante histoire

Il n'est guère de dessins - plusieurs fort beaux - ni de tableaux ni d'assemblages qui ne racontent cette même navrante histoire. *Terre lavée*, large polyptyque savamment construit et rythmé, suggère un déluge, une inondation qui détruit et disperse les objets et ne laisse d'eux que des fragments emboîtés. Autre métaphore aquatique, celle de *Ecluse*. Une mécanique tranchante et ongulatrice interrompt un flux écarlate, flux de sang peut-être, flux vital cruellement interrompu.

Quand cette méditation renonce aux ressources de la métaphore et de l'allusion allégorique, elle tire partie de l'actualité, la pire. D'un voyage à Haïti, son île natale. Télémaque a gardé en mémoire de souvenirs les photographies des affiches et des panneaux qui célèbrent les mérites et les pouvoirs de tel guérisseur qui se prétend capable de combattre le sida. Au spectacle de ces pauvres mensonges peints en grandes lettres noires sur fond rouge, Télémaque s'est gerdé

d'ajouter quelque symbole trop explicite, quelque dénonciation éloguante. Il lui suffit de découper et répéter les images et de leur associer des débris d'affiches de films pour aggraver autant qu'il le faut leur pouvoir d'expression.

C'est du reste le caractère essentiel de l'exposition : elle montre un artiste qui ne se satisfait pas de la maîtrise de ses procédés, si variés soient-ils, du néon au fusain, de l'acrylique délavé aux enduits à base de marc de café. Télémaque, sans crier, sans gesticulations ni excès, sans le moindre expressionnisme, poursuit sa chronique contemporaine. D'un présent douloureux, il extrait des compositions où l'ironie et la déssolution s'entre-lacent. Dans son œuvre, sans académisme ni complaisance, le pop art continue - c'est-à-dire la peinture de l'histoire d'aujourd'hui, nécessaire, très nécessaire.

PHILIPPE DAGEN
Galerie Jacqueline Moussion, 110 et 123, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris ; tél. : 48-87-75-91. Jusqu'au 25 janvier.

La mort d'Alfred Courmes

Le peintre Alfred Courmes est mort le 8 janvier à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

L'œuvre d'Alfred Courmes tient en deux parties violemment contradictoires. Jusque vers 1935, le peintre, né à Bornes-les-Mimosas, le 21 mai 1898, dans une famille d'officiers de marine, tient son rang dans un groupe à la mode, celui des adeptes du « retour à l'ordre » et aux traditions. En 1919, au sanatorium de Durtol, Courmes rencontre Roger de La Fresnaye, héros de ce mouvement. Après de lui, professeur sévère, il apprend les principes d'une peinture clairement composée, froidement exécutée, néoclassicisme post-eubiste dont la rigueur n'est tempérée que par quelques couleurs aigres. Le portrait de mademoiselle Courmes en 1921 et celui de Peggy Guggenheim en 1926 sont les premiers chefs-d'œuvre de cette période d'initiation, tout au long de laquelle La Fresnaye ne ménage ni ses critiques ni ses encouragements. En hommage à son maître, qui meurt en 1927, Courmes exécute en 1929 son *Homme blessé*, version contemporaine du *Christ mort* de Mantegna. D'une dignité moins étudiée, *L'Étrangleur à la casquette rose* et quelques scènes de genre teintées de burlesque, préfigurent le second Courmes, qui a découvert à la fin

des années 20 les charmes de la fantaisie selon Bruegel et Jérôme Bosch. L'évolution est cependant assez discrète pour qu'en 1937, encore le peintre reprenne la commande d'une allégorie du *Toucher* pour le pavillon de la Manufacture de Sévres à l'Exposition universelle et, l'année suivante, celle de la *France heureuse*, peinture murale dans le style officiel, pour la délégation française à Ottawa.

Mais Courmes a aussi depuis quelque temps emporté de reconnaissance son art par l'ironie et l'absurdité. En 1935, il expose au Salon des indépendants un *Saint Sébastien* satirique. Le saint est vêtu seulement d'une casquette à pompon, d'un tricot rayé de marin et d'une paire de chaussettes. Rien de dissimule sa virilité exhibée en détail au centre du tableau. Il y a bien quelques fêches, un décor crépusculaire et même un clair de lune derrière le martyr, mais l'obscurité l'emporte sur le pathétique. C'est cette folle, évidemment influencée par le surréalisme, qui vaut à Courmes le prix Paul-Guillaume 1936, qu'il partage avec Pierre Tal-Coat. C'est elle qui lui valut bientôt la réputation d'un anarchiste du goût, amateur de sacrilèges et de profanations.

L'ex-voto à saint Sébastien de 1935 associe au martyr-marin exhibitionniste une Vierge trop languoureuse et un Jésus qui joue avec un klaxon d'automobile. Sur la mer, derrière eux, passe un croiseur de guerre. De ces parodies de l'art sacré à la *Pneumatique Salutation angélique* de 1968, qui montre un Biben-dum égaré offrant des lis à une Vierge de plus en plus languoureuse, le système de Courmes se développe logiquement. Il repose sur l'association de trois inspirations, l'iconographie chrétienne, la mythologie grecoromaine et la publicité contemporaine. Le Sphinx, le Bébé Cadum, Édipe, les images des boîtes de camembert, les chromes, le cubisme, le néoclassicisme de ses débuts, la grande « peinture » et l'illustration populaire mêlent tout cela dans des compositions-patchworks accompagnées de titres longs et burlesques. Courmes n'a été jusqu'ici célèbre que par une seule rétrospective, en 1989, présentée à Roubaix et à Poitiers. C'est pourtant l'époque tout entière - ses vices, ses guerres, ses indignités et ses ridicules - qui se trouve mise à nu dans les satires de ce moraliste méconnu.

PHILIPPE DAGEN

CORRESPONDANCE
Une lettre de M^{me} Elisabeth Roudinesco

Après la publication, dans le Monde du 6 janvier, d'un article consacré à la nomination de M. Olivier Dutoit aux Éditions Fayard, nous avons reçu de M^{me} Elisabeth Roudinesco la lettre suivante :

« Je tiens à exprimer ma surprise et mon indignation à la lecture des propos prêtés à Claude Chêki et me permettant de publier mon « projet de livre portant notamment sur la vie privée » de Jacques Lacan, dont j'aurais « exigé par contrat qu'il soit publié sans la moindre modification ». Cela est totalement inexact et je n'ai jamais demandé, ni a fortiori exigé, que mon travail sur l'histoire intellectuelle de Jacques Lacan, qui comme le reste de mon œuvre est un ouvrage

de pure érudition et non une relation de sa vie privée, soit publié sans réécriture ou modification. Je ne souhaite pas polémiquer sur les raisons de ce refus, mais je ne souhaite pas non plus qu'elles soient ainsi déformées au point de me faire apparaître comme un auteur aux exigences aussi ridicules qu'inacceptables. »

[M. Chêki, PDG des Éditions du Seuil, nous a bien confirmé que le projet de contrat envoyé par M^{me} Roudinesco, et refusé par lui, indiquait que le livre sur Jacques Lacan était aussi une enquête sur la vie du psychanalyste. D'autre part, l'auteur reconnaît, au vu de la correspondance, que M. Chêki décide seul des modifications qu'il pourrait demander à l'auteur et qu'en cas de désaccord avec M^{me} Roudinesco l'éditeur lui rendrait sa liberté.]

BILLET

GATT : Brittan à la barre

Ve-t-on assister à un forcing des Etats-Unis à la Commission européenne pour parvenir à une conclusion politique de l'Uruguay Round avant le 20 janvier, date de passage des pouvoirs de M. George Bush à M. Bill Clinton ? On paraît considérer cette hypothèse comme plausible à Washington.

A Bruxelles, Sir Leon Brittan, commissaire délégué chargé des affaires commerciales, admet être en contact permanent avec les services de M. Carlos Iñiguez, le principal négociateur américain, pour essayer de débloquer la voie à un accord global. Sir Leon se contente de la déclaration du 18 décembre, co-signée par MM. George Bush, John Major et Jacques Delors, exprimant leur volonté de consentir un maximum d'efforts pour terminer à la mi-janvier.

Le nouveau porte-parole de la CEE, qui se montre optimiste, indique vouloir s'écarter le moins possible du projet de compromis présenté par M. Arthur Dunkel, directeur général du GATT, en décembre 1991. S'agissant de l'agriculture, il s'en tiendrait au pré-accord conclu par la Commission avec les Américains le 19 novembre à Washington. La voie « directissima » ainsi privilégiée peut aboutir, du moins si les Etats-Unis renoncent à l'intention, manifestée en décembre, de rouvrir un certain nombre de dossiers, notamment sur la propriété intellectuelle.

Une telle perspective mettrait les Français dans l'embarras. Dans le projet Dunkel, plusieurs dispositions leur déplaisent. Ainsi en est-il du nouveau « coda » ayant trait à l'encadrement des subventions à l'industrie, très sévère, et dont ils voudraient avoir la garantie qu'il ne s'applique pas à l'aéronautique. Autre point sensible, le « règlement des différends » : le projet laisserait la possibilité aux Etats-Unis de recourir à des mesures de défense commerciale unilatérales. Les affaires américaines en matière de libéralisation d'échanges de services sont considérées comme insuffisantes, et, par ailleurs, les Français entendent protéger la production audiovisuelle européenne. Surtout, le gouvernement Bérégovoy n'a cessé de répéter sa volonté de s'opposer au pré-accord agricole de novembre. Une divergence d'interprétation surgit entre Bruxelles et Washington à propos d'une clause concernant l'« accès minimum au marché », c'est-à-dire les quantités minimales à importer dans la CEE, ne pourra que conforter cette opinion.

Paris avait évertué la Commission qu'elle outrepassait ses droits en continuant à considérer ce pré-accord agricole comme acquis et à délibérer sur cette base à Genève. M. Brittan n'en tient pas compte. Il est difficile d'imaginer que les Français le laissent faire.

PHILIPPE LEMAITRE

n Etats-Unis : stabilité du taux de chômage en décembre. - Le taux de chômage aux Etats-Unis, en données corrigées des variations saisonnières, a atteint 7,3 % de la population active en décembre, soit un niveau inchangé par rapport au mois de novembre - dont le taux initial de 7,2 % a finalement été révisé à la hausse - mais supérieur au taux de 7,1 % enregistré en décembre 1991, a annoncé, vendredi 8 janvier, le département américain du travail. Soixante-quatre mille emplois ont été créés en décembre, contre 79 000 attendus par les experts et 76 000 créations d'emploi enregistrées le mois précédent. Pour l'ensemble de 1992, le taux de chômage atteint 7,4 % aux Etats-Unis, contre 6,7 % en 1991.

Le « pacte de solidarité » mis à l'épreuve

Début des négociations salariales dans les services publics allemands

Les syndicats et les employeurs des quelque 2,3 millions d'employés des services publics allemands ont entamé, vendredi 8 janvier à Stuttgart, un cycle de négociations salariales placé sous le signe des difficultés économiques croissantes que connaît le pays. Au cours de cette première journée de discussion, les employeurs du secteur public ont proposé aux syndicats allemands une hausse de 2,25 % des salaires pour 1993, a précisé en fin de journée un porte-parole du ministre allemand de l'Intérieur, M. Rudolf Selters, représentant du gouvernement fédéral.

Les employeurs avaient auparavant rejeté la demande de 5 % d'augmentation formulée par l'OeTV, le principal syndicat du

secteur public allemand, qui souhaite en outre obtenir une « compensation sociale » de 150 deutschemarks (512 francs) pour les revenus moyens et inférieurs ainsi qu'une réduction du temps de travail à partir de 1994. L'an dernier, cet influent syndicat avait exigé 9,5 % d'augmentation pour les employés de l'Etat fédéral, des Länder et des communes, en abordant des négociations au cours desquelles les employeurs s'étaient déclarés prêts à accorder 3 % de hausse salariale. L'accord conclu - après une importante grève de 11 jours - avait finalement fixé à 5,4 % le niveau des augmentations de salaires. Des concessions sévères critiquées par la Bundesbank, qui les présente tout au long de l'année 1992 comme un des principaux obstacles à une baisse de ses taux directeurs.

L'autre grand syndicat participant aux négociations actuelles, le DAG, a pour sa part réclamé une hausse de 5,5 % pour 1993. A l'issue de cette première journée, les partenaires sociaux ont jugé l'offre des employeurs « inacceptable et insupportable ». M. Selters a de son côté estimé que cette proposition était « très responsable », précisant qu'il était impossible d'accorder un relèvement des salaires qui compenserait intégralement l'augmentation subie par le coût de la vie en 1992 - l'inflation en Allemagne est actuellement de 3,8 %. « L'époque de la répartition de la hausse des revenus est pour l'heure révolue », a-t-il souligné.

Le gouvernement renfloue la Sécurité sociale

Suite de la première page

Comment, en effet, prétendre garantir les acquis de la protection sociale alors que celle-ci est financièrement ébranlée ?

La « Sécurité » sera donc remise à flot. Il en coûtera quelque 20 milliards de francs. Ayant exclu une revalorisation de la contribution sociale généralisée (CSG) ou une hausse de la cotisation d'assurance-vieillesse des actifs, solutions trop impopulaires à quelques semaines des élections législatives, le gouvernement a donc choisi d'opérer un transfert budgétaire.

Présentant ses vœux à la presse, M. René Teulade, ministre des affaires sociales, a en quelque sorte vendu la mèche vendredi 8 janvier. « L'équilibre 1993 est réalisé sous réserve d'un arbitrage interministériel qui sera connu au début de la semaine prochaine », a indiqué le ministre, précisant que « l'on ne s'oriente pas vers une augmentation des cotisations ou de la CSG, car des économies budgétaires sont possibles ».

Les cotisations de retraite des chômeurs

Le scénario politico-budgétaire de MM. Pierre Bérégovoy et René Teulade ne manque pas d'habileté. Il s'agit de préserver sur le budget 1993 de quoi équilibrer (ou quasi équilibrer) les comptes de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, principale responsable du déficit du régime général. Formellement, le déficit des finances de l'Etat, déjà mis à mal par les récentes aides accordées aux entreprises sous forme de réduction de TVA et d'exonération de charges en faveur du travail à temps partiel, ne serait pas aggravé grâce à des économies budgétaires qui seraient prévues.

En pratique, cela a abouti à renvoyer les conséquences d'une telle

décision à la future majorité placée dès lors devant le fait accompli.

Ce faisant, le gouvernement propose de satisfaire une vieille revendication syndicale : prendre en charge, au nom de la solidarité nationale, les cotisations de retraite des chômeurs actuellement supportées par la « Sécurité ». Or, ces cotisations représentent aujourd'hui 19 à 20 milliards de francs, à peu près ce qu'il convient de trouver pour équilibrer les comptes en 1993. Les partenaires sociaux, qui seront bientôt convoqués officiellement, vont être, en échange, invités à donner leur accord de principe à un allongement de la durée de cotisations (à quarante ans au lieu des trente-sept années et demi actuelles, par exemple).

Les pouvoirs publics souhaitent également qu'ils s'engagent à gérer eux-mêmes, comme c'est le cas dans les caisses de retraite complémentaires, une partie des dépenses d'assurance-vieillesse. Les autres dépenses, celles qui représentent l'effort de solidarité, seront regroupées à compter du 1er janvier 1994 dans le « fonds de solidarité », déjà adopté mais dans une version moins ambitieuse, en première lecture par l'Assemblée nationale (le Monde du 12 décembre 1992).

Ce schéma, qui a quelques chances d'être avalisé par la CFDT, la CFTC, et la CFE-CGC (Forces ouvrières pourrait être plus réticente alors que le refus de la CGT ne fait aucun doute) constituerait un redoutable piège pour la droite. Une telle réforme de structure en effet annulerait tout ce qui a été obtenu jusqu'à présent, droit à l'indemnisation chômage (en cas d'arrêt d'une émission ou de chômage partiel) prévue pour les intermittents du spectacle. Ils s'insurgent aujourd'hui de se voir écartés de ce régime, dont la réforme a fait l'objet d'un accord patronat-syndicats l'automne dernier (le Monde des 25 et 28 septembre 1992).

Cette exclusion serait fondée sur une double interprétation de l'UNEDIC : d'une part, l'audiovisuel étant « la production simultanée d'images et de sons », la radio en serait exclue ; de l'autre, Radio-France ne serait plus reconnue comme entreprise de spectacle, comme elle l'était tacitement jusqu'alors. Le régime appliqué aux gens de radio est donc dorénavant celui des forains. Son indemnisation est correcte. Mais plus courte que celle du spectacle et, surtout, les conditions posées (heures travaillées, de revenus minimaux) écartent l'essentiel des gens de radio du coup privé de couverture sociale. Peu syndiqués,

qui ont entamé plus tard leur vie active, partent en retraite. Les socialistes dégringoleraient certes le principe de la retraite à soixante ans pour une partie des salariés, les cadres essentiellement, mais ils feraient la démonstration de leur réalisme dans la défense des acquis sociaux.

Cependant, ce plan est largement tributaire de la décision du président de la République de convoquer une session parlementaire extraordinaire. Un transfert budgétaire peut parfaitement s'opérer par simple décret, mais, prévient un dirigeant syndical, « il n'est pas question de cautionner ce genre d'opération en dehors d'un vote de la représentation nationale. Ce ne serait pas correct ». Or, si l'Elysée n'y est pas opposé, Matignon y est, en revanche, particulièrement hostile. Dans le contexte politique actuel, une session parlementaire pourrait s'avérer périlleuse si, d'urgence, une motion de censure était déposée. La question devra être tranchée dans les prochains jours.

Corne d'abondance préélectorale

Au-delà des visibles arrière-pensées politiques qui l'inspirent, le gouvernement fait son devoir en rééquilibrant les comptes sociaux pour 1993 et en prenant les moyens de jeter les bases d'une réforme structurelle des retraites. Mais, outre que ce regain d'intérêt se manifeste bien tard - depuis 1988, les grands discours des ministres des affaires sociales sont invariablement restés lettre morte - on ne peut que constater que la conséquence première de la disparition, partielle, du « tron » de la Sécurité sociale sera un approfondissement supplémentaire du déficit budgétaire, à moins que de sévères économies ne soient mises en œuvre. Les socialistes, nuançant leur culte de la rigueur, auraient-ils décidé de considérer les finances publiques comme la corne d'abondance préélectorale ?

JEAN-MICHEL NORMAND

En demandant le maintien de leur couverture sociale

Les professionnels de radio veulent la reconnaissance de leurs métiers

Sans eux, la radio serait muette. Producteurs, animateurs, collaborateurs d'émissions, ils sont plus de 1 300 rien qu'à Radio-France, qui ne sont pas salariés permanents, mais assurent l'immense majorité des heures d'antenne des différentes chaînes (inter, Culture, Musique, locales), en dehors de l'information. Leur statut de « cachetiers » leur ouvrait jusqu'à l'été dernier, droit à l'indemnisation chômage (en cas d'arrêt d'une émission ou de chômage partiel) prévue pour les intermittents du spectacle. Ils s'insurgent aujourd'hui de se voir écartés de ce régime, dont la réforme a fait l'objet d'un accord patronat-syndicats l'automne dernier (le Monde des 25 et 28 septembre 1992).

Cette exclusion serait fondée sur une double interprétation de l'UNEDIC : d'une part, l'audiovisuel étant « la production simultanée d'images et de sons », la radio en serait exclue ; de l'autre, Radio-France ne serait plus reconnue comme entreprise de spectacle, comme elle l'était tacitement jusqu'alors. Le régime appliqué aux gens de radio est donc dorénavant celui des forains. Son indemnisation est correcte. Mais plus courte que celle du spectacle et, surtout, les conditions posées (heures travaillées, de revenus minimaux) écartent l'essentiel des gens de radio du coup privé de couverture sociale. Peu syndiqués,

mais regroupés à 80 % dans leurs sociétés de personnel, ils s'insurgent contre ces incohérences. Ils font valoir que Radio-France cotise massivement (et ponctuellement) aux régimes sociaux du spectacle. Ils exigent le maintien de leur couverture sociale et des négociations qui définissent enfin des professions jamais classées, restées dans l'ombre. Les voix de la radio veulent être entendues et reconnues.

M. C. I.

EN BREF

■ Total se retire du Canada. - Total a annoncé, vendredi 8 janvier, la signature d'un accord en vue de la vente de sa participation de 53 % dans Total Canada Oil et Gas Ltd (TCOG), une filiale qui a réalisé en 1991 un chiffre d'affaires de 453 millions de francs et un bénéfice de 31 millions. Ce désengagement, qui sera effectif avant le 1er février, devrait rapporter 183 millions de dollars canadiens (environ 800 millions de francs) au pétrolier français. Soumis, à l'instar des autres compagnies pétrolières, à une conjoncture médiocre, Total désinvestit dans des secteurs jugés non stratégiques. Récemment, le groupe a ainsi cédé la plupart de ses actifs antérieurs à un groupe de sociétés canadiennes pour une quarantaine de millions de francs.

Une mesure pour l'emploi

Renault va embaucher trois cents jeunes et cent salariés de RVI

En dépit de la poursuite de sa politique d'ajustement global des effectifs - qui se traduira par 2 249 suppressions d'emplois cette année - Renault (63 000 salariés) entend développer ses efforts de recrutement et de formation de jeunes, parallèlement à des départs en préretraite.

Grâce à la mise en place de six cents mesures de préretraite à mi-temps, Renault va embaucher en 1993 trois cents jeunes qui seront formés pour occuper des emplois qualifiés de fabrication. Ce dispositif, qui contribuera à abaisser la moyenne d'âge du personnel ouvrier et permettra à des salariés de plus de cinquante-cinq ans d'assurer à mi-temps une fonction de tuteur auprès des jeunes embauchés, est lancé pour la seconde année consécutive.

En 1992, le constructeur s'était fixé comme objectif d'intégrer deux cent cinquante personnes grâce à la mise en préretraite progressive de cinq cents salariés. L'opération n'ayant pu être engagée qu'en cours d'année, il n'avait été procédé fin novembre qu'à soixante-quatorze embauches mais trois cent quatre-vingt-trois personnes avaient, à la même date, opté en faveur d'un passage à mi-temps.

D'autre part, l'entreprise va proposer à quatre cents « jeunes en difficulté » une « aide à l'insertion afin de faciliter leur accès à l'emploi ». Cette initiative - qui a touché plus de deux cents personnes en 1992 - ne débouchera pas sur une embauche chez Renault mais, le cas échéant, dans des petites ou grandes entreprises de la région de Douai, le Mans et Flins qui, pour l'occasion, ont accepté de devenir partenaires du constructeur.

Enfin, la marque au losange a décidé d'engager cent salariés de l'usine de Blainville (Calvados) appartenant à sa filiale Renault-Véhicules Industriels, où la suppression de 423 emplois est prévue. Cette « mesure de solidarité au sein du groupe » se réalisera grâce au départ en préretraite FNE de cent salariés de Renault qui seront

remplacés par un nombre équivalent de membres du personnel de RVI qui, aux prises avec la baisse du marché du poids lourd, a annoncé en décembre un plan social supprimant 1 348 postes. Les reclassés sont prévus dans les usines de Sandouville, Le Mans, Cléon et Grand-Couronne.

J.-M. N.

Plus de 12 millions de dettes

Un administrateur judiciaire au comité d'établissement de Renault-Billancourt

Le tribunal de grande instance de Nanterre (Hauts-de-Seine) a désigné vendredi 8 janvier un administrateur judiciaire à la tête du comité d'établissement de l'usine Renault de Billancourt. Dirigé par la CGT, celui-ci doit constituer une nouvelle structure avec le comité d'établissement (aujourd'hui à majorité non CGT) du siège de Renault.

Or, ce dernier refuse d'assumer la « gestion déstabilisatrice » du CE de Billancourt, dont les pertes cumulées atteignent 11 millions de francs fin 1991 selon les estimations d'un expert-comptable désigné par le tribunal (le Monde du 23 décembre 1992). En outre, le dernier rapport de gestion présenté par le secrétaire CGT fait apparaître 12,5 millions de francs de dettes dont 6,4 millions imputables au non-paiement de cotisations sociales des vingt-neuf salariés du CE. Ces derniers ont intenté un recours devant le tribunal des prud'hommes afin d'obtenir leur intégration dans la future structure.

L'administrateur judiciaire devra examiner les comptes du comité d'établissement et procéder à la cession de ses deux derniers centres de vacances afin de tenter de répondre aux demandes des créanciers, dont certains menacent de recourir à des exécutions forcées.

Constructeur d'autocars

Renault-Véhicules industriels veut prendre 34 % du tchèque Karosa

La troisième tentative de Renault en République tchèque sera-t-elle la bonne ? Après avoir raté Skoda (revendu par le groupe VAG) et manqué les poids lourds de son partenaire Avia (qui lui a préféré Mercedes), Renault-Véhicules Industriels (RVI) devrait savoir, avant la fin du mois, si les autorités tchèques autorisent son entrée dans Karosa, important constructeur d'autocars et d'autobus. « Renault est très intéressé, et nous avons préparé en commun un projet de privatisation qui doit être soumis à approbation à la fin janvier », a déclaré, vendredi 8 janvier, l'un des responsables de l'entreprise tchèque, M. Miroslav Hauser.

RVI et Karosa ont signé, en mars 1992, une lettre d'intention pour la création d'une société commune chargée de « la production et la commercialisation d'autocars et d'autobus ainsi que de camions et de véhicules spéciaux » comme les voitures d'incendie au de maintien de l'ordre (le Monde du 11 mars 1992). L'accord, désormais finalisé entre les deux groupes, prévoit l'entrée de RVI à hauteur de 34 % dans Karosa. La société française s'est engagée, en échange, à apporter 231 millions de couronnes (45 millions de francs) à son partenaire dans le mois suivant la signature définitive du contrat. Elle devrait, ensuite,

investir une somme équivalente dans les trois ans pour prendre une participation majoritaire. L'identité de la marque Karosa serait toutefois maintenue pour les autocars et autobus. Les camions sortant de l'usine tchèque porteraient, en revanche, la marque Renault.

Un éventuel vent vert des autorités tchèques ne serait pas seulement une « compensation » pour les déboires passés de RVI, mais permettrait au constructeur français de disposer, enfin, de l'implantation qui lui fait défaut en Europe orientale. Avant la disparition du rideau de fer et celle du Comecon, le marché commun des pays communistes, Karosa avait une production de 3 500 à 4 000 véhicules par an, comparée aux 5 600 autocars ou autobus produits annuellement par l'ensemble IVECO-ENASA, aux 5 400 de Mercedes, aux 3 500 de Volvo-Leyland ou aux 2 600 de RVI. La production du tchèque est aujourd'hui tombée à 1 500 unités, mais son usine de Vysoke-Myta - qui emploie 1 400 personnes - est qualifiée de « relativement moderne » par RVI. « Avec Karosa, nous pourrions produire des véhicules pour les pays de l'Est, mais aussi pour la grande exportation, d'ici ou chez RVI. Pour l'Afrique ou pour l'Asie, pour des pays où l'on a besoin de véhicules simples et robustes. »

P.-A. G.

le traité de Maastricht, qui prévoit une indépendance renforcée pour les banques centrales européennes. « Il n'y a pas de débat de principe. La modification du statut de la Banque de France est déjà décidée par la France », après la ratification du traité par référendum, a indiqué M. Sapin, au cours de l'émission « Questions orales » diffusée samedi 9 janvier par Radio Classique.

■ Le groupe Amaury prend le contrôle d'un quotidien sportif russe. - Le groupe Amaury, éditeur du Parisien et de l'Equipe, a pris une participation majoritaire dans le quotidien de sport russe Sport-Express. Créé en juin 1991, ce quotidien était aujourd'hui une diffusion de 290 000 exemplaires.

L'expiration de l'ultimatum des alliés

L'Irak a déplacé ses missiles en deçà du 32° parallèle

Au moins temporairement, la tension a soudainement baissé, entre l'Irak et les alliés (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie), à l'expiration de l'ultimatum lancé par ces derniers, l'Irak ayant, selon les Américains, « démantelé », vendredi 8 janvier, les missiles déployés aux abords du 32° parallèle.

Les missiles « ne sont plus en position de tir », a déclaré un haut responsable du Pentagone quelques minutes après l'expiration de l'ultimatum de 48 heures adressé à Bagdad. De même, les avions qui avaient été repérés à plusieurs reprises ces dernières semaines au-dessus de la zone d'exclusion aérienne, décrétée dans le sud de l'Irak pour limiter la répression contre les chiites, ont quitté la base d'Al Jarrah, proche du 32° parallèle qui délimite cette zone, a ajouté ce responsable.

Plusieurs représentants de l'administration ont toutefois souligné que, les Américains ne sachant pas encore où les missiles avaient été transférés, la « crise » n'avait pas pris fin pour autant.

Officiellement, nous signons notre correspondance à Washington Henri Pierre, on répète que le

brouillard couvrant le sud de l'Irak empêche, ou en tout cas gêne considérablement les missions de surveillance par avion et la prise de photographies par satellite. Certains experts mettent en doute cette explication, en soulignant que les satellites sont en mesure de produire des images grâce à des radars et des lentilles infrarouges pouvant fonctionner dans le brouillard. Dans ce contexte, l'ambiguïté officielle s'expliquerait, non par les difficultés des services de renseignements mais par le désir de maintenir la pression sur Bagdad.

La Maison Blanche s'est bornée à indiquer dans un communiqué émanant de Washington qu'elle avait « gardé l'Irak sous étroite surveillance » et s'efforçait de « déterminer si l'Irak respecte les termes » de l'ultimatum adressé par la coalition.

A Bagdad, les médias officiels ont continué d'observer le silence sur cette affaire. Dans sa seule allusion à la crise, Radio Bagdad avait affirmé, une heure après l'expiration de l'ultimatum, que « les imams des mosquées ont salué dans leurs prêches la position héroïque du peuple d'Irak, de son armée et de son dirigeant, le combattant Saddam Hussein, qui fait face aux forces d'agression qui cherchent à porter atteinte à l'unité et à la souveraineté de l'Irak ». Réuni en session extraordinaire, le Parlement irakien avait, quelques heures plus tôt, « approuvé à l'unanimité le rejet par le commandement (irakien) de la décision injuste adoptée par les alliés sur le retrait des missiles irakiens du sud de l'Irak ».

Le 200 a par ailleurs monté entre le Conseil de sécurité de l'ONU et le gouvernement de Bagdad, après que ce dernier ait décidé d'interdire aux appareils de la commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak d'atterrir sur son territoire. A la suite de cette mesure, un groupe d'experts internationaux qui devait se rendre en Irak se trouve bloqué à Bahrein. Selon le porte-parole de la commission, M. Tim Trevan, l'interdiction s'applique à « tous les vols » des Nations unies.

Saisi de l'affaire, le Conseil de sécurité, dans une déclaration lue par son président dans la nuit de vendredi à samedi, a « enjoint au gouvernement irakien de ne pas entraver les vols actuellement envisagés » par l'ONU, de « s'acquiescer des obligations qui lui incombent en vertu de toutes les résolutions pertinentes de l'ONU » et de « coopérer pleinement » aux activités des différentes missions encore prévues sur le territoire irakien. — (AFP)

Une mission du Comité international de la Croix-Rouge est arrivée au campement des Palestiniens expulsés par Israël

Partis d'Israël après que la gouvernante M. Itzhak Rabin ait donné son accord, deux délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sont arrivés, samedi 9 janvier, au siège de la Force intermédiaire de l'ONU au Liban (FINUL), d'où ils se sont rendus en hélicoptère dans le campement des quelque 400 Palestiniens expulsés par l'Etat juif.

Initialement prévue pour vendredi, leur mission avait été différée en raison du mauvais temps.

GENÈVE

de notre correspondante

Le but de la mission du CICR consiste, dans un premier temps, à évaluer les besoins des exilés, auxquels les délégués CICR s'étaient vu interdire l'accès tant par Israël que par le Liban. Avant cette interdiction, le CICR avait pu, du 21

au 24 décembre seulement, fournir des tentes, des matelas, des couvertures, des vêtements, des couvertures de recharge, du matériel de chauffage et de cuisine, des médicaments et de l'eau, ainsi que transmettre les colis des familles.

Les 24 et 25 décembre, le chef de la délégation du CICR au Liban, M. Bernard Pfeiffer, avait pu, à titre personnel, se rendre seul et sans matériel d'assistance auprès des exilés. L'actuelle mission d'évaluation, menée par le chef de la délégation du CICR à Jérusalem, M. Georges Caminos, accompagné d'un médecin, le docteur Cordula Wolfberg, est d'autant plus nécessaire que le CICR n'aurait pas eu depuis deux semaines accès aux expulsés, dans l'ignorance de leurs besoins réels, notamment sur le plan sanitaire.

En outre, les délégués devront s'assurer que les dix Palestiniens exilés « par erreur » souhaitent vraiment rentrer chez eux, dans les territoires occupés.

Le CICR, qui estime que la situation s'est tout de même un peu améliorée du fait qu'une porte lui est restée ouverte, rappelle néanmoins que, conformément au droit international humanitaire, Israël et le Liban ont chacun, indépendamment l'un de l'autre, l'obligation de laisser libre passage à l'assistance humanitaire destinée aux civils dans le besoin.

La Croix-Rouge internationale, à ce effet, toujours rejeté la notion de réciprocité et souligne auprès des autorités des deux Etats que toute démarche ou initiative doit être unilatérale.

ISABELLE VICHNIAC

Aux Etats-Unis

M. Ross Perot revient sur les ondes et recrute pour son mouvement

L'ancien candidat indépendant à la Maison Blanche, M. Ross Perot, sera de retour sur les télévisions américaines la semaine prochaine afin de lancer une campagne de recrutement pour le mouvement qu'il avait créé au moment de sa campagne, « United We Stand » (« Unis nous nous dressons »). Pour le moment, l'objectif du groupe n'est pas de présenter des candidats aux élections ou de contribuer financièrement à des campagnes, mais de promouvoir « les réformes nécessaires dans l'économie et le gouvernement ».

Après une conférence de presse, lundi 11 janvier, à Dallas (Texas), le milliardaire sera le même jour, dans la soirée, l'hôte de l'émission « Larry King Live » sur la chaîne CNN, où il avait lancé sa campagne présidentielle au début de l'année 1992. Il devrait poursuivre son offensive télévisée sur les grands réseaux américains au cours de la semaine. M. Perot avait obtenu 19 % des suffrages lors de l'élection présidentielle du 3 novembre. Le grand thème de sa campagne avait été la lutte contre le déficit budgétaire. — (AFP)

Selon le Centre d'observation économique

Le déficit budgétaire de la France pourrait être plus lourd que prévu en 1993

Le déficit budgétaire de la France risque d'atteindre 250 à 300 milliards de francs cette année du fait d'une prévision de croissance plus modeste que l'objectif officiel de 2,6 % fixé par le gouvernement pour 1993. C'est en tout cas ce que ressort des estimations du Centre d'observation économique (COE) dans sa dernière lettre mensuelle de conjoncture. L'hypothèse gouvernementale d'un déficit de 189 milliards de francs « repose sur un scénario trop optimiste de croissance », qui devrait se révéler « nettement plus faible » pour atteindre 1,9 %, estime le COE.

Un déficit effectif de 250 à 300 milliards de francs serait donc atteint « en ce qui concerne le résultat des élections législatives de mars 1993 », indique la lettre du COE qui conclut que, dans une telle configuration, « la politique monétaire sera contrainte à la prudence et au gradualisme ».

Le conflit entre Paris et Ottawa sur la pêche

Deux chalutiers sont arraisonnés dans les eaux canadiennes

Le chalutier de Saint-Pierre-et-Miquelon la Normande a appareillé vendredi 8 janvier vers les eaux territoriales canadiennes, alors que deux autres navires français arraisonnés la veille par les garde-côtes canadiens, lors d'une expédition de pêche licite, avaient été remorqués vers Saint-Jean-de-Terre-Neuve.

Une trentaine de personnes, dont le président du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon, M. Marc Planchet, se trouvent à bord de la Normande. L'action d'arrêt des pêcheurs et responsables politiques de Saint-Pierre-et-Miquelon vise à contraindre Paris et Ottawa à reprendre les négociations sur les quotas dans les eaux canadiennes, au large de l'archipel.

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, a déclaré à Paris qu'il « partageait une légitime inquiétude des habitants de l'archipel ». La France a demandé la réunion de la commission de conciliation prévue par l'accord franco-canadien de 1972.

EN BREF

Les obsèques de Xavier de La Fournière. — Les obsèques de l'ancien agent de change et adjoint (UDF) au maire de Paris, Xavier de La Fournière, décédé dimanche 3 janvier à l'hôpital des prisons de Fresnes (Val-de-Marne), ont eu lieu, vendredi 8 janvier, en l'église Saint-Philippe-du-Roule à Paris (8^e arrondissement). Dans les premiers rangs d'une assistance nombreuse, une délégation de la municipalité de Paris était conduite par M. Jean Tiberi, premier adjoint de M. Jacques Chirac. Plusieurs parlementaires de l'UDF — MM. Roger Chénouard, Jacques Dominati, Jean-Pierre Fourcade — ainsi que M^{me} Anne d'Ornano, maire de Deauville, étaient présents. M. Valéry Giscard d'Estaing s'était fait représenter par son épouse.

M. Soisson se dit favorable à une « corresponsabilité » plutôt qu'à une « cohabitation ». — M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'Agriculture et du développement rural, secrétaire général du Mouvement des réformateurs, souligne, samedi 9 janvier, dans une déclaration à l'« Homme républicain », que « quel que soit le résultat du scrutin, personne ne pourra faire partir le président de la République ». M. Soisson se dit donc partisan d'une action « qui permette de diriger le

Troisième meurtre commis en Corse depuis le début de l'année

Un habitant de Lucciana est tué d'un coup de fusil de chasse

Ours-Marie Luigi, trente-deux ans, a été tué d'un décharge de chevrotines, samedi 9 janvier vers 3 heures du matin à Lucciana (Haute-Corse). Habitant cette commune située à une dizaine de kilomètres au sud de Bastia, Ours-Marie Luigi est mort à proximité d'un restaurant de Lucciana. Le Soleil levant. Aucun témoin n'a assisté à la scène et aucun suspect n'a été interpellé, apprend-on auprès de la gendarmerie. L'enquête a été confiée à la brigade de recherches de la gendarmerie de Bastia.

C'est le troisième homicide volontaire commis sur l'île de Beauté depuis le début de l'année. Le 3 janvier, un jeune homme de vingt-cinq ans avait péri à Pila-Cala, près de Sartène, au cours d'un différend familial. Jeudi

7 janvier, un imprimeur avait à son tour été mortellement blessé par balle au comptoir d'un bar d'Ajaccio (le Monde du 9 janvier).

L'accélération des homicides volontaires inquiète très sérieusement les autorités judiciaires locales. « Il s'agit de droit ne règne plus en Corse », avait tout récemment déclaré le procureur général près la cour d'appel de Bastia, M. Christian Rayssiguier, à l'occasion de l'audience solennelle de rentrée. « La montée de la grande criminalité devient insupportable », avait à son tour constaté le procureur de la République d'Ajaccio, M. Pierre-Yves Radiguet.

En 1992, quarante homicides volontaires ont été perpétrés dans une île, peuplée par environ deux cent mille habitants.

Relayant les services de police judiciaire

La gendarmerie est chargée de l'enquête sur le meurtre du maire de Soveria

Le juge d'instruction bastiais chargé du dossier sur le meurtre de Paul Mariani, le maire de Soveria (Haute-Corse) assassiné le 31 décembre 1990, a confié à la gendarmerie cette enquête jusqu'à la fin de l'année.

Le magistrat instructeur, M. Jean-Pierre Rousseau, a, par une commission rogatoire du 22 décembre 1992 et en plein accord avec le parquet de Bastia, décidé d'« saisir la section de recherches de la gendarmerie d'Ajaccio, répondant ainsi à une demande de la famille de Paul Mariani ».

« Il ne s'agit ni d'une défiance envers les premiers enquêteurs qui ont fourni un travail considérable, ni d'un rejet de leurs conclusions », souligne M. Roland Mahy, procureur de la République à Bastia, « mais de la volonté d'affiner une enquête qui donnait l'impression de tourner en rond depuis que les enquêteurs de la PJ s'étaient forgés une conviction ».

Privilégiant une « piste locale », les policiers avaient en effet acquis la conviction de la responsabilité d'un habitant de Soveria, employé par le maire pour de menus travaux, dans l'assassinat de Paul Mariani. « Ni le juge

Après 80 jours de grève

Un accord est intervenu à Marseille entre dockers et employeurs

MARSEILLE

de notre correspondant régional

A l'issue d'une longue réunion paritaire, un accord est intervenu, dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 janvier, entre le syndicat CGT des dockers et les employeurs de manutention du port de Marseille, sur l'application de la loi du 9 juin 1992 modifiant le régime de travail dans les ports. Le nombre des dockers mensuels a été fixé à 750, soit près de 200 de moins que celui prévu dans un précédent projet mis au point au début novembre 1992, et celui des intermittents à 338 (inchangé), sur un total de 2 026 dockers.

Après plus de 80 jours de grève depuis octobre 1991, les deux parties ont également rapproché leurs positions sur la polyvalence des équipes, la modulation des horaires et la définition des postes de travail, la grille des salaires et la représentation syndicale. Le texte de l'accord doit être officialisé, lundi 11 janvier, par une commission paritaire restreinte avant d'être soumis à la base.

G. P.

Le groupe marocain ONA prend le contrôle d'Optorg

Le groupe marocain ONA, spécialisé dans l'agrodistribution, les finances, les mines, la haute technologie, va acheter 50,25 % du capital de la société française de négoce Optorg créée par ses anciens actionnaires, MM. Gilbert Salomon (21 %), Michel Doumenc (21 %) et la Banque Bruxelles Lambert (8,28 %). Cette acquisition, annoncée vendredi 7 janvier, est soumise au feu vert du Trésor. Elle se fera au prix de 320 francs par action, contre un dernier cours de 272 francs, ce qui valorise la société de négoce à 395 millions de francs. Le groupe n'entend pas demander la radiation d'Optorg de la cote officielle. L'ONA (8,7 milliards de francs de chiffre d'affaires, 351 millions de bénéfice en 1991) est contrôlée à 70 % par des intérêts marocains auxquels s'ajoutent notamment pour 12 % des participations de groupes français comme les AGF, la BNP, Bolloré, Buisson et Paribas. En reprenant Optorg, le premier groupe privé marocain entend poursuivre la stratégie menée par les précédents actionnaires.

CANADA : le premier ministre québécois a annoncé opérer d'une tumeur cancéreuse. — Le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, a été opéré d'une tumeur à la poitrine, mercredi 6 janvier à Washington, a annoncé, vendredi 8 janvier, le service de presse de son cabinet. M. Bourassa a rejoint sa famille en vacances en Floride dès le lendemain, a indiqué un communiqué de son cabinet. — (AFP)

SOMMAIRE

DATES

Il y a quinze ans, l'assassinat de Pedro José Chamorro au Nicaragua..... 2

ÉTRANGER

Angola : le gouvernement menace de décréter l'état d'urgence..... 3
Somalie : quatorze factions ont signé un accord de principe pour un cessez-le-feu..... 3
« Loin des capitales » : Cambodge : le petit docteur de Battambang..... 5

POLITIQUE

La préparation des élections législatives..... 6 et 7
Point de vue : « Le roi est nu », par Charles Fierman..... 6
Livres politiques : « Idéologies et idées », par André Laurens..... 7

SOCIÉTÉ

L'échouage du pétrolier Brax sur les côtes des Shetland..... 8
Condamnation d'une Africaine à un an de prison ferme pour avoir fait exciter ses filles..... 9
POINT/Le sans-abri..... 11

HEURES LOCALES

• Nantes oigne ses déchets
• Statut de l'élu : après la loi, les textes réglementaires • Paris : attention, chertiers ! • Ile-de-France : halte dans les jardins de Boulogne-Billancourt • Régions : les particularités fiscales de la Corse • Dossier : le retour en ville des marchands • Cité : Aurillac, la campagne à la ville..... 19 à 26

CULTURE

Dances : le Ballet du Rhin évoque d'une pointe légère le conditionnement féminin à travers les âges..... 13
Musiques : Paul Perrenon à l'Olympia..... 13

ÉCONOMIE

Début des négociations salariales dans les services publics..... 15
Renault va embaucher trois cents jeunes et cent salariés de RVL..... 15
Un administrateur judiciaire au comité d'établissement de Renault-Billancourt..... 15
Renault Véhicules industriels veut prendre 34 % du tchèque Karosa..... 15
Les gens de radio veulent la reconnaissance de leurs professions..... 15
Revenus des valeurs..... 15
Crédits, changes et grands marchés..... 17

Services

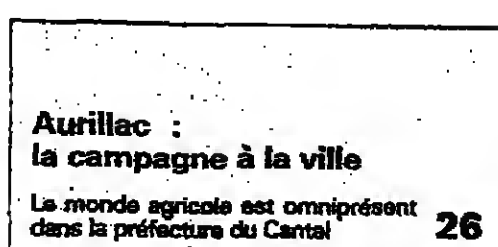
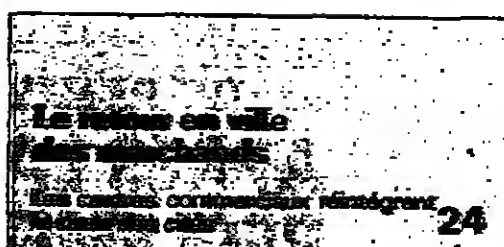
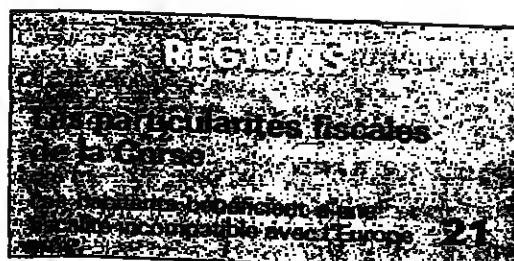
Abonnements..... 2
Cartes..... 12
Météorologie..... 12
Mots croisés..... 12
Télévision..... 12
Spectacles..... 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision »
Le numéro du « Monde » daté 9 janvier 1993 a été tiré à 470 088 exemplaires.

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
Janvier 1993 (14 pages)
LA NOUVELLE EUROPE
En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

مكتبة الامم المتحدة



■ 20 Communication ■ Agenda ■ Formation ■ Nominations ■ 25 Débat ■ Portrait ■ Livres ■ Courrier ■

HEURES LOCALES

NANTES SOIGNE SES DÉCHETS

Le district investit dans un dispositif complet de valorisation des ordures ménagères et industrielles

DEPUIS quelques années le vert se porte volontiers dans les collectivités locales françaises. L'agglomération nantaise s'est, elle, rangée sous une bannière arc-en-ciel. Tel est, en effet, le nom du dispositif de traitement global des déchets dont le district de Loire-Atlantique est en train de se doter. Fort de ses vingt communes adhérentes et de ses 500 000 habitants, il a décidé de se donner les moyens d'être cité en modèle dans ce domaine. L'ensemble des opérations de collecte, de tri, d'incinération, de transformation et de stockage est évalué à 220 millions de francs. Pour le district, il s'agit du poste budgétaire le plus important, après celui des pompiers.

Aujourd'hui le système mis en place permet de devancer les exigences de la loi du 19 juillet 1992. Ce texte, dont les collectivités locales attendent les décrets d'application, prévoit que, d'ici dix ans, tout dépôt d'un déchet non traité sera interdit sur le sol français. Une mesure qui sera effective dès mars 1994 dans l'agglomération nantaise.

Déjà, la décharge de Tougas a fermé. Dix déchetteries sont apparues dans le district, avec succès, puisque les dépôts sauvages se sont réduits. Le nuage noir qui s'élevait au-dessus du centre hospitalier a disparu. Ce ne sont là que quelques indices de la filière complète actuellement en préparation. Bientôt, le dispositif Arc-en-ciel permettra de traiter non seulement les déchets ménagers, mais aussi une partie des déchets industriels et commerciaux. Au total, chaque année, 175 000 tonnes émanant du district, ainsi que de vingt-neuf communes alentour, seront éliminées ou transformées.

Selon leur nature, elles seront triées puis incinérées dans la complexité de Couëron, qui produira de l'électricité, vendue à EDF, et de la vapeur. Le bois sera récupéré et utilisé dans une chaufferie d'immeubles d'HLM; la ferraille, les plastiques, le verre et le papier seront recyclés par des entreprises spécialisées. Les résidus émanant des espaces verts ainsi que les boues des stations d'épuration, une fois analysées, seront envoyées à la centrale de compostage de Saint-Herblain.

A terme, le compost devrait trouver des débouchés sur les marchés agricoles de proximité. Les produits ultimes iront rejoindre un « site agricole de remblai intégré ». Sur cet espace paysager de 70 hectares, le stockage d'utilisera que deux hectares à la fois, en jachère. Les promoteurs d'Arc-en-ciel envisagent d'y implanter une activité agricole originale.

Pourquoi pas un verger-conservatoire



d'espèces en voie de disparition? Et pourquoi ne pas y recevoir des classes vertes en visite? C'est un groupement de filiales de la Compagnie générale des eaux qui a emporté cet important marché à l'issue du concours international. « Nous avons rédigé nous-mêmes notre cahier des charges », annonce non sans fierté Maurice Jeanneau, administrateur général du district. Aujourd'hui, celui-ci sert de référence.

La pression des administrés

Entre autres critères, les responsables des vingt communes de Loire-Atlantique ont réclamé de leurs interlocuteurs un sens certain de l'innovation, puisqu'ils leur ont demandé... d'imaginer les futures normes de protection de l'environnement, et bien sûr de les devancer. Ils ont exigé une grande souplesse afin d'adapter le dispositif au fur et à mesure de l'apparition de nouvelles filières de valorisation des déchets.

Selon le contrat signé officiellement le 1^{er} décembre 1992, la collecte des ordures reste du ressort de chaque commune. L'in-

vestissement à la charge de la Générale des eaux s'élève à 250 millions de francs. « Un véritable challenge », assure Marc Renaudin, responsable du projet. Mais un « challenge » qui vaudra la peine d'être relevé dans un secteur où ne se mesurent actuellement que quelques grands groupes industriels, notamment deux français, la « Générale » et la Lyonnaise des eaux. Pour ces derniers, il est temps de prendre position. Car la demande des collectivités locales ne peut que prendre de l'ampleur, sous la pression conjuguée de leurs administrés de plus en plus sensibles à l'écologie urbaine et des contraintes réglementaires imposées par le gouvernement, voire par la Communauté européenne.

Seul le coût pourrait freiner le développement des métiers de la propreté. « Qui sortent à peine de la préhistoire », estime Maurice Jeanneau. « L'environnement se paye de plus en plus cher », martèle l'administrateur général, « sans doute, de faire admettre cette évidence à tous les habitants de l'agglomération. Ici, le traitement de la tonne de déchets est passé de trente à trois cents francs en dix ans ».

Pourtant, Jean-Marc Ayraut (PS), maire de Nantes et président du district,

souligne moins les aspects financiers du dossier que l'énergie dépensée pour communiquer, informer, expliquer dès le début de l'opération. Cette démarche devrait se poursuivre. Le chantier de Couëron n'est pas encore commencé; en attendant, sa maquette laisse voir la large place qui sera faite aux visiteurs dans le futur complexe. Autre exemple, un comité consultatif avait été associé à la rédaction de l'appel d'offres. Un second, composé d'élus, d'universitaires, d'usagers, de responsables d'entreprise, va prendre le relais et sera, pour sa part, chargé de veiller au suivi des évaluations techniques.

Cette transparence se veut aussi démocratique que pédagogique. L'optimisation du recyclage des déchets, par exemple, est réclamée vigoureusement par les écologistes. Or, sur le marché de la valorisation, les règles de l'offre et de la demande sont en plein bouleversement. Ainsi, la tonne de papier récupéré était achetée environ 200 francs il y a quelques années, elle ne vaut plus rien actuellement.

de notre envoyée spéciale à Nantes
Martine Valo

Référendum

Le maire de Briançon emploie les grands moyens. Confronté au difficile endettement de sa ville, Alain Bayrou (UDF-PR) a décidé de faire appel au sens civique de ses administrés. Il souhaite demander aux habitants de se prononcer « de manière significative », le dimanche 17 janvier, sur un plan visant à redresser la situation financière de la ville.

La cité des Hautes-Alpes connaît des jours difficiles. Depuis plusieurs mois, les experts et les banquiers qui se sont penchés sur l'état de la trésorerie municipale ont estimé que la ville se trouvait en situation de cessation de paiement (le Monde daté 6-7 juillet 1992). Face à une dette qui atteint 502 millions de francs, pour une population de 12 333 habitants, la chambre régionale des comptes de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a recommandé une réduction des dépenses et une augmentation des impôts locaux. Des mesures destinées à honorer des emprunts émis par la municipalité précédente, dirigée jusqu'au mois de décembre 1991 par Robert de Caumont (PS).

Les Briançonnais répondront-ils à l'invitation de leur premier magistrat? La démarche d'Alain Bayrou est nouvelle. Elle surprend par son originalité, mais pose quelques questions. M. Bayrou cherche-t-il à faire désavouer, une nouvelle fois, son prédécesseur à la mairie, ou veut-il obtenir l'approbation de ses administrés sur une augmentation des taxes?

La deuxième hypothèse aurait de quoi séduire de nombreux élus confrontés à la préparation de leur budget pour 1993. Ils pourraient, eux aussi, interroger leurs administrés pour savoir comment réduire les dépenses de leurs communes dans une période difficile. Ou leur demander, plus simplement, de fixer le montant maximum d'augmentation de la fiscalité qu'ils sont prêts à accepter.

Serge Bolloch

PARIS

ATTENTION, CHANTIERS!

La fin du siècle va être marquée par d'importants travaux dans les entrailles de la capitale

Il y a dix ans que le sous-sol parisien de la capitale n'avait subi pareille chirurgie. Les tronçons centraux de Métro, d'Éole et de la ligne D du RER — ces nouvelles traversées de Paris — sont en perçage. La SNCF et la RATP ont entrepris d'ajouter à leur réseau invisible 14 000 mètres de tunnels et une douzaine de gares. Le plus grand chantier souterrain de cette fin de siècle va durer six années.

Deux particularités en font un véritable casse-tête pour les ingénieurs. D'abord, à la différence du métro classique et des RER A, B et C déjà en service, qui passent sous des artères, les ouvrages seront cette fois situés sous des îlots bâtis où s'élèvent

monuments, édifices publics et immeubles privés dont le nombre atteint 1 600.

Il faut donc exproprier de leurs tréfonds une dizaine de milliers de Parisiens, puis creuser sous leurs pieds. Deuxième difficulté: il s'agit d'évacuer 2,3 millions de mètres cubes de déblais et de les remplacer par 850 000 mètres cubes de béton et de ferraille. S'ils étaient confiés à des camions, ces charrois lanceraient quotidiennement dans les rues déjà encombrées du centre historique 530 poids lourds supplémentaires. Et pendant des années. En outre, ils nécessitent l'ouverture d'une cinquantaine de puits et de tranchées à ciel ouvert.

En d'autres temps, l'immense chantier aurait paralysé les quartiers situés entre Saint-Lazare, la Madeleine, la gare de l'Est, la gare de Lyon et Tolbiac, soit une dizaine d'arrondissements. Un cauchemar pour tous ceux qui résident et travaillent dans le centre-est de la capitale. Leur sera-t-il épargné? En tout cas les services de la Ville, de la RATP et de la SNCF y travaillent. Objectif commun: parvenir à compléter le réseau souterrain des transports collectifs sans aggraver des Parisiens déjà hyper-sensibles. C'est du cœur d'un responsable de la RATP qui se souvient des chantiers d'il y a vingt-cinq ans: « C'était bougrement plus facile. On ne se

posait pas tant de problèmes. Aujourd'hui, il faut négocier durant des mois et il suffit d'un riverain paniqué ou d'un élu insomniaque pour que tout soit remis en question. »

Le premier empêcheur de creuser en paix n'est autre que François Ozanne, le directeur de la voirie de Paris. Il y a déjà trois ans qu'il a signé avec 150 entreprises de travaux publics un protocole les obligeant à clore leurs chantiers de palissades vert et gris, à protéger les piétons, à ménager les arbres et à soigner la propreté des baraquements comme l'uniforme des ouvriers. Si ces conditions, contrôlées par une commission ad hoc et des inspecteurs, ne sont pas respectées, l'entreprise peut être privée de contrat pendant un an. S'inspirant de cet exemple, le ministère de l'équipement a expédié une circulaire aux municipalités de province leur recommandant d'en faire autant.

Marc Ambroise-Rendu
Lire la suite page 22

Tourisme & Culture

« Acteurs des collectivités locales et publiques, gens de culture, industriels du tourisme : de la coexistence au partenariat... »

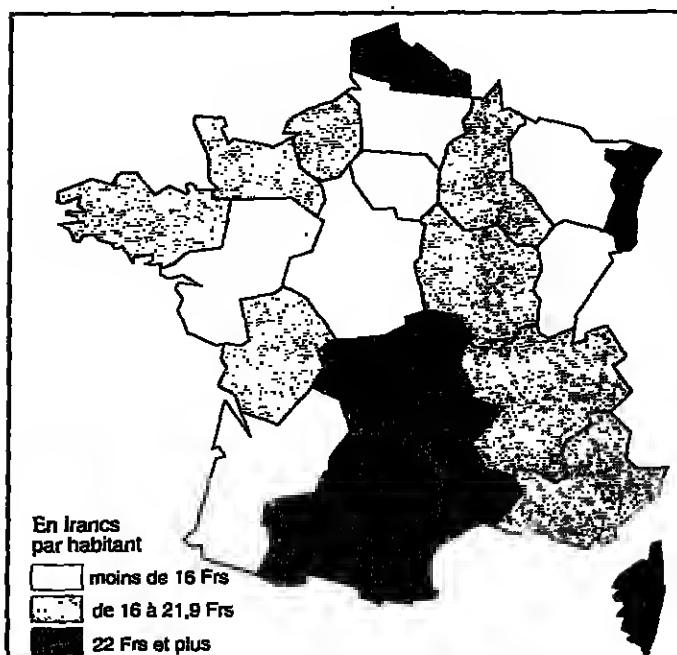
Rencontres de Courchevel
24-25-26 janvier 1993

Renseignements et inscriptions

Tél. (1) 47 77 77 78

R E P È R E S

STATISTIQUES



Culture pour tous

En 1990, les conseils régionaux ont consacré à la culture 20,60 francs en moyenne par habitant, soit 2,4 % de leurs dépenses globales. Les crédits qu'ils ont consacrés à ce secteur ont été multipliés par cinq depuis 1980, soit quelques années avant les lois de décentralisation. Ceux du ministère de la culture sont loin d'avoir suivi la même progression.

La région Ile-de-France se classe lanterne rouge avec 11 francs par habitant. Une donnée qu'il faut relativiser, cette somme correspond à une part proportionnellement faible (2,9 %) d'un budget riche. Avec une dépense de 118 millions de francs, la région capitale se classe en deuxième position derrière le Nord-Pas-de-Calais. Celui-ci accorde en moyenne près de 45 francs par habitant. Un bel effort qui peut sembler étié comparé à celui de villes comme Nice ou Bordeaux, qui s'élève à plus de 2 000 francs.

Aux seuls, la musique, l'art lyrique et la danse représentent plus d'un tiers de l'ensemble des dépenses. Le patrimoine architectural consomme, lui, plus d'un quart des investissements. L'animation culturelle polyvalente apparaît comme le domaine le plus malmené par les restrictions budgétaires.

(Source : Département des études et de la prospective du ministère de la culture)

STATUT DE L'ÉLU

APRÈS LA LOI, LES TEXTES RÉGLEMENTAIRES

Les édiles peuvent désormais profiter de leurs autorisations d'absence et de leurs droits à la formation

DÉMOCRATISATION de l'accès à la vie publique et transparence des indemnités étaient les deux axes de la loi du 3 février 1992, sur les conditions d'exercice des mandats locaux. (Le Monde daté 15-16 novembre 1992). Jean-Pierre Sureau, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, s'est engagé à faire paraître avant le 3 février l'ensemble des textes nécessaires à l'entrée en vigueur de ces réformes.

Le dispositif relatif à la transparence financière est quasiment prêt. Tous les élus, exceptés les présidents et les vice-présidents d'établissement de coopération intercommunale, disposent de barèmes fixant le montant de leurs indemnités. Les frais de déplacement des conseillers généraux et régionaux sont réglementés. Un plafond est prévu pour les cumuls de rémunérations.

En 1993, les indemnités des élus de communes de plus de 1 000 habitants seront fiscalisées, de façon autonome, comme le prévoyait la loi. Le Parlement a adopté un barème d'imposition, le 23 décembre, dans la loi de finances rectificative pour 1992. Le gouvernement devrait bientôt publier un décret précisant le montant de la fraction imposable.

Les communes rurales, qui éprouvent de véritables difficultés à mandater les indemnités de leurs élus, vont bénéficier en 1993 d'une dotation de 250 mil-

lions de francs. Ce concours de l'Etat se répartira entre 20 000 communes, de moins de 1 000 habitants, qui devraient toucher 12 500 francs chacune.

Pour faciliter l'accès de toutes les catégories de citoyens aux fonctions locales, la loi du 3 février 1992 ouvre de nouveaux droits en matière d'absence et de formation. Les élus minoritaires et les salariés du secteur privé, qui sont les véritables bénéficiaires de ces mesures, attendaient avec une certaine impatience les décrets d'application. Ces textes ont été publiés, avant le congrès de l'Association des maires de France (AMF), au Journal officiel du 17 novembre 1992. Ils précisent notamment les conditions dans lesquelles les demandes d'autorisation d'absence doivent être formulées. Pour assister aux séances plénières ou aux réunions de commission de son conseil, l'élu salarié doit informer son employeur par écrit, « de la date et de la durée de son absence ». Pour profiter du crédit d'heures auquel il a droit, hors séances officielles (de vingt-quatre à trente-neuf heures par mois), il doit formuler sa demande au moins trois jours à l'avance.

Pour bénéficier de sa journée annuelle de formation, l'élu doit s'y préoccuper plus tôt, car, en effet, il doit expédier sa lettre au moins, trente jours à l'avance. La demande peut être refusée, après avis du comité d'entreprise ou

des délégués du personnel, si l'employeur estime que l'absence de l'élu est préjudiciable à la bonne marche de l'entreprise. Celui-ci doit attendre quatre mois pour la renouveler. Elle ne peut alors être refusée.

Nouveau marché

La loi prévoit que les 550 000 élus locaux ont droit à six jours de formation par mandat. Elle crée ainsi un marché, d'environ 350 millions de francs, selon certains experts, financé par de l'argent public, puisque ce sont les collectivités locales qui prennent en charge cette dépense obligatoire. Les élus pourront s'adresser à l'organisme de leur choix, à condition que celui-ci ait obtenu un agrément du ministère de l'Intérieur.

Le décret énonce également les critères formels d'agrément des organismes de formation. Ces établissements devront notamment indiquer leur statut juridique, l'identité de leurs dirigeants et administrateurs, leurs moyens financiers, ainsi que les diplômes, titres et références des formateurs. Leurs documents comptables devront être certifiés par un commissaire aux comptes.

« L'organisme demandeur doit justifier qu'il offre des formations adaptées aux besoins des élus locaux », stipule le décret. Mais comment ? Les critères pédagogiques et les prix ne sont

pas précisés. « La formation doit être neutre ou partisane », technique ou politique ? », se demande Yves Jegouzo, professeur de droit à l'université Paris-I. « Il faut éviter que les décideurs ne deviennent des fonctionnaires. Il faut donc imaginer une formation adaptée à leurs besoins », a déclaré cet universitaire lors d'un colloque sur le statut de l'élu.

Ces questions seront débattues au sein d'un Conseil national de la formation, chargé de définir les orientations générales de la pédagogie et de donner des avis sur les agréments. Ce conseil devrait être installé avant la fin du mois de janvier. Il sera composé de sept personnalités qualifiées et de sept élus locaux. Le premier collège comprend un membre du Conseil d'Etat, un magistrat de la Cour des comptes, quatre professeurs de l'enseignement supérieur et un expert désigné par le ministre de l'Intérieur. Le collège des élus compte quatre représentants pour les communes, deux pour les conseils généraux, un pour les conseils régionaux.

Le gouvernement estime que la composition du Conseil national de la formation garantira le sérieux de celle-ci qui ne doit être ni un « fromage » pour le secteur privé, ni un instrument de financement des partis politiques. La plus grande vigilance s'impose en effet devant l'appât que suscite ce nouveau marché. Un grand nombre de demandes d'agrément ont déjà été déposées dans les préfectures.

En dernier lieu, le gouvernement devra boucler le difficile dossier de la retraite par rente. Les règles du code de la mutualité ont été retenues, comme le souhaitait Jean-Pierre Sureau. Les élus devraient être ainsi mieux associés à la gestion de leur régime.

Rafaële Rivais

AGENDA

■ Informatique et communication en Ile-de-France. - Les techniques informatiques et les nouvelles technologies de communication sont devenues indispensables dans l'aménagement régional. Le conseil régional d'Ile-de-France organise, jeudi 14 janvier à Paris, une journée d'information sur le développement des systèmes informatiques. L'exemple de la gestion des transports et de la circulation, et des cas concrets de numérisation des données serviront de base à la discussion.

► Renseignements au conseil régional d'Ile-de-France, 33, rue Berbat-de-Jouy, 75007 Paris. Tél. : (16-1) 40-43-70-70.

■ Les médiateurs des collectivités. - La décentralisation, ainsi que le développement des communes, a favorisé la création de nouveaux médiateurs dans les administrations locales. Les services techniques, comme les directions liées à l'éducation et à la culture, ont évolué et se sont étoffés. Pour évoquer ces métiers et les formations qui y préparent, le Centre d'information et

de documentation jeunesse (CIDJ) de Paris organise dans ses locaux, mercredi 13 janvier à 15 heures, une conférence-débat avec des spécialistes des carrières de la fonction publique.

► Renseignements au CIDJ, 101, quai Branly, 75740 Paris. Tél. : (16-1) 46-67-35-86.

■ L'aménagement à très

PROPOS

RURAL

« Il faut aller très vite vers un grand débat national permettant de dire, une bonne fois pour toutes, s'il faut continuer à concentrer les populations dans les grandes métropoles, ou s'il faut ramener vers les territoires ruraux un certain nombre de possibilités économiques pour que les habitants puissent trouver du travail sur place. »

Raymond Lacombe, ancien président de la FNSEA, le Quotidien du maire du 6 janvier.

GRANDE BIBLIOTHÈQUE

« On réduit la hauteur des tours, on enlève des arbres dans le jardin pour récupérer des espaces de stockage. On fait une unité de commandement sous la houlette de la BN. Enfin on vire Jamet. »

Jean-Pierre Fourcade (JDF), vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, l'Express du 31 décembre.

grande vitesse. - L'association Les villes européennes TGV, présidée par André Billardon, député élu municipal du Creusot, organise un colloque sur le thème : « La grande vitesse et l'équilibre du territoire européen », les jeudi 21 et vendredi 22 janvier, à Nancy. Au cours de ces journées, l'association devrait présenter l'étude réalisée par le BIPE sur ce sujet.

► Renseignements au (16) 83-17-42-34.

■ Les fonctionnaires et l'Europe. - L'association Rencontres européennes des fonctions publiques organise, du 25 au 30 janvier à l'université de Dijon, dans le cadre du DESS (gestion) des personnels de la fonction publique, une semaine consacrée aux « fonctions publiques dans les pays de la CEE et autres pays d'Europe ». Des fonctionnaires européens aborderont les questions liées à l'indépendance de la fonction publique à l'égard des gouvernements. Le principe de subsidiarité et les conséquences des compétences exclusives ou partagées entre les Etats membres et la Communauté seront examinés.

► Renseignements : M^{me} Bonicci, faculté de droit, 4, boulevard Gabriel, 21000 Dijon. Tél. : (16) 80-39-53-02.

■ Action européenne des collectivités locales. - La loi du 6 février 1992 autorise les collectivités locales à conclure des conventions avec leurs homologues étrangers, de ris la limite de leurs compétences et dans le respect des engagements internationaux de la France. Ce texte donne

un fondement juridique à la coopération décentralisée des collectivités locales. Quelle est sa portée ? Un colloque organisé à La Rochelle-sur-Yon (Vendée), par cette ville, dont le maire est Jacques Audette (PS), et l'association Cités unies de France, qui préside Bernard Stasi (CDS), devrait faire le point sur ce sujet, les jeudi 21 et vendredi 22 janvier.

► Renseignements au (16) 51-05-31-40 ou au (16-1) 47-53-03-23.

■ Désenclaver les banlieues. - Les banlieues sont coupées du tissu urbain. Comment désenclaver ces quartiers, balayés par des boulevards périphériques, reliés loin des centres ? Comment les identifier, y améliorer les transports, la voirie ? Telles sont quelques-unes des questions qui seront posées lors d'un colloque organisé par la délégation administrative à la ville. Celui-ci se tiendra à Nantes, les jeudi 14 au vendredi 15 janvier.

► Renseignements au (16-1) 45-78-65-92.

■ Nouvelles technologies de

communication. - L'Institut de recherche et d'information socio-économique-Travail et société (IRIS-TS) et la DATAR organisent, à l'université Paris-Dauphine, un séminaire sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans l'aménagement du territoire. La prochaine séance aura lieu le jeudi 21 janvier et portera plus précisément sur la localisation des activités de télécommunication. A raison d'une session par mois jusqu'au 29 avril 1993, cette série de conférences abordera les NTIC sous l'angle du télétravail, de la formation, etc.

► Renseignements au (16-1) 44-05-48-41.

NOMINATIONS

■ Villes jumelées. - La Fédération mondiale des villes jumelées a élu dans la ville de Bagny (le Monde daté 27-28 décembre 1992) que la ligne SNCF Bagny-Aulnay comporte 81 kilomètres au lieu de 8,1 kilomètres. Nous l'avons, par ailleurs, surnommée « ligne des coquiers » au lieu de « ligne des coquilles ».

■ Rectificatif. - Une erreur de transmission nous a fait écrire dans l'article sur le tramway de Bagny (le Monde daté 27-28 décembre 1992) que la ligne SNCF Bagny-Aulnay comporte 81 kilomètres au lieu de 8,1 kilomètres. Nous l'avons, par ailleurs, surnommée « ligne des coquiers » au lieu de « ligne des coquilles ».

Rafaële Rivais

COMMUNICATION

Le vade-mecum de l'environnement

Charles-Henri Dubail est un homme heureux. Entré en 1987 dans une très vieille revue intitulée de l'écologie, il assure les tâches rédactionnelles à plein temps.

Quant à Olivier Magnan, ancien journaliste du Quotidien de Paris, il entre au comité éditorial avec Guillaume Sainteny, sociologue chargé des télévisions locales au Conseil supérieur de l'audiovisuel, Raphaël Romi, professeur de droit de l'environnement à Nantes, et Guy Chauvin, administrateur de la Commission de la production et des échanges à l'Assemblée nationale.

Au mensuel s'ajoutent d'une part une plaquette bimestrielle intitulée les Annales de la voirie (1 500 exemplaires), qui aborde les questions juridiques et administratives liées aux chemins et réseaux, et d'autre part une plaquette de 24 pages, elle

aussi bimestrielle, intitulée le Droit de l'environnement. « Il y a un grand besoin de clarification pour les collectivités », explique Charles-Henri Dubail, surpris de voir le succès des publications qui offrent un mode d'emploi des problèmes d'environnement. En tout cas, l'Environnement magazine ne souffre pas du marasme actuel de la publicité. « J'ai doublé mon chiffre d'affaires publicitaire cette année, précise le directeur. De moins de 700 000 francs à 1,55 million ! »

Les anciennes Annales des chemins vicinaux, créées en 1845, reprennent aujourd'hui vigueur avec la vague verte, sur papier recyclé bien sûr.

Roger Cans

(1) L'Environnement magazine, 38, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris. Tél. (16-1) 42-60-01-93.

Michel Ghazal

MANGE TA SOUPE ET...TAIS-TOI!

Une autre approche des conflits parents-enfants

Seuil

Un guide pratique et simple pour dénouer les conflits avec les enfants.

EDITIONS DU SEUIL

هنا كتاب

RÉGIONS

CORSE

LES PARTICULARITÉS D'UN STATUT FISCAL

Dans l'île de Beauté les habitants bénéficient d'un système incompatible avec l'Europe

DÉFILÉ réunissant plus de 10 000 personnes à Bastia, vague d'attentats dans l'île et sur le littoral méditerranéen : la revendication des Corses en vue d'obtenir un statut fiscal dérogatoire au droit européen a pris depuis deux mois diverses formes. L'apaisement n'est venu que le 10 décembre, lorsque Martin Malvy, secrétaire d'Etat au budget, a annoncé au Parlement de la Corse que le gouvernement allait demander à Bruxelles une confirmation solennelle du maintien des taux actuels de TVA. Ce que, d'ailleurs, prévoyait déjà un additif à une directive du 19 octobre 1992.

« Nous nous sommes rappelés au ministre que l'accord du gouvernement sur le principe du statut fiscal dérogatoire, aux plans national et communautaire, était un préalable à la reprise des travaux de notre commission mixte », a déclaré Jean-Paul de Rocca Serra (RPR), président de l'Assemblée de Corse. Composée de six élus de l'assemblée territoriale et de six fonctionnaires parisiens représentant différents ministères, cette commission devrait rendre son rapport à la fin

du mois de mars. Ses travaux ont pour but de permettre au gouvernement de se prononcer sur la revendication de certains élus corses qui réclament que les avantages fiscaux s'appliquent aussi à l'investissement et à l'industrie. Pour l'instant, le privilège fiscal de la Corse porte sur la consommation, puisque le taux de TVA y est moindre que sur le continent. Exemples : 2,10 % au lieu de 5,5 % sur les produits alimentaires, 8 % au lieu de 18,6 % sur les travaux immobiliers et 13 % au lieu de 18,6 % sur les produits pétroliers.

Une « subvention cinquantenaire »

Cette originalité fiscale de la Corse remonte au Consulat et à l'Empire. En 1801, les arrêtés Miot avaient diminué de moitié les droits des successions sur les immeubles en les basant sur les montants de la contribution foncière et non pas sur la valeur locative prise en compte sur le continent. Par ailleurs, le décret impérial de 1811 substituait à des

droits indirects impossibles à recouvrer une majoration de la contribution mobilière.

Cette législation spécifique restera inchangée pendant un siècle et elle sera même aggravée par les dispositions douanières du 21 avril 1818 seront abrogées en 1912, consécutivement à de vastes mouvements populaires et aux travaux de la « grande commission » Clemenceau-Delannoy. A cette époque, les immunités fiscales et douanières dont bénéficiaient alors l'île sont évaluées à près de 4 millions de francs. Exception faite du régime des droits de succession. Le gouvernement y met fin et les remplace par une subvention de 25 millions de francs, à servir en cinquante annuités de 500 000 francs jusqu'en 1962.

Cette « subvention cinquantenaire » est versée dans la caisse du conseil général, mais le régime de Vichy la supprime en 1942, ouvrant ainsi la porte à l'immense contentieux de l'après-guerre. L'abandon de la subvention cinquantenaire rend du coup toute leur valeur législative aux textes impériaux. Une longue série de procès commencent, qui auront

leur épilogue en Cour de cassation ou en Conseil d'Etat, le plus souvent à l'avantage des Corses.

En 1959 est constitué le Mouvement du 29 novembre, qui va mener bataille sur trois points : maintien du chemin de fer, qui était alors menacé de suppression, respect des arrêtés Miot et du décret impérial avec élaboration d'un statut fiscal permettant la réduction de moitié des frais d'approvisionnement par mer, application du programme d'action régionale de 1957. La fiscalité refait ainsi son apparition dans les thèmes de la revendication corse et des manifestations et grèves de 1960 et 1961.

Le handicap de l'insularité

A l'Assemblée nationale, les députés sont saisis d'un projet de loi, que Valéry Giscard d'Estaing, alors secrétaire d'Etat aux finances, défend au nom du gouvernement. Les Corses sont hostiles à ce texte, dont ils obtiennent le retrait en juillet 1962. Mais l'application pure et simple des décisions de justice débouche sur le désordre.

En octobre 1967, le gouvernement dépose un nouveau projet de loi, soutenu cette fois par Michel Debré, alors ministre de l'économie et des finances, depuis lors connu sous la dénomination de « statut fiscal de la Corse ». Le fondement de ce texte — qui déclare maintenir « l'esprit des arrêtés Miot de 1801 et du décret impérial de 1811 » — est le handi-

cap de l'insularité, sur le montant duquel les opinions divergent. 70 millions pour le gouvernement, au moins 100 millions pour le conseil général. Il en découle des réductions de TVA sur les produits alimentaires et les services. En un mot, tout ce qui touche la consommation.

Ces dispositions coûtent à l'Etat au moins 500 millions de francs par an, en perte de recettes. Et chacun s'accorde à reconnaître l'insuffisance de ce statut aux exigences actuelles du développement. Depuis 1968, le handicap de l'insularité n'a disparu, puisque l'île dispose d'une enveloppe de continuité territoriale consentie par l'Etat qui s'élève pour 1993 à 870 millions de francs.

Le problème posé aujourd'hui est celui du régime fiscal dans la Corse à long terme. La loi de 1982 sur le statut particulier de l'île prescrit l'élaboration d'un projet. Mais ce n'est qu'en 1985 que l'Assemblée de Corse a fait connaître ses propositions, seulement approuvées par les élus de droite. Ni le gouvernement Fabius ni le gouvernement Chirac ne les retiendront. En 1989, le gouvernement fait établir le rapport Michel Prada et met en chantier la loi Joxe, qui est promulguée le 13 mai 1991. Ce texte prévoit la préparation d'un projet de statut fiscal par une commission mixte paritaire de douze membres. Mais, pour la faire fonctionner, les Corses attendent la dérogation de Bruxelles.

de notre correspondant à Ajaccio Paul Silvani

BOURGOGNE Une chartreuse réhabilitée

SITUÉE au cœur d'un établissement psychiatrique placé sous la tutelle du département de la Côte-d'Or, l'ancienne chartreuse de Champ-mol, destinée à recevoir la sépulture des ducs de Bourgogne, pourra être mise en valeur après la démolition de quatre bâtiments hospitaliers. Quinze millions de francs pourraient lui être consacrés grâce à un engagement quadripartite de l'Etat, de la région Bourgogne, du département de la Côte-d'Or et de la ville de Dijon.

Du site originel il ne subsiste que le portail de la chapelle, l'ancienne porte d'entrée et le puits de Moïse. Ce dernier, protégé par un édicule du XIX^e siècle, est l'un des chefs-d'œuvre polychromes du sculpteur flamand Claus Sluter, représentant six prophètes de l'Ancien Testament. Il s'insérera, après démolition des bâtisses attenantes, dans un jardin à la française chargé de restituer l'ancien espace du cloître des Chartreux. La mise en valeur des autres vestiges permettra de créer un cheminement indépendant des activités hospitalières et d'évoquer, par des traces au sol, le site d'origine, notamment l'emplacement des tombeaux des ducs, transférés au Musée des beaux-arts de Dijon.

Acrobates chinois en Saône-et-Loire

DES accords culturels ont été signés entre le département de la Saône-et-Loire et la province du Hunan, au centre de la Chine : dans ce cadre, trente-quatre artistes d'une troupe acrobatique chinoise se sont produits durant les mois de décembre dans trois villes du département et devant les 1 300 élèves des collèges de Mâcon. Les liens qui unissent les deux territoires français et chinois sont la conséquence de leurs échanges dans le domaine de l'élevage.

L'exportation de moutons et de bovins du Charolais et du Jura vers la Chine est le volet principal de ce partenariat. La qualité des espèces ayant entraîné, depuis 1988, la visite en Chine de spécialistes locaux, le conseil général de Saône-et-Loire et les responsables chinois ont décidé de développer des relations plus larges, notamment dans le domaine culturel.

AQUITAINE

Mariage transfrontalier à trois

SAINT-SÉBASTIEN a décidé de donner le nom de Bayonne à l'une de ses places, mais les rapprochements transfrontaliers ne sont pas seulement symboliques par dessus les montagnes pyrénéennes. A preuve, les échanges entre la région Aquitaine et ses voisins espagnols, la Navarre et la communauté autonome basque. Poursuivant la coopération entamée entre l'Aquitaine et Euskadi, un « ammet » à Pampelune a été l'occasion d'accélérer les actions en cours.

Le fonds économique commun, créé à deux en 1999, passera à onze millions cette année, contre six seulement en 1992. Cette augmentation est due, pour partie, à la Navarre, qui a rejoint cette dynamique transfrontalière depuis le mois de février. Les domaines concernent les échanges de technologies, l'environnement et l'enseignement supérieur. Mais des actions concrètes sont aussi prévues, comme la formation en commun de cadres des collectivités territoriales, le cofinancement d'un mensuel en langue basque pour les enfants, Xirixita, ou celui d'une opération de reconversion économique de la zone frontalière de Hendaye-Irun dénommée « Bidessou 93 ».

ALSACE

LE CABLE DANS LES CAMPAGNES

Dans le Bas-Rhin, le conseil général a choisi d'équiper les communes rurales

P OUR câbler les zones rurales du département, le conseil général du Bas-Rhin a adopté à la mi-décembre un plan qui concerne 400 communes et 90 000 foyers. Dans ce département, les moyennes et grandes villes sont déjà alimentées par une forte densité de réseaux câblés. Strasbourg est couverte par Cité Vision (filiale de la Caisse des dépôts et consignations), plusieurs communes de l'agglomération de la capitale alsacienne par Eurocable (opérateur suisse) et les bourgs de plus de 3 500 habitants par Est Vidéo Communications (filiale d'Electricité de Strasbourg).

Aujourd'hui le département, présidé par Daniel Hoffel (CDS), veut éviter les erreurs commises dans le Haut-Rhin. Lancé au début de 1991, le programme du conseil général du département du sud de l'Alsace vient en effet d'être revu à la baisse. L'objectif de l'opérateur, toujours le suisse Eurocable, était de construire un réseau de communications à destination de 377 communes supportant aussi bien des transmissions téléphoniques — voix et services, y compris à haut débit — que la télévision par câble.

Le monopole de France Télécom

L'hypothèse était de considérer comme acquise la déréglementation européenne (livre vert consacré aux P et T dans la CEE) et d'en profiter pour ouvrir la concurrence avec l'exploitant public France Télécom. Il s'agissait en quelque sorte de construire des « autoroutes câblées » jusque dans les plus petits villages en installant un réseau haut de gamme équipé entièrement de fibre optique. Le plan du Bas-Rhin, qui se veut moins onéreux, réserve cette technologie de pointe pour les liaisons entre communes, le câble coaxial étant suffisant pour des-

servir les abonnés de chacune d'entre elles.

Il n'empêche que le coût moyen par prise sera élevé : 7 700 francs dont 4 300 francs à la charge de l'opérateur (il est fort tentant de se demander déjà d'Est Vidéo), 2 800 francs pour le département et 600 francs de contribution pour les communes adhérentes au projet. Selon les experts départementaux, les finances locales seront sollicitées à concurrence de 250 millions de francs sur une période de dix ans. Mais à l'hôtel du département on considère que ce n'est pas cher payé pour mettre à la disposition des Bas-Rhinois ruraux, outre la télévision par câble, toute une série de services existants ou à venir (téléinformation axée sur des enseignements, télétravail permettant d'installer des « bureaux de voisinage », téléconsultation de banques de données d'images, etc.).

Contrairement au Haut-Rhin, on n'ambitionne pas ici, du moins à ce stade, de s'attaquer au monopole de France Télécom. Ainsi sont évacués les services de téléphone, de télé et de télécopie et ceux fournis par le réseau Numéris. Encore que, affirme-t-on au conseil général, « le projet est conçu pour s'adapter à une évolution de la législation touchant au monopole national ». Comme d'ailleurs, explique-t-on, au développement du marché des services de vidéocommunication « dans il est difficile d'imaginer ce qu'il sera dans dix ou quinze ans ».

Pour bien montrer que le projet a pour but de faire bénéficier les Bas-Rhinois de tous les services disponibles dans la région, le plan du département prévoit dans une deuxième phase la connexion avec les réseaux existants au nord de l'Alsace comme au sud. L'opération est évaluée à 160 millions de francs supplémentaires. Le tout est de savoir si la majorité des communes rurales voudront adhérer au programme de leurs conseillers généraux. Selon les experts départementaux, il est nécessaire en effet que « la moitié des communes accepte de s'associer au plan-câble pour qu'il puisse être réalisé ».

de notre correspondant régional à Strasbourg Marcel Scottio

BRETAGNE

LE SPORT CONTRE LA DÉLINQUANCE

Un enseignant et un commissaire de police brestois à la rencontre des jeunes

L'UN est agrégé d'éducation physique et d'enseignement de sociologie ; l'autre est inspecteur de police. Tous deux se sont lancés dans le « sport social », dont ils croient aux vertus dans les quartiers défavorisés. Le premier fait cela sur son temps libre ; pour le second, c'est désormais un métier. Ils ont entraîné dans leur sillage des jeunes, âgés pour la plupart de plus de seize ans, rejetés des clubs traditionnels ou qui n'ont pas envie de s'insérer dans des structures contraignantes. Certains ont en affaire avec la justice ; il y a des lycéens bien intégrés dans leurs établissements, mais aussi des exclus du système scolaire, sans formation, tous enfants du béton.

A Sport innovatif jeunes et à Foot fraternité, la devise est : « Tu viens si tu veux, quand tu veux ». Philippe Lacombe et Jean-Louis Lamour, animateur à Brest ces deux structures sportives d'un type peu classique : pas de licence, pas de carte d'adhérent, pas d'obligation de se rendre à l'entraînement. Pour Sport innovatif jeunes, le point d'ancrage est une gymnase de collège en pleine ville ; pour Foot fraternité, un commissariat de police. Les disciplines proposées sont le foot en salle, le judo, le foot en plein air, le karaté, le vélo tout terrain, la moto. Il y a aussi la musculation avec une participation féminine. Ces jeunes ont, pour la plupart, plus de seize ans.

« Le sport sert à l'intégration, mais on sait aussi qu'il peut exclure quand les structures sont trop rigides », explique Philippe Lacombe. C'est pour cela que son association Sport innovatif jeunes a un fonctionnement très souple, avec « des adhérents non identifiés », qui se retrouvent le mardi soir. Un grand magasin a aidé à financer les équipements. L'aide ne manque pas : des jeunes investis de responsabilités dans une maison de quartier assurent l'encadrement avec Philippe Lacombe, qui a réussi, en novembre, une belle opération de promotion pour « ses » gars : un tournoi de football en salle, inspiré des matches de hockey, a réuni dix équipes de la région. La finale de cette joute, qui s'appelait « Les masters de Bretagne », e

eu lieu devant des participants à un congrès organisé à Brest sur le thème « sport et citoyenneté ». Bons travaux pratiques.

Un antidote à l'inactivité

Agé de trente-quatre ans, Philippe Lacombe aurait pu faire de la sociologie depuis son bureau et entraîner des jeunes à la voile, sa passion, en rade de Brest. « J'ai choisi de donner mon temps ou sport social, comme d'autres aux restes du cœur », dit-il, en regrettant qu'il n'y ait plus d'équipe de football de première division à Brest : « Le spectacle sportif est facteur d'intégration ». Jean-Louis Lamour, le créateur de Foot fraternité, estime quant à lui qu'il existe là un domaine où peut s'exercer « une mission éducatrice des flots ». Ancien entraîneur d'une équipe de division d'honneur à Plabennec, près de Brest, inspecteur divisionnaire, il a quitté, en novembre 1990, la brigade des stupéfiants du commissariat central de Brest pour prendre la direction du commissariat de quartier de Bellevue.

L'expérience, appuyée par la direction de la police natio-

nale, a consisté à embailler ce commissariat, où sont en poste une dizaine de fonctionnaires, et à faire du sport un moyen de lutte contre la délinquance. Depuis, dans ces locaux où se tiennent régulièrement des expositions, on croise des policiers en survêtement, ainsi que des jeunes qui y effectuent des travaux d'intérêt général. A l'étage sont rangés vingt vélos tout terrain et quelques motos de cross. « Mais ce n'est pas un centre de loisirs », prévient Jean-Louis Lamour.

Les tâches judiciaires habituelles d'un commissariat sont normalement assurées. Cependant, la pratique de l'Intag a changé : le vendredi soir, de 21 heures à 3 heures du matin, une sortie nocturne est assurée par trois fonctionnaires à pied. Dans la journée, cette tâche prend l'allure d'un jogging dans les jardins publics. Les policiers vont à la rencontre des jeunes pour faire connaître Foot fraternité. Comme les terrains et les salles ne manquent pas à Bellevue, le sport, avec des hommes qui ne sont plus tout à fait des fonctionnaires, peut être un antidote à l'inactivité s'il s'établit un climat de confiance. « Pourquoi la voie de la police serait-elle faussée ? L'éducation n'est pas réservée à certains », dit Jean-Louis Lamour. Pour qui cependant « le flit ne doit pas oublier qu'il est là aussi pour faire de la répression ». « Mais aujourd'hui, constate-t-il, la brigade des mineurs n'intervient que rarement dans le quartier ».

de notre correspondant à Brest Gabriel Simon

Le Monde EDITIONS

Voyage à l'intérieur de l'Eurocratie

Jean de La Guévière

Pour enfin comprendre comment fonctionne l'Europe, cette formidable machine qui, si vous ne vous intéressez pas à elle, n'a pas attendu Maastricht pour s'occuper de vous.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde L'ÉCONOMIE

ILE-DE-FRANCE

PARIS

LES COULISSES DE LA PRESSE MUNICIPALE

Jacques Chirac est patron de deux publications tirant à un demi-million d'exemplaires... introuvables en kiosques

Le bureau est minuscule, meublé à la diable et caché sous les toits d'une annexe de l'Hôtel de Ville. Ce pigeonier, qui ne paye pas de mine, est pourtant le PC d'un véritable patron de presse. Patrice de Clinchamps, cinquante-deux ans, journaliste professionnel et fidèle de Jacques Chirac, est le rédacteur en chef des deux publications majeures de la mairie : *Paris Le Journal* et *Paris Mairie*.

Elles deux, ces publications totalisent un tirage mensuel de plus de 400 000 exemplaires. L'homme est aussi discret que les titres qu'il anime. Lui, un des meilleurs connaisseurs de la capitale, ne planifie jamais dans les réceptions officielles. Quant à ses publications, mines d'informations sur Paris, elles sont introuvables dans les kiosques et ne sont jamais citées dans les revues de presse.

Il est vrai que les électeurs parisiens trouvent dans leur boîte aux lettres des feuilles plus tapageuses. A Paris, chaque maire d'arrondissement inonde périodiquement son secteur de bulletins reproduisant abondamment son portrait et tressant des couronnes à la moindre de ses actions. La stratégie de *Paris Le Journal* est plus subtile. Depuis que Patrice de Clinchamps et François Bonnemaison, autre journaliste professionnel du cabinet de Chirac, en ont repris les rênes en 1990 et changé le titre (autrefois *Ville de Paris*), ils lui ont donné l'allure d'un magazine plus perisien que strictement municipal.

Epais d'une centaine de pages, abondamment illustré, le mensuel offre dans chacun de ses

numéros une grande enquête (la musique, la sécurité, les musées), un compte rendu de la dernière séance du conseil de Paris, des échos de l'île-de-France et une brasse de rubriques variées concernant la vie quotidienne des Parisiens. Ceux-ci peuvent s'exprimer à travers un « Courrier ». Sujet favori : les périls conjugués de la circulation et des croûtes de chiens. En encart, les lecteurs trouvent un *Mini-journal* qui accorde deux pages aux nouvelles brèves de chaque arrondissement.

Ni critiques ni dithyrambes

Particularité : Jacques Chirac n'y signe qu'exceptionnellement un éditorial, et les photos où il figure (tout de même) sont de format modeste. Si *Paris Le Journal* ne se permet jamais la moindre critique à l'égard de l'action municipale, on n'y manie pas non plus le dithyrambe.

La rédaction est assurée par une équipe d'une douzaine de personnes, dont deux font chaque mois la tournée des arrondissements pour glaner inlassablement des infos. De temps en temps, lorsque l'actualité y est propice, tel ou tel membre de l'équipe chiraquienne est interviewé. Mais l'essentiel de la matière est fournie par les vingt directions de la Ville dont chacune dépêche un représentant aux conférences de rédaction.

Le mode de distribution est original. D'abord, 200 000 exemplaires sont déposés dans tous les services municipaux ouverts au public : mairies d'ar-

rondissement, bureaux d'aide sociale, équipements sportifs, musées, bibliothèques. Chacun se sert librement. Le reste du tirage (150 000 exemplaires) est glissé dans les boîtes aux lettres de quelques arrondissements. Et cela durant six mois afin de « fidéliser » les lecteurs. Puis on leur livre les avertis qu'ils ne trouvent plus dans *Paris Le Journal* que dans les services municipaux. La distribution gratuite se porte alors sur un autre secteur de la capitale, qui est à son tour servi durant une demi-année.

Le magazine, dont la fabrication coûte 24 millions par an, tire ses ressources de la publicité (entre 20 et 30 % selon la conjoncture) et d'une subvention de la Ville transmise par une association pour l'information municipale. Son président est Jean Tibéri (RPR), premier adjoint au maire, son trésorier Alain Juppé (RPR), adjoint aux finances.

La deuxième publication dont Patrice de Clinchamps est la charge depuis dix ans est un *house organ* de huit pages couleurs et grand format intitulé *Paris Mairie*. La vie des services municipaux sur papier glacé. Y paraissent chaque mois des informations sur l'activité des directions, des reportages sur le travail des employés municipaux, les nominations de cadres et des annonces pratiques.

Mais on ne souffle mot des sujets brûlants qui font l'objet de controverses politiques ou syndicales. La privatisation des services ? Connais pas. Le mécontentement de telle ou telle catégorie ? Encore moins. Du maire et de ses adjoints, des débats au conseil de Paris, il

n'est jamais question non plus. Les sujets restent exclusivement professionnels et techniques, mais on ne s'interdit pas de présenter le portrait de tel spécialiste particulièrement à l'honneur.

Quand on les interroge, par exemple par sondage, les employés municipaux se déclarent satisfaits de leur journal maison, mais ils n'écrivent pratiquement jamais. Redoutent-ils les réactions de leur hiérarchie ? Pour ses services, la Ville est l'équivalent de la « grande muette ». *Paris Mairie*, qui a été créé à la demande de Jacques Chirac lui-même pour décloisonner les services et donner au personnel un « esprit maison », s'est-il atteint son but ? En tout cas, lorsque Patrice de Clinchamps fait fabriquer un tee-shirt ou un pin's aux couleurs de la Ville, les « municipaux » se les arrachent par milliers.

Paris Mairie, qui coûte 3 millions de francs par an, est fabriqué par un commando d'une dizaine de personnes rece-

vant le retour de « correspondants » désignés par chaque direction. Il est expédié par la poste à divers « ayants droit ». D'abord aux 39 000 fonctionnaires de la commune et du département de Paris. Puis aux 12 000 retraités qui sont des lecteurs assidus bien qu'ils résident parfois fort loin de la capitale. Enfin aux quelques milliers de vacataires inscrits ce mois-là sur les registres comptables. *Paris Mairie* s'inscrit chaque mois d'encarts : les multiples bulletins qui fleurissent au sein des directions. On en compte une bonne douzaine, mais, grâce à un fichier informatique, les membres de chaque corporation ne reçoivent que l'encart qui les concerne. Ainsi conçu, *Paris Mairie* a obtenu, en 1985, l'Oscar des journaux d'entreprise. Il a été en décembre 1992 son centième numéro en publiant, sous forme d'une grande affiche, le nom de ses 57 816 abonnés. Il fallait y penser...

Marc Ambroise-Rendu

DÉCALAGE HORAIRE

Colmar-Berg, tour de Babel au Luxembourg

Un peu à l'écart, presque caché derrière de hauts murs avec une discrétion toute luxembourgeoise, le château familial du grand-duc est, sans nul doute, la curiosité principale de Colmar-Berg, un bourg ouvrier autrefois minuscule village campagnard, à vingt-cinq kilomètres au nord de la capitale. Colmar-Berg présente, néanmoins, une autre singularité : sa population étrangère

(1). Non pas qu'elle soit spécialement nombreuse, puisqu'elle ne représente « que » 32,4 % des habitants, à peine un peu plus que la moyenne nationale qui s'établit à 29,4 % (le Monde du 12 décembre 1992).

La spécificité des étrangers de Colmar-Berg réside dans leur diversité d'origine : une vingtaine de nationalités, des Français aux Pakistanais. Comme si, en situant cette tour de Babel miniature à une portée d'arbalète du château grand-ducal, la géographie, malicieuse, avait voulu faire de Colmar-Berg un double symbole du Luxembourg.

Les cas sociaux sont inconnus

En fait, l'usine Goodyear est la « seule et unique raison » de cette démographie étonnante, indique Jean-Marc Clesan, le secrétaire communal. L'entreprise, l'un des plus gros employeurs du Luxembourg, est installée sur le territoire de la commune et fait venir cadres et ingénieurs du monde entier. Quant aux Portugais, qui, à eux seuls, représentent 17,62 % des habitants, ils travaillent souvent en dehors, mais sont venus s'installer à Colmar-Berg, au centre du pays, parce que le logement y est plus facile à trouver et moins cher qu'en ville. « Chaque fois qu'un Luxembourgeois part, précise M. Clesan, un étranger vient à sa place. »

Il n'y a guère de cas sociaux parmi tous ces étrangers, pas plus d'ailleurs que parmi les Luxembourgeois. C'est l'école qui pose problème. Colmar-Berg, trop petit pour bénéficier des structures mises en place pour aider les enfants qui ne sont pas nés ici à surmonter leur problème linguistique, ne sait comment faire : « Pour les petites communes, c'est presque impossible », déplore le secrétaire communal.

Pour le reste, conformément à la réglementation en vigueur, Colmar-Berg, ainsi que toutes les communes qui comptent plus de 20 % d'étrangers, a mis en place une commission consultative censée créer des liens entre Luxembourgeois et étrangers.

En fait, la commission ne s'est réunie que deux ou trois fois, au moment de sa création, il y a deux ans.

Comme beaucoup de localités luxembourgeoises, Colmar-Berg a une vie associative

intense : sociétés de musique, club de football. Mais à l'inverse d'autres communes, la ville ne compte pas d'associations purement étrangères. Les étrangers participent, non, selon leur bon vouloir. Là encore, M. Clesan se refuse à établir une distinction entre étrangers et Luxembourgeois : « Il y a aussi des Luxembourgeois qui ne sortent pas de chez eux ! »

Colmar-Berg s'est doté d'une antenne collective de télévision qui, sans taxa de raccordement et pour seulement 2 000 francs belgo-luxembourgeois par an (environ 330 francs français) permet à chaque habitant de recevoir une trentaine de programmes, dont un programme portugais quotidien et un programme turc.

Pour les municipalités luxembourgeoises, dans les villages tels que Colmar-Berg aussi bien qu'à Luxembourg même, la présence massive d'étrangers pourrait mettre en jeu les équilibres politiques locaux. Les Luxembourgeois, dont l'ouverture aux étrangers n'empêche pas un fort sentiment national, n'ont guère apprécié la disposition du traité de Maastricht qui accorde le droit de vote pour les élections municipales aux étrangers membres de la Communauté. Le débat s'est focalisé sur ce seul point du traité, mais l'agitation est vite retombée : les premières élections municipales auxquelles pourraient participer les étrangers sont prévues, au mieux, pour le début du XXI^e siècle.

A ce propos, les résultats, publiés récemment, du recensement de mars 1991 ont permis de détruire une légende. L'arochetta, gros village de l'est, était devenu le symbole du poids des étrangers au Luxembourg et, à ce titre, le lieu de passage obligé des envoyés spéciaux de la presse internationale. Avec une population majoritairement immigrée, en particulier portugaise, Larocheville était susceptible d'être un jour un maire luxembourgeois. Or les chiffres sont formels : il n'y a plus que 49,5 % d'étrangers à Larocheville !

Malgré tout, ces derniers participeront bientôt, indirectement, à la vie politique. Ils voteront aux prochaines élections des « chambres salariales » qui, obligatoirement associées à l'élaboration de chaque projet de loi, ont un rôle non négligeable.

Dans ce pays tranquille, il s'agit, commente Jean Zahlen, conseiller du gouvernement au ministère du travail, d'une petite révolution.

de notre envoyé spécial à Colmar-Berg
Jean Louis Andréani

(1) Le grand-duché de Luxembourg compte 400 000 habitants, et sa capitale 76 500.

ATTENTION, CHANTIERS !

Suite de la page 19

Une dizaine de municipalités, dont Lyon, Bordeaux, Caen, Nîmes, Toulon et Dunkerque ont conclu ainsi des accords « de proximité » avec leurs entreprises locales.

La direction de la voirie n'intervient pas dans la conduite des travaux en sous-sol, mais elle surveille et tâche de planifier tout ce qui affecte la surface. La RATP et la SNCF ont accepté la règle du jeu. Pas question de tronçonner des arbres, d'assourdir les voisins, de salir la chaussée, de barrer les chemins piétons ou d'interrompre la circulation. L'organisation de chaque chantier est discutée pied à pied parfois durant des mois. Exemple : les entreprises qui creusent un puits dans la cour du Havre, devant la gare Saint-Lazare, ont interdiction de recevoir plus d'un camion à la fois. Les autres doivent stationner beaucoup plus loin et sont appelés chacun à leur tour par liaison radio.

La Ville incite fermement les grands aménageurs à diversifier le mode d'évacuation de leurs déblais. C'est ainsi que les terrassiers de la Bibliothèque de France, dont les travaux se poursuivent dans le bas du troisième arrondissement, ont emmené la plus grande partie de leurs 800 000 mètres cubes de terre par trains et par chariots. Une première à Paris.

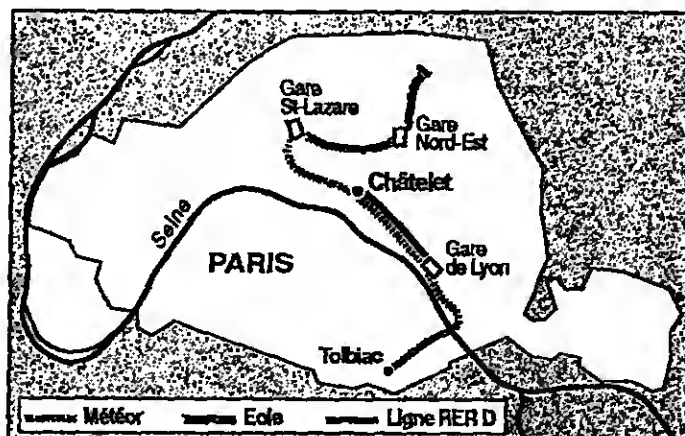
Simultanément, on se préoccupe d'informer les Parisiens concernés. Pour faire accepter le projet Eole, entre la gare du Nord et Saint-Lazare, la SNCF a multiplié les réunions, d'abord avec les associations du dixième arrondissement, ensuite avec les propriétaires touchés par les expropriations. Elle a distribué des dépliants, indiquant, par exemple, la liste des commerçants restant

ouverts derrière les palissades. Sur celles-ci ont été placardées des affichettes expliquant la raison et la nature des travaux. Alain Belan, le directeur des travaux, a même envoyé des lettres aux riverains du puits situé rue La Fayette pour les prévenir de l'arrivée d'une foule puis de sa progression dans les galeries.

Les avantages du tunnelier

C'est à ce stade que les plus avisés des riverains se manifestent. L'une des sorties de la station Saint-Lazare du projet Eole devait déboucher à proximité des grands magasins du Printemps. En invoquant l'équilibre de la concurrence, les propriétaires des Galeries Lafayette ont demandé, purement et simplement, le déplacement de la gare. Ne l'obtenant pas, ils ont offert un terrain pour aménager au moins une issue plus proche de leurs vitrines.

L'obsession des ingénieurs tarantuls du sous-sol parisien est de provoquer le minimum de dégâts aux immeubles. Quand le terrain est « pourri », ils le solidifient en y injectant un ciment spécial. Avant de creuser la station Gare-de-Lyon de la ligne D du RER, les entreprises doivent faire, sur moins d'un hectare, 4 800 forages d'injection. Un an et demi de travail préalable ! Dans les galeries proches de la gare de l'Est, où les travaux de la SNCF préparent le passage d'Eole, un bétonnage chaque soir le front de taille afin que rien ne bouge. Et on le casse le lendemain matin, pour avancer de quelques mètres. Si malgré tout un vieil immeuble se tasse quelque part au-dessus, on y envoie immédiatement des équipes de réparation.



Les lignes souterraines en travaux.

Le progrès décisif par rapport aux extractions d'enlèvement, qui se faisaient à l'explosif, c'est l'emploi d'un engin moderne et perfectionné, un tunnelier. Cette machine géante, fabriquée sur mesure au Canada, est utilisée chaque fois que le terrain le permet. Trois avantages : le tunnelier avance vite, il consolide ses arrières par des voiles en béton et il évacue ses déblais sur des bandes transportées qui peuvent courir sur des kilomètres. C'est l'adaptation à Paris de la technique du tunnel sous la Manche.

Mille et une précautions

La conséquence la plus visible est que tous les matériaux extraits des différentes galeries de Métro et de la ligne D du RER sortent par deux puits seulement, situés sur les rives du bassin de l'Arsenal. De là, ils iront se déverser dans des bennes les emmenant au loin. L'emploi des tunneliers sur les deux tiers des galeries va épargner aux Parisiens les va-et-vient de dizaines de milliers de camions.

Ces mille et une précautions, qui font partie aujourd'hui de la culture des ingénieurs travaillant en milieu urbain, ne suffisent pas à rassu-

rer certains Parisiens. Une association de défense des riverains du chantier Métro vient par un recours au tribunal administratif, de faire stopper le chantier au niveau des Halles. Motif : l'enquête publique a été menée trop discrètement. La RATP doit refaire sa copie.

Voilà encore une difficulté typiquement parisienne. Alors qu'en région les enquêtes d'utilité publique donnent lieu à d'âpres débats, elles ne suscitent dans la capitale aucun intérêt. Sur les registres ouverts dans les mairies d'arrondissement lors de la présentation des projets Eole, Métro et de la ligne D du RER, on n'a relevé que quelques dizaines d'objections.

Les inquiétudes ne s'expriment que beaucoup plus tard, lors de l'ouverture des chantiers. Les riverains des Halles proposent, non sans arguments, de déplacer sous la rue de Rivoli la station qui doit s'ouvrir au-dessus de leurs caves. Le débat est intéressant, mais n'arrive-t-il pas tard ? L'affaire montre que, pour intégrer un chantier dans l'environnement parisien, ce n'est pas l'innovation technique qui manque, c'est le savoir-faire dans les rapports sociaux. La démocratie au quotidien en somme.

M. A.-R.

هنا من العمل

ILE-DE-FRANCE

YVELINES

PREMIER LIFTING
POUR SAINT-QUENTIN

Agée d'une vingtaine d'années, la ville nouvelle repense son urbanisme et abandonne certains choix d'aménagement

La demoiselle a choisi l'anniversaire de ses vingt printemps pour changer de toilette. Devenu adulte, la ville neuve de Saint-Quentin-en-Yvelines procède à son premier lifting. Le quartier des Sept-Mares, à Elancourt (Yvelines), prépare en effet sa restructuration. Pourtant, à sa construction au début des années 70, le premier centre ville de Saint-Quentin a été visité par des urbanistes du monde entier, admiratifs devant les résultats de ce laboratoire d'idées que furent les villes nouvelles en France (1). Mais à l'usage, cet urbanisme a montré ses défauts et les conceptions en matière d'aménagement ont évolué.

A l'époque, en application des préceptes de la charte d'Athènes, les circulations automobiles et piétonnes sont séparées. On construit d'abord les routes, puis on urbanise à l'intérieur des îlots ainsi délimités. Le quartier des Sept-Mares se présente comme un grand carré de

600 mètres de côté dans lequel la voiture ne peut pénétrer. Doté de nombreux équipements, le centre d'Elancourt représente pendant longtemps le seul pôle culturel de la ville neuve. Une quinzaine de petits commerces et un supermarché offrent les services de proximité nécessaires aux 1 300 habitants.

Le quartier est fermé sur lui-même. Les bâtiments ouvrent vers l'intérieur de l'îlot et la rue commerçante, étroite, est complètement fermée par des immeubles de logement. Impossible, depuis les deux grandes avenues qui bordent les Sept-Mares, de se douter qu'un centre existe derrière les façades.

Aujourd'hui, le quartier meurt. L'attractivité culturelle a disparu au profit d'autres secteurs de la ville neuve, le chiffre d'affaires des commerces est en chute libre et les jeunes s'ennuient. Les commerçants ont les premiers tiré la sonnette d'alarme, il y a plus de deux ans. Non seulement ils subissent la

concurrence des innombrables grandes surfaces installées en périphérie, mais ils souffrent de l'urbanisme «années 70» des Sept-Mares.

«La méfiance pour l'automobile avait imposé cette séparation des circulations, que l'on pensait, par ailleurs, être plus fonctionnelle», indique François Debever, urbaniste à l'établissement public d'aménagement (EPA) de Saint-Quentin. «Or non seulement l'interdiction de la voiture nuit à l'animation, à l'animation commerciale en particulier, mais elle n'est pas pratique. Il s'agit d'une conception urbanistique très théorique, abandonnée au profit de solutions plus concrètes.»

Ouverture
vers l'extérieur

Théoriques, encore, les parcours piétonniers prévus à l'intérieur du quartier. La plupart se terminent en impasse ou traversent les immeubles dans de longs

couloirs plutôt sinistres. Théoriquement, la création d'un «espace convivial» derrière la bibliothèque, devenu un no man's land peu fréquenté.

Les urbanistes de Saint-Quentin n'ont pas attendu 1993 pour abandonner les préceptes des années 60. En 1985, ils ont modifié le projet du grand centre-ville, celui de l'est de la ville neuve. Prévu à l'origine sur une dalle, le quartier a finalement été construit de plain-pied, avec de vraies rues.

Aux Sept-Mares, tout a commencé par un projet de rénovation. Rapidement, les élus se sont aperçus que ces modifications ne suffisaient pas et qu'il fallait concevoir un nouveau quartier. Après une année de concertation avec les différents usagers des Sept-Mares, l'année 1992 a vu le plan d'aménagement - consacré aux procédures administratives devant aboutir à la création d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) - adopté. Les travaux doivent commencer à l'automne.

Le quartier va s'ouvrir sur l'extérieur. Le déplacement d'un petit supermarché doit créer un espace libre reliant l'avenue principale à la petite place commerçante, jusque-là enclavée. Aménagé en grande place rectangulaire, ce nouvel espace va être traversé par l'avenue, transformée en boulevard urbain. Incitées à ralentir par divers aménagements de la voirie, les voitures auront accès à l'ensemble de la place, en particulier pour s'y

garer. Une manière de les rapprocher des commerces. Tout en protégeant le caractère piétonnier du quartier, auquel les habitants sont très attachés, la voiture est en effet légèrement réintroduite dans l'îlot.

Des immeubles de quatre ou cinq étages, partiellement occupés par des commerces en rez-de-chaussée, pourraient border la nouvelle place. Les logements qui doivent y être construits seront en accession à la propriété, afin d'introduire un peu de mixité dans un habitat où dominent, à 80 %, les habitations de type HLM. Cette façon de rééquilibrer socialement le quartier tient particulièrement à cœur à l'adjoint à l'urbanisme d'Elancourt, Guy Malandain (PS), député, rapporteur du projet de loi d'orientation sur la ville.

Cette première restructuration est le signe du démarrage d'une seconde vie pour la ville neuve.

Après vingt années consacrées à la création du quartier nouveau, Saint-Quentin, dont le périmètre sera totalement urbanisé d'ici cinq ans, va devoir s'occuper du bâti existant. Elle devient ainsi, à l'âge de sa majorité, une ville comme les autres.

Cécile Maillard

(1) Créée en deux par la loi nationale 10, la ville neuve a d'abord construit le centre de sa partie ouest, à Elancourt, puis celui de sa partie est, ouvert depuis 1988.

HAUTS-DE-SEINE

Les urbanistes
en herbe à l'honneur

Le Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement des Hauts-de-Seine (CAUE 92) vient de décerner les prix du concours «Archimada». Les jeunes de quinze à vingt ans du département devaient imaginer l'aménagement d'un lieu de leur ville. Huit emplacements, tous situés dans des quartiers en développement social, avaient été proposés aux candidats. Ils avaient été choisis en concertation avec les maires des communes concernées.

Le projet de Sébastien Joly, vingt ans, pour un carrefour d'Asnières, a remporté le premier prix. Il s'agit d'une dalle de verre sous laquelle coulerait l'eau d'une fontaine, éclairée par des réverbères télescopiques. Le «chemin» d'Emmanuelle Hühner, vingt ans, une combinaison de bassins et d'automates qui doit trouver sa place dans un jardin de Châtenay-Malabry, a remporté le premier prix ex aequo. Des discussions doivent maintenant s'engager entre le CAUE 92 et les municipalités concernées afin de décider lequel de ces deux projets verra la jour.

VAL-D'OISE

Pistes cyclables
à Cergy-Pontoise

Un réseau de pistes cyclables reliant entre elles les onze communes de la ville neuve de Cergy-Pontoise, tel est le projet lancé par le Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN). Ce projet devrait pouvoir être réalisé entièrement à la fin de l'année.

Depuis les derniers jours du mois de décembre 1992, 30 kilomètres d'itinéraires cyclables ont déjà été mis en service entre les communes de Cergy, de Neuville et d'Eragry-sur-Oise. Il est désormais possible de se rendre à vélo et en suivant aussi bien les panneaux indicateurs que les flèches vertes tracées sur la sol, de la préfecture aux deux gares RER en passant par les lycées de Cergy, le LEP d'Eragry ou encore la base de loisirs, le centre commercial des Trois Fontaines et les différents équipements sportifs.

ESSONNE

L'université d'Evry
privée de financement

Le conseil général de l'Essonne vient de retirer sa participation dans le financement de l'institut des matériaux, un des éléments phares de la jeune université d'Evry-Val d'Essonne. Le département, aidé par une subvention du conseil régional, devait apporter 154,3 millions de francs pour la construction de la première tranche du chantier, comprenant notamment les salles de travaux pratiques de chimie et de physique, l'unité de recherche de chimie organique, le centre de ressources documentaires et informatiques.

74,3 millions d'autorisation de programmes avaient été portés au budget 1991. Le solde, 80 millions de francs, devait figurer au budget primitif 1993.

Malgré le département de l'Essonne s'est vu «imposer par l'Etat une réduction de ses recettes» au mm de la solidarité entre les collectivités, selon le président Xavier Dugoin (RPR).

Arguant de ce manque à gagner, la majorité départementale a décidé de ne plus joindre ses fonds à ceux du ministère de l'éducation nationale pour la réalisation de l'institut. Une décision qui mécontente la majorité socialiste du Syndicat de l'agglomération nouvelle (SAN) d'Evry, qui est, lui aussi, engagé dans le montage financier du pôle universitaire.

HAUTS-DE-SEINE

UN THÉ
CHEZ ALBERT KAHN

A Boulogne, les jardins du banquier s'offrent palmarium et salon de restauration

On croyait les supbes jardins d'Albert Kahn, à Boulogne-Billancourt, dans le département des Hauts-de-Seine, figés à jamais dans la torpeur du rêve un peu fou de cet étrange banquier mort en 1940, ruiné. A partir du mardi 2 février, ils devraient connaître une animation particulière et devenir un de ces lieux tranquilles où il fait bon de s'arrêter pour tremper quelques madeleines (1).

Ce jour-là doit ouvrir, à l'intérieur du palmarium qui vient d'être joliment restauré, un salon de thé et de restauration légère. Selon les responsables de l'établissement, «160 places réparties entre les deux terrasses et la rotonde où les visiteurs peuvent se reposer agréablement. Une grande variété de thés, chocolats, cafés accompagnent une sélection de pâtisseries. Un tour du monde gourmand avec des spécialités par pays sera proposé à ceux qui feront halte dans ce jardin d'hiver». Ils ajoutent : «Ainsi se trouve restituée l'atmosphère et l'occulte raffiné qu'Albert Kahn réservait à ses hôtes», venus, à l'époque, du monde entier.

prairie. Entre eux, se mêlent fleurs et humides, le roseaie et le marais. Au total 4 hectares intimes pour flâner aux portes de Paris. Les découvreurs, Tatiana Tolstoï écrit à leur propos : «Un lieu protégé qui possède les avantages d'un jardin public sans en présenter les inconvénients». Elle souligne «la grâce baroque allée à l'art de l'illusion déployés dans les jardins d'Albert Kahn à Boulogne-sur-Seine, auxquels o collaboré Duchêne» et elle ajoute : «En dépit de certaines modifications, on peut encore les contempler de nos jours, havre de paix dans une bruyante métropole, jardin jadis secret où l'on se déployait la fantaisie de leur imaginaire propriétaire».

De l'imagination, il en avait à revendre, Albert Kahn. Son jardin représentait la nature qui colore les continents. Il espérait ainsi mieux faire connaître aux hommes - pour qu'ils se comprennent - l'environnement de chacun. Avec son cercle «outour du monde», qu'il a créé, il propose la découverte de la civilisation sans frontière et souhaite l'apparition d'une «opinion internationale». Déjà, dimanche après dimanche, de 13 à 17 heures, Albert Kahn reçoit près de la roseraie, du palmarium ou du verger, sous les grands cèdres, les personnalités les plus diverses auxquelles il explique, sans relâche, sa conception de cette société des nations avant l'heure. Ainsi vit-on à Boulogne Anatole France, Albert Einstein,

Charles Péguy, Paul Valéry et Lyautey. Mais aussi Ferdinand de Roumanie, le roi du Dahomey, le maharajah de Badora, le pacha de Marrakech, le prince japonais Asaka et le ministre chinois Tcheng Lohth. Les banquiers Lazard et Rothschild sont également de la partie.

Albert Kahn invite cette élite intellectuelle, politique et financière à découvrir ses «archives de la planète». Là encore apparaît le désir de faire comprendre le vie lointain et inconnu. Le banquier e, en effet, de 1901 à 1931 envoyé de par le monde avec une armée d'opérateurs pour photographier et filmer le quotidien, artistique, social, sportif, religieux et politique des divers continents. Un étonnant tour du monde de jadis. Résultat, soixante-douze mille autochromes et cent-soixante-dix mille mètres de film illustrant quarante-huit pays. Ces archives sont aujourd'hui accessibles au public sur postes de consultation individuels et placés dans une salle étonnante au jardin.

Ce singulier personnage que fut Abraham Kahn (dit Albert) demeure un inconnu. Toutes ses oeuvres, tous ses bulletins ont été détruits. On ne possède que très peu d'images de l'homme qui, né en 1860, a passé sa vie à «recomposer le passé». On sait seulement, que dans un village d'Alsace, sa grand-mère tenait l'épicerie et son grand-père l'école de la communauté juive. On sait également qu'il répétait sans cesse : «La vie, il faut aller la saisir partout où elle se trouve, en tout lieu, à tout moment».

Jean Perrin

(1) Musée départemental Albert Kahn, 14, rue du Port, 92100 Boulogne-Billancourt. Tél : (16-1) 46-04-52-80. Ouvert tous les jours de 11 heures à 18 heures l'hiver et de 10 heures à 19 heures l'été. Fermé le lundi. Prix d'entrée 10 francs.

AMÉNAGEMENT

ULTIMES DÉBATS
AUTOUR DU SDAU

Les maires souhaitent participer au nouveau schéma directeur de la région

La discussion sur le projet de nouveau schéma directeur d'Ile-de-France devrait s'achever dans trois semaines. Trois mois se seront écoulés après que Christian Sautter, préfet de la région d'Ile-de-France, a saisi, le 30 octobre 1992, le président du conseil régional et les présidents des huit conseils généraux.

Une majorité des 128 maires d'Ile-de-France regrette que la discussion sur cet important document, qui conditionne le développement de leurs communes pendant le prochain quart de siècle, prenne beaucoup de temps. Le bureau de l'Association des maires d'Ile-de-France (AMIF) (1) et son président, Roland Nungesser (RPR), maire de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), ont demandé mercredi 6 janvier à Michel Giraud (RPR), président du conseil régional, d'intégrer dans la délibération de l'assemblée francilienne l'avis des maires, qu'ils ont recueilli au cours du mois de décembre.

Des lacunes
dans la concertation

Les membres de l'AMIF soulignent que ce sont «les maires et les conseils municipaux qui auront à faire face aux problèmes soulevés par le schéma directeur de la région». Ils ont demandé à Michel Giraud de tenter d'obtenir un délai supplémentaire de trois mois, et, «dans l'hypothèse où ce délai ne serait pas accordé», que le conseil régional rejette le projet. Roland Nungesser se félicite cependant que certaines idées de l'AMIF aient déjà été retenues : «Dans les premières ébauches du schéma directeur, les préfets pouvaient imposer une certaine forme d'intercommunalité. Nous avons obtenu que leur rôle ne soit qu'incitatif. L'environnement et la qualité de la vie apparaissent moins dans le Livre blanc que dans le projet actuel. Nous avions également émis les plus grandes réserves sur la reconquête de la petite couronne, qui risquait de conduire à une surdensification, alors que les maires veulent que des terrains soient dégagés pour des espaces verts ou des équipements publics.»

La réunion du conseil régional d'Ile-de-France, le 28 janvier, sera décisive. Il paraît aujourd'hui probable que l'assemblée va émettre un avis défavorable. Le projet de schéma directeur ne pourra être approuvé que par décret en Conseil d'Etat, une procédure que Christian Sautter a toujours déclaré vouloir éviter. Michel Giraud a adressé, jeudi 7 janvier, un «avis» très critique sur le document au préfet de région.

Bien qu'il souhaite que le schéma directeur de 1976 soit remplacé le plus rapidement possible, Michel Giraud se prononce en conclusion pour le «rejet du projet actuel», et demande au gouvernement de prendre en compte les observations du conseil régional.

Près d'une centaine d'opérations d'aménagement sont en effet bloquées depuis plusieurs mois par des recours d'associations devant le tribunal administratif. Michel Giraud s'est cependant engagé auprès de l'AMIF à faire connaître ce qu'il considère comme les lacunes du processus de concertation, en soulignant que le schéma directeur est le seul document d'urbanisme qui ne fait pas l'objet d'une consultation publique.

La préfecture de région rappelle que les maires ont été recrus pendant les différentes étapes de l'élaboration du schéma directeur. Dans chaque département, les présidents des associations de maires et des syndicats intercommunaux ont été régulièrement consultés. Cette méthode a effectivement exclu des élus de villes de la petite couronne qui n'adhèrent à aucune de ces structures.

Les pouvoirs publics soulignent que «le projet de schéma directeur n'a une grande ambition d'aménagement. Et c'est justement parce que ce document ne peut pas tenir compte des intérêts particuliers des élus locaux, qui souhaitent tous plus d'emplois et le moins de logements possibles, que l'élaboration du SDAU ne prévoit pas une concertation formelle avec les maires d'Ile-de-France.»

Christophe de Chenay

(1) L'AMIF, qui compte 600 adhérents, a recueilli 78 % des voix aux élections au comité des élus d'Ile-de-France organisées par la préfecture.

Jardins secrets

Une année a été nécessaire aux services du département des Hauts-de-Seine pour restaurer ce palmarium, un élégant serre de ferronnerie et de verre élevée à la fin des années 1890. Pour réhabiliter la rotonde coiffée d'une double coupole et habillée, à l'intérieur, d'un treillage peint en blanc, le conseil général, présidé par Charles Pasqua (RPR), a déboursé 7 millions de francs. C'est à partir de documents d'archives que ferronniers et vitriers ont travaillé pour restaurer à l'identique cet édifice distingué, dégradé par les ans. Pour que le palmarium bénéficie d'un bon ensoleillement, ses abords ont été dégagés et une vaste pelouse dessinée à ses pieds, avec, aux quatre coins, des massifs de bégonias et tulipes. L'horizon est limité par deux rangées de marronniers et de tilleuls.

Autour s'étendent, créés entre 1895 et 1910, les jardins français, anglais, japonais et chinois, la forêt vosgienne avec ses charmes et ses pins, la forêt bleue avec ses cèdres, la forêt dorée avec ses épicéas, le verger et la

ÉTVDES

Partager le chômage
Bernard DELPLANQUE

Les femmes dans l'Eglise
Monique HÉBRARD

janvier 1993

Le numéro : 50 F

14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél : (1) 44 39 48 48

Ou taper sur minitel : 36 15 SJ*ETUDES

DOSSIER

LE RETOUR EN VILLE
DES MARCHANDS

Après l'engouement pour la périphérie, les centres commerciaux ont tendance à réintégrer les quartiers anciens

PICARDIE

La gestion
«dispendieuse»
de l'Agence
de développement
de l'Oise

LA chambre régionale des comptes de Picardie vient de contraindre le conseil général de l'Oise à réintégrer l'Agence de développement du département, baptisée ADO, dans les services généraux. Dans ses observations la chambre considère que l'agence, régie par la loi de 1901 et financée par des fonds publics, est, du fait de sa dépendance administrative et de la nature de ses missions, une «association para-administrative».

Cette situation, hors du droit public, est à l'origine des abus financiers que la chambre a constatés en examinant les comptes de la période 1986-1989, «une gestion dispendieuse, pour des actions dont l'intérêt était souvent discuté, et dont la mise en œuvre était parfois improvisée». Les auteurs du rapport évoquent les salaires importants versés à des collaborateurs, l'absence de mise en concurrence et de contrôle des prestataires de services, des études sans objet, des subventions déguisées et des réceptions écuméraires. Ils critiquent également les activités d'une structure, voulue par le président du conseil général, Jean-François Mancel (RPR), comme l'organisation de concours de feux d'artifice à Chantilly et des démarches à l'étranger inefficaces.

RHÔNE-ALPES

Les dettes
de Superphénix

LES communes du canton de Morestel (Isère) qui réclamaient, depuis l'arrêt du sur-générateur Superphénix, une aide de l'Etat pour le remboursement des prêts qu'elles avaient contractés pour «accompagner» la construction de la centrale, vont être soutenues par la société NERSA, propriétaire et gestionnaire du réacteur (le Monde daté 15-16 novembre 1992). Celle-ci prendra à sa charge les intérêts (3,3 millions de francs), pour l'année 1992, d'un emprunt de 30 millions qui servait à financer la réalisation d'équipements publics. Elle s'est d'autre part engagée à agir de la même façon si les communes étaient, une nouvelle fois, privées de taxe, faute d'un redémarrage de la centrale.

Pour 1992, le manque à gagner pour le département de l'Isère et les communes du canton de Morestel est de 60 millions. La NERSA a décidé d'apporter une aide particulière à la commune de Morestel qui avait investi, à la fin des années 70, 10 millions de francs dans la construction d'un collège pour recevoir des enfants des salariés de la centrale. La société prendra en charge la totalité de sa dette, amortissements et intérêts, pour l'année 1992, soit une somme de 2,5 millions de francs.

LIMOUSIN

La région à l'heure
de la télématique

DANS les premières semaines de l'année, la région Limousin doit être dotée d'un serveur télématique. Le conseil régional et la communauté économique et sociale y seront mis en données par grands thèmes et chapitres circonscrits : composition des assemblées, budgets, domaines d'intervention, dossiers prioritaires, etc.

En réalité, la 36-15 Limousin existe depuis quatre ans déjà. Mais il s'est jusqu'à présent animé par le comité régional du tourisme et consacré aux seules informations hôtelières. A la recherche d'un support, le conseil régional a préféré élargir la vocation de ce serveur existant que d'en créer un nouveau. L'objectif à terme est d'ouvrir un service régional pluridisciplinaire complet.

A FORCE de rénovation et de réhabilitation, les centres-villes français ont, pour la plupart, enrayé l'hémorragie de leur population, et ils ont su se façonner une image de marque. Ils sont devenus le lieu de croisement d'une population active qui vient chaque jour travailler dans leurs bureaux et de résidents généralement jeunes et aisés. Il était normal que promoteurs et grands distributeurs s'y intéressent.

La génération précédente avait vu l'exil des grandes surfaces à la périphérie des villes, là où le foncier était moins cher et où l'espace disponible permettait d'aménager de vastes parkings gratuits. Aux abords de la ville, les grands axes avaient été transformés en «avenues du meuble». Aujourd'hui, les centres commerciaux tentent de trouver leur place au cœur même de la cité.

« Il faut inverser le flux d'une clientèle qui a pris l'habitude de faire ses courses à l'extérieur de la ville »

L'entreprise est souvent soutenue par les élus eux-mêmes, qui estiment préférable que ce moteur économique se situe à l'intérieur de la commune, plutôt que chez les voisins.

L'expérience a été tentée à Toulon, à Salot-Quentin-en-Yvelines, à Orléans. Elle est en projet à Strasbourg, à Metz et à Valenciennes. A vrai dire, il y a des précédents : le Centre Bourse à Marseille, la Part-Dieu à Lyon et le Centre Jaude à Clermont-Ferrand symbolisent sans tentatives. Mais la grande nouveauté, c'est la mise en place de structures accueillantes, comme en banlieue, un hypermarché de plus de 4 000 mètres carrés. « Il faut inverser le flux d'une clientèle qui a pris l'habitude d'aller faire ses courses à l'extérieur de la ville », explique Anthony Khoi, développeur du Groupe recherche et construction (GRC). Pour cela, il faut, en centre-ville, une offre commerciale adaptée au potentiel de la ville et à sa nature. C'est pourquoi nous utilisons toute la gamme de l'urbanisme commercial, depuis la galerie marchande sans locomotive alimentaire jusqu'à l'hypermarché, avec ou sans galerie... »

Pour les promoteurs comme pour les distributeurs, ce mouvement centripète exige de sévères



adaptations. Ils doivent assumer, d'abord, le surcoût du foncier. Les loyers seront forcément plus élevés. D'où la densité importante, dans les galeries, d'enseignes nationales. Il s'agit pour elles de gagner des parts de marché, d'affirmer une présence, autant que de réaliser des bénéfices importants. Autre facteur qui fait flamber les coûts : l'aménagement de la galerie elle-même. Au fil des années s'est instauré, avec plus ou moins de bonheur, un équilibre entre le commerce de périphérie et le commerce de centre. Ici, on charge les coffres de voitures, là, on flâne, ici, le nécessaire. Là, l'achat plaisir qui ne peut être déclenché que dans un environnement agréable. L'aménagement des galeries centrales doit donc être particulièrement soigné : marbre, verrières et plantes vertes, qui coûtent cher.

En outre, pour être compétitif, un centre commercial doit non seulement travailler sur l'of-

fre, mais aussi sur les infrastructures. Le vicil edage américain «No parking, no business» se vérifie plus que jamais. Pas de centre commercial sans plusieurs étages de parkings souterrains, qu'il sera difficile ensuite d'émortir : le client aime bien se voir offrir une ou deux heures, le temps de ses achats.

Dernière surprise pour les distributeurs : le comportement des consommateurs. Ils sont souvent là pour le plaisir. Mais, du coup, même lorsqu'ils passent chez Carrefour, ils sortent avec un panier moyen d'une centaine de francs. Il est du triple en périphérie. Cette multiplication de petits achats engage, la coexistence de frais supplémentaires, tant en personnel qu'en gestion des stocks.

Il est plus difficile d'apprécier l'impact de ces grosses entreprises sur la ville elle-même. Première constatation : même si, dans les discours, l'époque des

bunkers de béton est révolue, les centres commerciaux restent, en général, des verrous dans la ville. Simple question d'échelle : ces carcasses volumineuses et closes rompent le rythme naturel de la rue. « La logique d'une galerie marchande est celle du labyrinthe », explique l'architecte Ricardo Bofill. L'objectif est que les gens y entrent, tournent en rond et aboutissent finalement dans l'hypermarché. Or le labyrinthe, c'est précisément l'inverse d'une ville.

Des efforts ont été tentés pour rompre avec ce modèle, directement importé des Etats-Unis. Ils ont permis, à Saint-Quentin-en-Yvelines par exemple, la construction de rues piétonnes bordées d'arcades donnant sur un canal. A Valenciennes, le débat a été porté sur le place publique par l'opposition au maire Jean-Louis Borloo (div. d.). Deux propositions s'efforcent pour le projet de «Cœur de ville» : celui de la Cegeco, que les communistes taxent de «blockhaus introverti», et celui de GRC, qui prévoit des rues piétonnes et des raccourcis directs sur le tissu urbain existant. « Nous sommes au croisement de plusieurs flux de chondisations », en bordure d'une place d'armes qui symbolise l'histoire de la cité. Nous devons jouer la discrétion, la fluidité. Si le terrain avait été de 500 mètres de là, nous n'aurions pas pris le même parti », explique Anthony Khoi. Réponse en février.

En somme, il y aurait une étroite communauté d'intérêts entre la ville et les promoteurs des nouveaux centres. « A la Toison d'Or, à Dijon, la majorité des commerçants qui se sont installés étaient déjà en ville », explique Michel Guidot, directeur chez Arc Union (Forum des Halles, Quatre Temps à la Défense, place d'Arc à Orléans...). Bien sûr, nous bousculons les habitudes. Mais nous forçons les commerçants à réagir, à se montrer plus compétitifs. C'est indispensable, si nous ne voulons pas que nos centres-villes ressemblent demain au désert des villes américaines. » Il expose, à l'appui, tout ce qui fait la force d'une galerie commerciale, notamment le système de gestion. Toutes les boutiques restent la propriété d'un même organisme. Celui-ci peut donc assurer une gestion globale et « privilégier des critères commerciaux dans l'intérêt de la galerie ». Ainsi, un taux de renouvellement des boutiques de 5 % par an n'est pas vécu comme un échec, mais comme une occasion d'adapter l'offre commerciale aux nouvelles attentes des consommateurs.

A charge, donc, pour les commerçants de la ville, d'en faire autant. Ici et là, des associations se créent, qui tentent de mettre en place quinzaines commerciales et animations diverses. Evidemment, une ville moyenne sera plus déséquilibrée par un hypermarché dans ses murs qu'une métropole de 200 000 habitants. De plus, en fonctionnant comme des commerces de proximité, les nouveaux centres commerciaux risquent d'achopper certains secteurs, comme l'alimentaire, qui étaient déjà sous-représentés au centre ville. « La taille de ces structures fait courir un vrai danger aux villes », se plaint M. Houzet, directeur général de Monoprix. Des surfaces plus réduites, comme celles de nos magasins populaires, pourraient avoir un rôle financier fédérateur, tandis que les hypermarchés assèchent totalement le potentiel commercial. Dans la plupart des cas, nous sommes contraints de supprimer notre rayon alimentaire. Or c'est de l'alimentaire que dépend l'animation de la ville.

Peu à peu, des mutations apparaissent dans le paysage commercial traditionnel. Le centre «aspire» l'activité autour de lui. Ailleurs, des boutiques installées dans des rues adjacentes dont la tradition commerciale était pourtant établie sont contraintes

de tirer le rideau. « En total, les commerçants de la ville récupèrent sur leur chiffre d'affaires du week-end ce qu'ils ont perdu la semaine », rétorque Michel Guidot. On peut en effet espérer que les clients venus dans l'agglomération profitent de leur passage dans le centre pour flâner dans les rues piétonnes (si elles ont su se rendre attractives), compléter leurs achats, aller au cinéma ou dîner au restaurant. Le pari initial aurait alors été gagné, et une réelle complémentarité entre centre et périphérie serait alors atteinte. Mais cet équilibre risque d'être long à trouver, et les erreurs, en ce domaine, ne pardonnent pas.

Jean-Louis André

Les essais
de Toulon

« Un centre-ville en pleins asphyxie » : telle était la conclusion d'une étude réalisée en 1984 par Larry Smith Consulting à la demande de la mairie de Toulon. « On peut dire que le dépeuplement de Toulon a été compensé par une explosion démographique touchant les communes avoisinantes », ajoutait l'enquête. La Västta, Le Gard, Le Seyn, Six-Fours, offraient, il est vrai, des aspects et des emplois. L'agglomération se développait, tandis que le cœur s'étioit.

En bonne logique, le commerce avait emboîté le pas à la population. Rien ne l'encourageait à rester dans le centre. Ses rues étroites sont difficiles d'accès ; nombre d'entre elles ont vu proliférer les bars à mirlons. Y accéder, quand on habite à l'extérieur de la ville, tient de toute façon de la gageure : Toulon se trouve à la jonction de deux autoroutes et ne dispose d'aucun périphérique. Les deux avenues assurent la jonction sont donc constamment saturées. Aussi les Toulonnais ont-ils pris l'habitude de faire leurs courses dans l'un des hypermarchés implantés à la périphérie.

La construction du centre Mésol, à côté du stade, est partie de ce constat d'échec. En outre, la municipalité y a vu la possibilité de s'offrir, sur la même occasion, le plaisir des congrès dont elle rêvait. Tant pis pour les commerçants de la place de Bessagne, déjà mal en point, qui devaient subir plusieurs mois durs les nuisances des travaux. Ils se retranchaient plus tard, lorsque l'ouverture du centre aurait donné un coup de fouet au cours La Fayette, déjà animé par un marché de Provence.

En 1990, le cœur de Toulon s'est donc vu doter brusquement de 50 000 mètres carrés de surfaces commerciales supplémentaires. Clé de voûte du système : un hypermarché Carrefour de 8 500 mètres carrés, proposant « 50 000 articles ». On prétendait intégrer ces nouveaux commerces à la ville : l'architecture ne s'y prête guère. Il y a bien des arcades et des façades ocre, mais il faut gravir un escalier monumental pour accéder à la « place Carrée ». La trame de la ville n'a pas été respectée : on se trouve dans un schéma de dalle piétonne. Mais, surtout, cet appareil commercial semble pour l'instant bâtir son succès sur le dos des commerces traditionnels. La rue d'Alger, depuis longtemps vouée aux boutiques, est en difficulté. Il faudra du temps pour savoir s'il s'agit là d'une nécese ou d'une phase transitoire d'adaptation. Comptera aussi le succès de la réhabilitation des quartiers historiques, situés à l'autre extrémité de la ville, qui pourraient ainsi servir de contrepoids.

de notre envoyé spécial
à Toulon
J.-L. A.

Le cœur d'Orléans

Un hypermarché et une galerie marchande à quelques mètres de la rue Royale et de la place du Martroy : ce fut une révolution dans la bonne ville d'Orléans. De quoi mettre en colère les très puissantes familles de commerçants qui tiennent boutique, depuis parfois plusieurs générations, en centre-ville. On murmure même que Jacques Douffieguise (UDF), ancien premier magistrat de la cité, y laisse une partie de son crédit de maire.

Pour la ville, il s'agissait d'abord d'engager une opération d'urbanisme sans grever les finances de la commune. Près de la gare s'était établi un parking sauvage, indigne de la perspective tracée par la rue de la République. D'où l'idée de confier l'opération, soigneusement étoffée de bureaux, parkings et logements, à un promoteur privé.

Le maire espérait ainsi rendre au centre d'Orléans son pouvoir d'attraction, menacé par le développement de multiples grandes surfaces en périphérie.

Pour nombre de grandes enseignes, dans les années 70, cette agglomération était un effet d'éclat comme un simple accessoire. Il y avait donc plethore. Malgré les polémiques, le centre Place d'Arc a donc bien ouvert ses portes en 1988.

Au passage, la mairie a négocié une dalle sur-dehors du boulevard, plutôt qu'une simple passerelle prévue initialement, et la construction, toujours par un promoteur privé, d'un parking souterrain sous la place du Martroy : 26 000 mètres carrés sont aujourd'hui en service. Carrefour est, avec ses 8 000 mètres carrés, la locomotive de l'ensemble, suivi par Habitat, Darty, La Redoute et une cinquantaine de boutiques.

L'effet sur la géographie commerciale de la ville a été radical : l'activité s'est déplacée au nord, vers la nouvelle zone. La rue Royale s'est en revanche déqualifiée dans sa partie sud, malgré le bus «Emplett» mis en service pour rééquilibrer les flux. Du coup, les prix des pas-de-porte sur la rue de la République

ont grimpé, tout comme les loyers. Un commerçant a eu ainsi la surprise de voir son loyer porté, lors d'un renouvellement de bail, de 125 francs le mètre carré à 588 francs.

Tout se passe comme si le centre commercial avait drainé la clientèle du centre-ville plutôt que celle de l'agglomération. Carrefour, qui réalise 70 % de son activité dans le commerce alimentaire, a une fonction d'épicier de proximité. De nombreux sandwichs sont par exemple vendus entre 12 et 14 heures à une clientèle de lycéens et d'employés de bureaux. Il ne retrouve son rôle traditionnel que le samedi. Mais le parking de 720 places se révèle insuffisant.

Soucieuse de rétablir l'équilibre du cœur ancien, la municipalité, maintenant menée par Jean-Pierre Sueur (PS), s'est lancée dans la réhabilitation des quartiers des bords de Loire, au sud, et de la Halle-Châtelet, dont le berçage métallique, pour l'instant, un effet repoussoir.

J.-L. A.

هنا من الامم

HEURES LOCALES

REGARDS

PORTRAIT

Pierre Nicolas :
chaineur de la musique

Entre Berry et Limousin, Pierre Nicolas est chaineur. La « chaîne », dans le vocabulaire rural, c'est le commerce ambulatoire. Le camion du boulanger ou celui de l'épicerie sur essieux sont des véhicules dont le passage quotidien ou hebdomadaire - maigrement lucratif - contribue à approvisionner des bourgs. Des hameaux vidés de leurs commerces de proximité par l'exode rural et la prolifération des supermarchés dans les chefs-lieux. Mais Pierre Nicolas est un « chaineur » très particulier. Il est professeur de musique itinérant. Avec sa compagne, Yveline, musicienne elle aussi, il a conçu un « musicobus » : un camion-atelier-conservatoire avec circuits électro-acoustiques et casques qui leur permettent de faire travailler quatre élèves en même temps dans les dix mètres carrés du camion. De leur base de Champanne, commune de Chailly (1250 habitants, au point de jonction du Berry, du Limousin et du Poitou), ce salon de musique ambulatoire leur permet, dans un rayon d'une soixantaine de kilomètres, d'enseigner le piano, l'orgue, la guitare, le solfège et la théorie. Ils vont de chef-lieu de canton en bourg rural, à la rencontre des écoliers pour l'essentiel, mais aussi de quelques adultes séduits par un service qui passe à leur porte.

L'aventure rurale a commencé en 1986. Pierre Nicolas, cinquante ans, est un musicien solitaire. Employé dans des studios parisiens, il fréquente le showbiz. « C'était l'époque du yéyé finissant. Tous les jours, il fallait trouver un petit génie, lui faire ses arrangements et son style, bref le fabriquer. C'était un travail de « nègre ». On était payé pour donner du talent à des gens qui n'en avaient pas. J'en ai eu marre. J'ai décidé de quitter Paris. » Direction : le bocage berichon.

« Nous avons commencé à donner quelques leçons pour une association du Blanc, sous-préfecture de l'Indre. Et puis, des associations familiales rurales nous ont contactés. Ce n'était pas évident, ces associations n'ont pas le sou et elles étaient souvent éloignées. Nous n'avions pas beaucoup de moyens non plus. C'est en réfléchissant à cette demande que nous est venue l'idée du musicobus. »

De Châtillon-sur-Indre, à l'orée de la Touraine, à Saint-Sulpice-les-Faibles, sur les premières collines du Limousin, le camion-salon de musique parcourt quelques centaines de kilomètres hebdomadaires, pour un enseignement très professionnel. Pierre Nicolas est l'inventeur d'une méthode bien à lui, qui part de la célèbre « méthode rose », passe par les leçons de Karl Czerny, le pédagogue romantique autrichien maître de Franz Liszt, et s'appuie sur des études personnelles. « Nous avons entrepris, avec l'aide d'un ami médecin, une étude sur la morphologie de la main qui nous a permis de concevoir l'appareillage des gammes comme une culture physique des doigts. Cela permet des progrès rapides et donne surtout très vite le plaisir de jouer. C'est pourquoi nous avons de la demande. »

Une fonction de service public

Initiative privée, le musicobus remplit d'évidence une fonction de service public en milieu rural. Un peu à la manière des classiques bibliobus des bibliothèques départementales de prêt. Pierre Nicolas et Yveline ont, disent-ils, « le sentiment d'avoir ouvert une perspective qui pourrait être généralisée ». Et, financé, pourquoi pas ? par les collectivités ou des associations... Certaines communes accueillent le musicobus avec chaleur ; d'autres lui interdisent de stationner sur leur territoire : « Elles nous voient comme des romanciers. »

Pierre Nicolas avait envisagé, voici quelques années, de faire appel à des financements publics et à des subventions culturelles. Mais il aurait dû se doter d'un statut associatif, d'ou des complications administratives. « Ici, tout le monde est fauché ; les éventuelles subventions auraient à peine payé les dépenses liées à ces formalités. » Le musicobus continue donc à parcourir les routes départementales du Berry et du nord du Limousin. En toute pauvreté, en toute indépendance.

de notre correspondant à Limoges
Georges Chatain

LIVRES

DES GUIDES
POUR LES ENFANTS

Edition Mimosa, 1978, avenue de Provence, 06140 Vence. Tél. : 93-58-10-90.

LORS qu'elle visitait Cannes, au cours de l'été 1989, Anne Sallé, vingt-huit ans, une ancienne enseignante d'élèves handicapés de la région parisienne, réalisa qu'il n'existait aucun guide touristique à la portée des enfants. Son expérience de pédagogie lui souffla alors l'idée d'un ouvrage fondé sur le principe de l'interactivité, c'est-à-dire permettant à l'enfant de « jouer un rôle dans la découverte ».

Dès son retour de vacances, après avoir réuni quelques documents sur le passé de Cannes, elle commença à travailler à une maquette. « Je voulais, simplement, expliquer, elle, donner un aperçu de l'histoire de la ville accessible à de très jeunes touristes voyageant avec leurs parents et proposer un parcours guidé qui soit attrayant, donc visuel. » Elle imagina, de plus, un personnage anthropomorphe auquel elle confia le rôle de médiateur et de compagnon de jeu. En l'occurrence, une cigogne nommée Mimosa - symbole du voyage - indiquant le chemin du bout de sa canne et portant haut de forme et nœud papillon.

D'emblée, la construction du guide était trouvée. Avec, successivement, un brio d'histoire, la présentation de l'accompagnateur puis le parcours dans la ville, partant du quartier le plus ancien pour aller vers le plus moderne. A chaque étape importante, un jeu : soit une énigme simple à résoudre, soit des cases à cocher, soit encore des devinettes. Les pages du guide comportant, aussi, des espaces vierges pour laisser à l'enfant la liberté de s'exprimer par le collage de photos, des dessins, des coloriages de motifs ou de petits textes de son cru.

Concours et rallyes

Anne Sallé croyait en son entreprise au point de publier, à 5 000 exemplaires, en mai 1990, ce premier ouvrage à compte d'auteur. Cannes, Mimosa et moi lui laissa des dettes, mais fut nommé au Grand Prix de l'innovation touristique de 1991, ce qui incita la ville de Cannes à acheter - en solde - le stock des invendus. Ce fiasco financier ne découragea pourtant pas Anne Sallé qui, en 1991 et 1992, a coédité, avec le concours des communes concernées et du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement des Alpes-Maritimes (CAUE), quatre autres albums sur Vence - où elle s'est fixée avec sa

COURRIER

L'avenir du CNFPT

Je souhaiterais vous faire part de quelques réflexions qu'inspire à un attaché territorial et secrétaire général d'une commune de trois mille habitants l'article consacré aux vingt ans du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) publié dans le Monde daté 27-28 décembre 1992.

Certes, et l'article le montre bien, le CNFPT n'est pas à l'abri de toute critique. Il n'en demeure pas moins qu'il a permis à de nombreux agents de mener à bien un projet de formation personnelle, d'accéder à des emplois de catégorie plus élevée, de reprendre ou d'entamer des études supérieures. Je ne crois donc pas trop m'avancer en disant que nombreux sont les agents territoriaux qui craignent que le bébé ne soit jeté avec l'eau du bain. Il est de bonnes raisons pour cela.

Le rapport Rigaudat survient d'abord dans une conjonction d'alternance prévisible peu propice à une réflexion sereine et exempte d'arrière-pensées. Réformer imprudemment le CNFPT aboutirait à la disparition quasi certaine d'une spécificité territoriale de l'encadrement des communes et à l'émergence d'un moule unique pour la préparation aux emplois de responsabilité.

L'avenir du CNFPT dépasse largement l'enjeu de la formation, puisqu'il concerne à la fois l'architecture globale de la fonction publique territoriale, les droits dont disposent ses agents, leurs possibilités de carrière, leur public de recrutement et l'équilibre souhaitable entre pouvoir central et collectivités territoriales.

HENRI HOYEZ
Auchel (Pas-de-Calais)

Bilan de
la décentralisation

Dans « Heures locales » daté 20-21 décembre 1992, vous avez présenté l'initiative du Crédit local de France (CLF) qui a créé une commission chargée de proposer des aménagements à la décentralisation. Après avoir regretté qu'une telle initiative « arrive un peu tard », vous concluez : « Le CLF comblera une lacune, la puissance publique n'ayant pas encore imaginé de réflexion d'envergure sur toutes ces questions. »

Or, le premier ministre a mis en place, dans le cadre de la préparation du XI^e Plan (1993-1997), un groupe de concertation chargé de dresser le bilan et de définir des perspectives d'évolution de la décentralisation. Ce groupe, qui a mené ses travaux durant ces six derniers mois, est présidé par Martine Buron, maire de Châteaubriant. Il est composé de cinquante-cinq membres, dont la liste a été publiée au Journal officiel, qui représentent l'ensemble des acteurs, partenaires et observateurs de la décentralisation : parlementaires, présidents de conseils régionaux et de conseils généraux, maires, hauts fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales, chefs d'entreprise, responsables économiques, associations, partenaires sociaux, universitaires, etc.

Soixante-dix personnes ont travaillé auprès du groupe plénier, dans quatre ateliers constitués selon les mêmes critères de diversité professionnelle et de pluralisme. Ayant procédé en outre à plus de cinquante auditions, ce sont au total près de cent quatre-vingts personnes qui ont contribué à la réflexion conduite au Commissariat général du Plan. Se situant résolument dans le moyen terme fixé par le XI^e Plan, le rapport du groupe de concertation conduit à des propositions é caractéristiques opérationnelles permettant de donner de nouvelles perspectives réalistes à la décentralisation. Ce rapport, aujourd'hui achevé, sera publié en janvier prochain.

Ces quelques précisions indiquent que l'initiative du Crédit local de France, dont on ne peut contester le grand intérêt, n'aura pas à combler une lacune mais au contraire pourra s'appuyer sur les travaux du Commissariat général du Plan.

JEAN-BAPTISTE DE FOUCAULD
Paris

DÉBAT

LA BRETAGNE DÉBRANCHÉE

par Claude Champaud

De façon délicate, la Bretagne a récemment apporté ses voix à la poursuite de l'intégration européenne. Elle attend un juste retour de l'Europe. Or, il ne peut échapper à personne que l'aménagement du territoire européen se fait, depuis quelques années, au détriment de la France de l'Ouest, donc de notre région.

Le conseil régional a reçu compétence en matière de recherche et de développement technologique dans le but d'assurer le développement social et économique de l'ensemble du territoire breton. Depuis près de vingt ans, l'effort de la région est le plus élevé qui soit consenti, par capita, dans les budgets régionaux.

Exemplaire à cet égard, la Bretagne entend recevoir sur son territoire, en considération de ses efforts propres, les centres de décision et de recherche, les lieux de travail et les emplois qui génèrent les technologies nouvelles. Tout naturellement, les Bretons souhaitent que ce soit en priorité la zone pour les développements industriels des découvertes et des brevets mis au point dans les centres qu'ils ont contribué à financer, dès lors qu'existent les conditions pour les recevoir.

Une telle revendication ne peut être systématique sans perdre toute légitimité et sa crédibilité, mais une fuite systématique des applications industrielles des découvertes bretonnes vers des régions françaises ou étrangères est tout autant inadmissible, particulièrement lorsqu'elles appartiennent à la plus riche et puissante

Lotharingie qui se reconstruit. Les émigrations d'emplois qui en résultent sont ressenties comme une spoliation. Après la fabrication à Strasbourg du Minitel originaire des laboratoires de Rennes, après l'abandon des espoirs bretons en matière de télévision numérique et le démantèlement du Centre commun d'étude de télédiffusion, et de télécommunication (CCETT) au profit des régions de l'Est, un nouveau et rude coup est porté à la Bretagne par l'Europe en matière de télécommunications. Mises au point à Lannion et développées sur les vingt-sept brevets pris par le Centre national d'étude des télécommunications (CNET) pour des découvertes effectuées en Bretagne, les « écrans plats » sont fabriqués par Philips à Eindhoven, aux Pays-Bas.

Menaces sur l'avenir

Pour un investissement de 1 milliard, qui consacrerait le leadership irrévocable de la firme Philips en ce domaine, celle-ci recevra 500 millions de francs de fonds européens qui serviront, ainsi, à rendre plus forte et plus riche la zone européenne industriellement la plus prospère.

Il y a plus encore : selon des informations publiées dans le Monde daté 29-30 novembre 1992, l'accord passé notamment entre Philips, le CNET et Thomson prévoyait que la recherche en matière de télécoms serait concentrée de la même façon, avec l'appui de la Communauté européenne cette fois-ci.

Pour les centres de recherche bretons, dont les capacités de découverte sont pourtant mises en relief par ce pillage, cette


menace est corroborée par le désengagement du CNET dans la recherche bretonne, notamment en ce qui concerne le pôle optique de Lannion, porteur de grands espoirs nouveaux, alors que, lors du comité interministériel d'aménagement du territoire de janvier 1992, le gouvernement avait émis le principe de sa constitution avec une forte participation du ministère chargé des télécommunications.

Après le conseil économique et social régional, à l'unanimité, les conseillers régionaux de Bretagne ont voté, le 17 novembre, un texte dénonçant cette situation et les menaces qu'elle fait peser sur l'avenir de la région. Les Bretons seront unanimes pour refuser un déclin annoncé et apparemment systématiquement programmé. Née d'un greffe électronique bretonne avait réusé. Les transferts industriels opérés hors du territoire de la Bretagne en sont le triage mais éclatante preuve.

Ce démantèlement du territoire n'est ni moins volontaire ni moins politique que les décisions prises durant vingt ans au profit de l'électronique et de la recherche bretonnes. Dès lors, les Bretons posent trois questions aux responsables politiques et aux dirigeants industriels des télécommunications : qui demande cela ? Pourquoi et au bénéfice de qui ? Jusqu'où entendent-ils aller dans la mesure de la vocation électronique de la Bretagne ?

► Claude Champaud (RPR) est conseiller régional de Bretagne, président de la commission enseignement et recherche de cette instance et conseiller général d'Ille-et-Vilaine.

SCIENTIFIQUES & CROYANTS 1



JACQUES ARSAC
UN INFORMATICIEN

... il y a quelque chose en dehors de la science.

128 pages - 78 FF

BEAUCHESSNE
72, rue des Saints-Pères
75007 PARIS

UNIVERSITÉ
DE PARIS-SORBONNE
(PARIS-IV)
FORMATION CONTINUE

COURS D'ESPAGNOL
PORTUGAIS DU BRÉSIL

Initiation et perfectionnement.
Pratique de la langue orale.
Le soir à partir de 18h30.

INSTITUT
D'ETUDES IBERIQUES
et latino-américaines
31, rue Gay-Lussac
75005 PARIS
40.51.25.13 de 17h30 à 19h30

AURILLAC

La campagne à la ville

QUAND une ville chef-lieu et les localités de sa périphérie immédiate regroupent le tiers de toute la population du département...

Quand l'agriculture occupe, dans les statistiques départementales, encore 26 % des personnes actives...

Quand, du bureau nval de Marie-Françoise Haye-Guillaud, préfet, on aperçoit à l'œil nu un troupeau de vaches sur le versant de la montagne au pied de laquelle roulent les eaux claires de la Jordanne...

Alors, comment vouloir décrire au teneur de comprendre Aurillac sans garder constamment à l'esprit l'omniprésence de la référence agricole et rurale, ou en croyant que la ville peut être dissociée du département du Cantal, dont elle est, pour beaucoup, le condensé ?

Le département compte trois fois plus de vaches que de Cantaliens résidents des deux sexes

Depuis un siècle, la population du Cantal est en chute libre, et l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) comptabilise aujourd'hui presque trois fois plus de vaches que de Cantaliens résidents des deux sexes. Dans cette débauche démographique, Aurillac, pourtant, tient bon. L'agglomération - qui a adopté il y a deux ans la forme juridique du district et qui s'en porte bien - constitue même, au vu du recensement de 1990, un noyau de résistance remarquable, et rare, en Auvergne (avec Yssingeux et Clermont-Ferrand). Mais la toile de fond est très contrastée. Puisque le nombre des communes cantaliennes de moins de 100 habitants est passé en dix ans de treize à dix-sept, et puisque les cantons ruraux se vident, Aurillac est logiquement accusée d'avoir organisé sa croissance en pompant la substance humaine et économique de son arrière-pays. Et tout se passe encore comme si le chef-lieu constituait l'ultime rempart à un dépeuplement rural général et irréversible.

Maire depuis 1977, battu aux législatives de 1988 par Yves Coussain (UDF) et conscient que le combat de mars prochain sera pour lui « quasi

impossible », René Souchnon (PS) reste cependant lucide : « Avant, le monde rural nourrissait l'expansion d'Aurillac, maintenant on a atteint les limites, et il faut qu'Aurillac diffuse largement son influence sur son environnement géographique. On doit renverser les flux. » Aurillac, laboratoire d'urbanisme urbain et banc d'essai des retrouvailles ville-campagne ?

Pour l'instant, en tout cas, la priorité est plutôt au côté pratique. Puisque la mode fait une large place à la qualité de la vie, il faut jouer à fond la carte de l'air pur, des paysages à l'irlandaise, de l'atout nature, des séjours à la ferme, de l'environnement zéro défaut. « Aurillac à bras ouverts », « l'esprit vert, l'esprit vif », « mieux travailler, vivre plus », voilà des slogans qui font florès. Et René Souchnon espère bien signer prochainement avec Ségolène Royal l'acte des premières chartes de la qualité urbaine et rurale. Tant le programme d'action économique du district du bassin d'Aurillac, publié récemment, est axé autour de ces mots-clés : la recherche qualitative du haut de gamme. Le développement, ici, ne peut en aucun cas se fonder sur des facteurs quantitatifs. Peu d'emplois, peu de consommateurs, peu de jeunes, peu de neige pour les sports d'hiver au Liouan, peu de kilomètres d'autoroute (et elle se trouve du côté de Saint-Flour et de la Lozère, loin à l'est), peu de voyageurs dans les trains tortillards sur voie unique, et peu de clients pour l'avion de la TAT qui relie Aurillac à Paris deux fois par jour... à prix d'or.

C'est ce que le président de la chambre de commerce et d'industrie du Cantal, Raymond Cerruti, appelle « l'étrémité du marché dans tous les domaines ». Pour essayer de remplir l'avion (dont l'exploitation est fortement déficitaire), des tarifs de faveur sont proposés certains jours aux dames. Le reste du temps, les passagers se recrutent parmi les notables locaux, de la mairie au Crédit agricole. Début novembre on a fêté la catastrophe. Au décollage, en plein brouillard, l'appareil a heurté... deux vaches qui passaient sur la piste, et, privé de son train d'atterrissage, le pilote a dû aller se poser sur la base militaire d'Istres, dans la neige carbonisée...

Le détail des vaches et le fait que, outre les deux sénateurs et le secrétaire général de la préfecture, le Beecherait transportait six responsables

agricoles sur treize passagers montrent, à qui en douterait, le poids quasi obsessionnel de l'agriculture, au centre comme aux quatre points cardinaux d'Aurillac. La commune elle-même, en dépit de ses autobus, de son square, de sa cour d'assises, de son église Saint-Géraud, de ses constructions modernistes, de ses très laids parkings-silos, de son festival de théâtre de rue, de son université embryonnaire, reste un territoire encore très agricole. Le directeur départemental de l'agriculture, Robert Mandot, a fait ses comptes et dénombre 50 exploitations qui font travailler 141 personnes s'occupant de 1 350 vaches et 180 équidés, car Aurillac s'enorgueillit de la présence d'un haras national avec 80 magnifiques étalons.

Voilà pour le secteur primaire proprement dit. Mais, au-delà, les activités de transformation, de recherche, d'enseignement, liées plus ou moins aux produits de la terre, font de la capitale de la Haute-Auvergne une véritable métropole agricole. Depuis les fabriques de conserves de tripoux jusqu'aux ateliers de découpe de volaille fermière en passant par toute la gamme des salaisons et, bien sûr, le fameux marché aux bestiaux, où éleveurs et abatteurs se retrouvent chaque lundi, Aurillac « respire » partout l'agriculture. Son maire a d'ailleurs occupé, lorsque Laurent Fabius était à Matignon, les fonctions de ministre délégué à l'agriculture et à la forêt. Il préside aujourd'hui l'Office national des forêts. D'où l'extrême perplexité de tous ceux qui ont pu constater, à la lecture du *Journal officiel*, que le titre de chevalier de la légion d'honneur venait de lui être attribué, à l'occasion de la promotion du Nouvel An, par le ministre de la ville et d'outre par celui de l'agriculture...

Conserves de tripoux, découpe de volaille, salaisons, marchés aux bestiaux, la ville « respire » partout l'agriculture

Toujours à l'affût de la qualité, Aurillac veut valoriser dans les moindres détails la « filière », ne serait-ce que d'écrire le « fleuve », lait. Tous les départements de France ont pas la chance de pouvoir mettre en



avant cinq fromages d'appellation contrôlée : salers, cantal, saint-nectaire, fourme d'Ambert et bien d'Auvergne. Ce serait la meilleure manière de donner un réel espoir aux jeunes agriculteurs qui s'installent au rythme de 200 par an et « qui y croient dur comme fer », comme dit Michel Teyssedou, président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles. Mais, au stade de la collecte comme de la mise en marché, les acteurs économiques sont beaucoup trop nombreux, et l'arrivée récente du mastodonte Benier dans les circuits fait peur à beaucoup.

L'idée qui consisterait à faire d'Aurillac, dans le cadre d'une politique de déconcentration intelligente des organismes publics hors de Paris, un pôle du lait n'est pas irréaliste. La ville a déjà une Ecole nationale laitière et un lycée agricole réputés, ainsi qu'un laboratoire scientifique. Un Comité interprofessionnel des fromages regroupant les producteurs de lait, les transformateurs et les affineurs s'occupe de la promotion, du contrôle de la qualité et de l'assistance technique, mais jusqu'à maintenant, la revalorisation du revenu des agriculteurs par rapport à celui des distributeurs qui sont en bout de chaîne n'a pas été suffisamment prise en compte. Pour acquiescer la taille critique, la revalorisation du revenu des agriculteurs par rapport à celui des distributeurs qui sont en bout de chaîne n'a pas été suffisamment prise en compte. Pour acquiescer la taille critique, la revalorisation du revenu des agriculteurs par rapport à celui des distributeurs qui sont en bout de chaîne n'a pas été suffisamment prise en compte.

« Nous ne pourrions réaliser les investissements requis, garder l'agrément européen et bénéficier des aides de l'Etat que si vous vous engagez sur un tonnage minimum de 4 000 tonnes de viande », a-t-il dit en substance. Or, pour le moment, on atteint péniblement le chiffre de 1 500.

Le risque n'est pas mince qu'une bonne partie du cheptel soit abattue dans des départements voisins qui auront pris les devants dans les modernisations. C'est d'ailleurs déjà le cas puisque des maquignons préfèrent Egletois en Corèze ou Rodez en Aveyron, la ville qu'on regarde à la fois comme la rivale et le salutaire partenaire.

Le plan d'action économique du district consacre d'ailleurs plusieurs pages à l'organisation d'un réseau entre les chefs-lieux du Cantal et de l'Aveyron, passant en revue les perspectives de coopération dans les domaines des transports, de l'enseignement universitaire, du bois, de la viande et du lait, des matières plastiques, de la mécanique et du tourisme. Une initiative d'autant plus intéressante que les deux maires ne sont pas du même parti politique et qu'Aurillac appartient à l'Auvergne bien qu'elle regarde vers le Midi (ce qui ne l'a pas empêchée pendant longtemps d'être le siège d'une industrie renommée de fabrication de parapluies dont il ne reste que des bricols) et l'Ouest, alors que l'Aveyron relève de Midi-Pyrénées.

« Il serait illusoire et dangereux de s'occuper de la seule agriculture : nous ne sommes ni suffisamment importants sur le plan quantitatif ni assez performants sur le plan qualitatif », avertit Raymond Cerruti. Diffusé par la préfecture, le document relatif à la préparation des Assises du monde rural, qui auraient dû se tenir fin juin, est, quant à lui, sans appel : « Avec un taux d'industrialisation deux fois plus faible que la moyenne nationale, le Cantal est tout sauf un département industriel. »

Chaque fois que l'agriculture souffre d'une baisse des cours de la viande, comme l'an dernier, au début d'une crise inter-

nationale, le commerce à Aurillac s'en ressent, bien que nous ayons entamé un processus de diversification économique », oote le maire. « De plus en plus, nous cherchons à nous affranchir de l'agriculture et du poids du monde rural qui nous entoure. »

Le taux d'industrialisation du Cantal est deux fois plus faible que la moyenne nationale

La vérité est là. Cette agriculture est obsédante : à la fois historique, multiforme, essentielle, inévitable, vivifiante, pesante, gênante, obsolète aussi. Ceux qui voudraient la marginaliser ou croient pas vraiment pouvoir y parvenir et ceux qui y voient encore la locomotive puissante et la référence obligatoire comprennent bien, aussi, que les temps ont changé.

Des utopistes et des urbanistes ont parlé des « villes à la campagne ». Aurillac, pour combien de temps encore, reste un peu la campagne à la ville.

de notre envoyé spécial François Grosrichard

Prochain article : TROYES

« Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) ; Mâcon (daté 29-30 novembre) ; Perpignan (daté 6-7 décembre) ; La Rochelle (daté 13-14 décembre) ; Rodez (daté 20-21 décembre) ; Lisieux (daté 27-28 décembre) et Valenciennes (daté 3-4 janvier).

Le beuglement du brouillard

Le jour n'a pas encore pointé sa première pâleur que déjà le beuglement rauque des animaux emplit l'immense halle. Le marché aux bestiaux d'Aurillac s'ébroue, les camions arrivent, les acheteurs et les vendeurs commencent à prendre langue, par groupes de trois ou quatre.

Dans la froide humidité du petit matin et la forte odeur des bouses, l'haleine sortant des naseaux des balles vaches Salers, à la robe brune, se mêle aux légères volutes de vapeur qui s'échappent des lats de brouillards qui, malgré leurs huit mois à peine, affichent des carcasses trapues et des arrières-trains puissants. En voilà même deux, plus vigoureux ou coquins que les autres, que l'ardeur démente à qui tentant, gauchement, d'escalader de petites genévrières effarouchées. Les employés du marché ouvrent et ferment les portes métalliques, forment des endos à géométrie variable en fonction des choix des acheteurs, des races et des catégories d'animaux.

A peine débarqués des bœufières les bovins sont triés, jugés, jugés, passés à l'estime,

séparés puis regroupés et parqués. Revêtus de leur blouse de toile noire, avec une poche pour le carnet et une pour le crayon, les maquignons, chevilleurs et autres négociants, accoués aux barrières, traitent souvent les affaires d'homme à homme et payent de la main à la main leur dû aux paysans. « Il est fréquent qu'on règle une transaction jusqu'à 100 000 francs en liquide », confirme Antoine Lantoujoul, directeur de la société d'économie mixte municipale qui gère le marché.

Un comble se démonte, bâton à la main et jurons aux lèvres, pour pousser dans un énorme camion à double étage, à remorque deux taurellons récalcitrants. Le véhicule est en pertance pour l'Espagne avec 80 jeunes bestiaux croisés Charolais-Salers.

Enfumée, la salle du café-restaurant est comble. Le nord des blancs sec, des roses-limnades, des cafés bien chauds, des casses-croûtes, des tripes à la tomate ne s'arrêtent pas. L'Auvergne rurale, authentique et savoureuse, est là en chair et en os. On garde sa casquette sur le crâne et sa cigarette papier

mais aux lèvres en continuant la transaction : « Antaines » des potron-minet sous la table. Le maire, aime venir. Même, une heure ici. En 1992 les prix du bétail sont restés assez faibles. Le marché espagnol s'est un peu effrité, mais l'Italie achète encore pas mal. Surtout, les paysans auvergnats eux-mêmes ont cherché en fin d'année à augmenter le nombre de leurs têtes de bétail « pour accroître leurs références », puisque les primes européennes, notamment la prime aux bovins mâles, seront octroyées en 1993 en fonction de l'importance du cheptel. Les cours se sont donc bien tenus : 14 à 15 francs le kilo vif pour un brouillard.

Le marché aux bestiaux d'Aurillac, qui aura vu défilé 24 000 animaux l'an dernier, fonctionne tous les lundis. Mais que les visiteurs qui ont raté le jour se rassurent ! Le même événement a lieu tous les lundis à Mauriac, petite sous-préfecture aux confins de la Corèze. Le même spectacle, le même réglé.

F.G.

Chiffres

Préfecture du département du Cantal
30 723 habitants
Résultats des élections municipales de 1989
1989
1^{er} tour : 316 V. 14 697 (47,45 %) ; 2^e tour : 13 952
PS (Souchnon, PS, m.) : 5 278 (31,38 %) ; 2^e tour : 11 118 (79,61 %)
MRG (Teyssedou, P.) : 1 000 (31,38 %) ; 2^e tour : 1 000 (7,24 %)
Union droite (Renaud, UDR, R.) : 256 (38,38 %) ; 2^e tour : 1 000 (7,24 %)
1^{er} tour : 1 000 (31,38 %) ; 2^e tour : 1 000 (7,24 %)
PC (Cerruti) : 1 233 (38,38 %) ; 2^e tour : 1 000 (7,24 %)
Résultats des élections au Conseil régional de 1989
1^{er} tour : 13 143 V. 32,86 % ; 2^e tour : 12 880
MRG (Teyssedou, P.) : 7 291 (54,50 %) ; 2^e tour : 12 880
PS (Souchnon, PS, m.) : 5 589 (42,50 %)

هكزام الأصيل